



PLAN DE RETABLISSEMENT DU CANADA

ÉTÉ 2021

**RÉCUPÉRER
1 000 000
D'EMPLOIS**

**NOUVELLE LOI
ANTICORRUPTION**

**PLAN D'ACTION
CANADIEN
POUR LA SANTÉ
MENTALE**

**PROTÉGER
LA SANTÉ DES CANADIENS**

**ÉQUILIBRER
LE BUDGET**

L'HOMME AVEC UN PLAN

Erin O'Toole

Chef des conservateurs du Canada

 **AGIR POUR
L'AVENIR**



| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1. Un plan détaillé pour assurer des emplois et une croissance économique | 16 |
| a. Éliminer la COVID-19 par la vaccination et des tests afin de rouvrir pleinement notre économie..... | 19 |
| b. Prendre des mesures immédiates pour aider les secteurs les plus durement touchés | 20 |
| c. Soutenir les petites entreprises | 21 |
| d. Offrir plus de possibilités aux femmes | 24 |
| e. Faire du Canada le meilleur endroit où investir et démarrer une entreprise | 26 |
| f. Construire une infrastructure pour stimuler l'économie..... | 28 |
| g. Encourager l'innovation | 29 |
| h. Créer des emplois par un commerce libre avec des pays libres..... | 32 |
| i. Créer des possibilités dans tous les secteurs de l'économie | 31 |
| 2. Un plan détaillé pour aider les travailleurs | 44 |
| 3. Un plan détaillé pour aider les familles | 50 |
| 4. Un plan détaillé pour réduire les prix | 54 |
| 5. Un plan détaillé pour s'attaquer au prix des habitations | 58 |
| 6. Un plan détaillé pour protéger le Canada contre les futures pandémies | 62 |
| 7. Un plan détaillé pour protéger le système de santé | 68 |
| 8. Un plan détaillé pour assurer l'intégrité | 72 |
| 9. Un plan détaillé pour protéger l'environnement | 74 |
| 10. Un plan détaillé pour lutter contre le changement climatique | 80 |
| 11. Un plan détaillé pour assurer la sécurité publique | 92 |
| a. Justice..... | 83 |
| 12. Un plan détaillé pour défendre l'intérêt national | 100 |
| a. Défense..... | 103 |
| b. Défendre nos anciens combattants | 106 |
| 13. Un plan détaillé pour promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada | 108 |
| a. Développement international | 119 |
| 14. Un plan détaillé pour assurer l'avenir des peuples autochtones du Canada | 122 |
| 15. Un plan détaillé pour protéger le Nord | 128 |
| 16. Un plan détaillé pour renforcer notre système d'immigration | 132 |
| 17. Un plan détaillé pour assurer que notre Fédération fonctionne pour tous les Canadiens .. | 140 |
| a. Assurer l'égalité, la santé et la sécurité des Canadiennes | 141 |
| b. Abolir les obstacles pour les Canadiens handicapés | 143 |
| c. Un Québec fort dans un Canada uni | 145 |
| d. Langues officielles | 147 |
| e. Mettre fin au mauvais traitement de l'Ouest canadien | 147 |
| 18. Un plan détaillé pour offrir des emplois et plus de possibilités au Canada rural | 152 |
| 19. Un plan détaillé pour un Canada plus libre | 154 |
| 20. Un plan détaillé pour soutenir nos aînés | 156 |
| 21. Un plan détaillé pour renforcer les industries culturelles | 160 |
| 22. Un plan détaillé pour offrir une équité fiscale | 164 |
| 23. Un plan détaillé pour protéger les services sociaux | 166 |

 **AGIR POUR
L'AVENIR**

PLAN DE RÉTABLISSEMENT DU CANADA

1. **AGIR POUR
LES EMPLOIS**
en récupérant le
million d'emplois
perdus pendant la
pandémie en un an.

2. **AGIR POUR
L'INTÉGRITÉ**
en adoptant
une nouvelle loi
anticorruption afin
de faire le ménage
à Ottawa.

3. **AGIR POUR
LA SANTÉ
MENTALE**
avec notre Plan
d'action canadien
pour la santé
mentale.

4. **AGIR POUR
NOTRE PAYS**
en créant
une réserve
stratégique de
produits essentiels
et en renforçant
la capacité de
fabriquer des
vaccins chez nous.

5. **AGIR POUR
NOTRE ÉCONOMIE**
en équilibrant
le budget
au cours de
la prochaine
décennie.

 **CONSERVATEUR**

Qu'est-ce que le Plan de rétablissement du Canada?

C'est un plan. Un plan très détaillé.

C'est ce dont le Canada a besoin après
cette dernière année et demie.

Le plus important pour un plan est qu'il
agisse pour l'avenir.

Ici, ça signifie votre avenir--votre avenir
personnel et financier. Votre bien-être et
votre sécurité.

C'est un plan pour assurer que le Canada
se remet de la pandémie.

Pour remettre l'économie sur la bonne
voie. Pour récupérer des emplois. Pour
reprendre le contrôle des dépenses.

Pour s'attaquer aux prix élevés (surtout
le prix des habitations) et lutter contre
l'inflation.

Pour prendre la crise de la santé mentale
au sérieux.

Pour assurer notre indépendance envers
d'autres pays pour les choses dont nous
avons besoin d'urgence.

Alors, bien que le plan soit détaillé, les
priorités sont en fait assez simples.

De plus, c'est un plan pour tous les
Canadiens. Un plan qui met les
travailleurs, les entrepreneurs et les
familles à l'avant de la reprise.

Vous allez probablement remarquer des
idées que vous n'avez jamais entendues

auparavant de la part d'un conservateur
comme moi.

Il est temps que les conservateurs
prennent l'inégalité au sérieux, car c'est
un problème grandissant au pays.

Je suis un fervent optimiste. Je ne
regarde jamais en arrière. Je sais que
c'est un cliché, mais je crois vraiment
que les meilleurs jours du Canada sont
devant nous.

Le Canada est une communauté.

Notre but est le bien commun de tous les
Canadiens : une société où tous peuvent
réaliser leur potentiel.

Notre but est de libérer l'esprit humain et
le potentiel des gens, des familles et des
groupes.

De nourrir, de mobiliser et d'encourager
la générosité, le talent individuel, le
patriotisme et le sens de la communauté.

Et d'offrir le cadre nécessaire pour
trouver des façons plus sensibles et plus
efficaces pour aider les plus démunis et
les plus vulnérables.

Merci de lire notre Plan,



Erin O'Toole

Chef, conservateurs du Canada
Auteur, Plan de rétablissement
du Canada



AGIR POUR LES

EMPLOIS

EN RÉCUPÉRANT LE MILLION D'EMPLOIS PERDUS PENDANT LA PANDÉMIE EN UN AN.

Chaque Canadien mérite la sécurité et la dignité qui vont avec un emploi sécuritaire, stable et bien rémunéré. Les conservateurs du Canada vont exécuter un plan pour l'emploi afin de remettre les Canadiens au travail, partout au pays.

- Prendre des mesures immédiates pour aider les secteurs les plus durement touchés et les gens qui souffrent le plus – dont les femmes et les jeunes ;
- Aider les petites entreprises et offrir des incitatifs pour investir dans les entreprises et à en démarrer de nouvelles ;
- Créer des possibilités dans tous les secteurs de l'économie et toutes les régions du pays.



L'INTÉGRITÉ AGIR POUR GRITTE

**EN ADOPTANT UNE NOUVELLE LOI
ANTICORRUPTION AFIN DE FAIRE LE
MÉNAGE À OTTAWA.**

Les conservateurs du Canada vont traiter le pays en priorité en adoptant les lois sur l'intégrité et la transparence les plus sévères de l'histoire canadienne.

- Renforcer la Loi sur les conflits d'intérêts et imposer des peines plus sévères ;
- Renforcer la Loi sur le lobbying et mettre fin aux abus par les initiés libéraux ;
- Augmenter la transparence pour mettre un terme aux dissimulations par les libéraux.

AVEC NOTRE PLAN D'ACTION

AGIR POUR

CANADIEN POUR LA SANTÉ MENTALE.

LA SANTÉ

L'année écoulée a démontré que nous faisons face à une crise de la santé mentale. Il est temps de dire clairement que la santé mentale EST la santé, et de la traiter comme telle.

MENTALE

- Augmenter le financement des provinces pour la santé mentale ;
- Offrir des incitatifs aux employeurs pour qu'ils offrent une couverture en santé mentale à leurs employés ;
- Créer une ligne de prévention du suicide nationale à trois chiffres.



AGIR POUR NOTRE PAYS

EN CRÉANT UNE RÉSERVE STRATÉGIQUE DE PRODUITS ESSENTIELS ET EN RENFORÇANT LA CAPACITÉ DE FABRIQUER DES VACCINS CHEZ NOUS.

Nous ne devons plus jamais être aussi mal préparés qu'au moment où la COVID a frappé l'année dernière. Les conservateurs du Canada vont rendre le Canada plus résilient, réduire notre dépendance envers des pays étrangers comme la Chine et prendre au sérieux notre responsabilité de protéger la santé des Canadiens.

- Former des partenariats avec des sociétés pharmaceutiques pour augmenter la production de médicaments essentiels et créer une capacité nationale de production de vaccins ;
- Utiliser l'approvisionnement par le gouvernement et les entreprises recevant un financement gouvernemental afin de renforcer la production nationale d'équipements de protection individuelle (ÉPI) ;
- Réformer et rebâtir le Système de la réserve nationale d'urgence du Canada pour assurer que nous avons les fournitures nécessaires pour être toujours prêts aux futures menaces.



AGIR POUR NOTRE ÉCONOMIE

EN ÉQUILIBRANT LE BUDGET AU COURS DE LA PROCHAINE DÉCENNIE.

Dépenser pour protéger les Canadiens pendant la pandémie était la chose à faire, et les conservateurs étaient d'accord. Mais nous ne pouvons pas laisser une dette insoutenable aux futures générations. Quand la reprise commencera, nous assurerons le contrôle des dépenses.

- Éliminer progressivement les programmes de soutien d'urgence de façon responsable alors que les Canadiens se font vacciner et que l'économie rouvre ;
- Assurer que les mesures de relance sont ciblées et limitées dans le temps pour éviter de créer un déficit structurel ;
- Rétablir la croissance économique après des années de stagnation sous les libéraux, pour que nous ayons les revenus requis pour financer les services gouvernementaux dont les Canadiens ont besoin.



Assurer des emplois et une croissance économique

Depuis un an et demi, le taux de chômage au Canada est parmi les plus élevés du G7. Des millions de Canadiens ont perdu leur emploi, et plusieurs d'entre eux luttent depuis des mois pour trouver du travail. Le taux de chômage est aggravé pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail, ainsi que pour les femmes et les groupes ethniques.

Pire encore, la distribution lente des vaccins par le gouvernement Trudeau a permis la propagation hors de contrôle des variants de la COVID plus dangereux et plus transmissibles, ce qui a créé une troisième vague nécessitant des confinements partout au Canada. En conséquence, des centaines de milliers de Canadiens ont perdu leur emploi.

Le nombre de Canadiens qui sont sans travail depuis plus de six mois n'a jamais été aussi élevé. De plus en plus de gens passent des mois sans travailler, et il est difficile pour eux de se remettre sur pied. Quand des gens trouvent du travail, ce sont la plupart du temps des emplois à temps partiel.

Nous nous inquiétons du fait que des millions de travailleurs et de petites entreprises soient laissés pour compte. Il est temps d'avoir un gouvernement qui a un plan pour l'emploi qui fonctionne pour tous les Canadiens.

Les libéraux, le NPD, le Bloc et les verts n'ont pas de plan pour remettre les Canadiens au travail. Ils ont la pire performance économique depuis la Grande Dépression. Même avant la pandémie, l'économie canadienne était paralysée par une croissance inexistante à la fin de 2019. Des milliards de dollars d'investissements et des milliers d'emplois ont été perdus au Canada en raison des politiques idéologiques des libéraux et de leurs attaques contre les créateurs d'emplois. Les libéraux, le NPD, le Bloc et les verts ont anéanti les finances du Canada, qui furent un jour enviées, sans aucun résultat pour le justifier.

Notre priorité est de remettre le plus grand nombre de personnes au travail avec de bons emplois, partout au Canada, dans tous les secteurs, le plus rapidement possible. Nous continuons à tout mettre en œuvre pour remettre les gens au travail et l'économie sur la bonne voie. Les conservateurs du Canada nous ont sortis de la dernière récession — nous allons aussi nous sortir de celle-ci.

Notre plan va aussi stimuler la croissance économique à long terme. Pour créer plus de bons emplois et remettre les finances du gouvernement sur pied, nous ne pouvons plus accepter la lente croissance de ces dernières années.

Les conservateurs du Canada vont protéger le Contrat social du Canada. Cela signifie des emplois et une croissance dans tous les secteurs, dans toutes les régions du pays. Depuis des années, de nombreux travailleurs ne bénéficient pas de la croissance économique et de la prospérité que connaissent d'autres citoyens. Les conservateurs du Canada vont empêcher que des domaines ou des secteurs soient laissés pour compte.

Notre plan détaillé pour remettre les Canadiens au travail comprend quatre initiatives majeures pour créer des emplois :

- **Plan canadien Hausse d'emplois** : Payer jusqu'à 50 % du salaire des employés nouvellement embauchés pendant six mois après la fin de la SSUC.

- **Accélérateur canadien d'investissement** : Encourager les entreprises à dépenser et à créer des emplois en offrant un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % pour tout investissement de capitaux fait en 2022 et en 2023, la première tranche de 25 000 \$ étant remboursable pour les petites entreprises.
- **Crédit d'impôt pour la relance des PME** : Offrir un crédit d'impôt de 25 % sur un montant maximal de 100 000 \$ pour que les Canadiens investissent personnellement dans une petite entreprise au cours des deux prochaines années, pour financer les PME et créer des emplois.
- **Prêt pour la relance des PME** : Offrir des prêts pouvant s'élever à 200 000 \$ pour aider les petites et moyennes entreprises des secteurs de l'hôtellerie, du commerce de détail et du tourisme à se remettre sur pied, avec une dispense de 25 %.

Les pages suivantes présentent des détails sur notre plan de création d'emplois en :

- **Éliminant la COVID-19 par la vaccination et des tests pour rouvrir notre économie** : La première étape pour remettre les Canadiens au travail et les y maintenir consiste à éviter les futurs confinements en nous protégeant contre une quatrième vague.
- **Prenant des mesures immédiates pour aider les secteurs les plus durement touchés** : Le ralentissement économique a particulièrement touché des secteurs comme ceux de l'hôtellerie, du tourisme et de l'aviation, entraînant une récession qui nuit le plus aux femmes et aux jeunes. Nous devons remettre ces personnes au travail.
- **Soutenant les petites entreprises** : Les petites entreprises sont le moteur de notre économie. Pour la rebâtir, nous aurons besoin de milliers de nouvelles petites entreprises.
- **Offrant des possibilités aux femmes** : La crise de la COVID a montré combien la position des femmes est précaire dans l'économie canadienne. Pour assurer une prospérité à long terme, il faut que les femmes aient le soutien dont elles ont besoin pour participer pleinement à l'économie canadienne.
- **Faisant du Canada le meilleur endroit où investir et démarrer une entreprise** : Les libéraux, le NPD, le Bloc et les verts chassent les investisseurs du Canada, et les résultats parlent d'eux-mêmes : les emplois et les investissements vont aux États-Unis et en Chine. Il est temps que ça change.
- **Créant une infrastructure pour stimuler l'économie** : Un Canada moderne a besoin d'une infrastructure moderne. Ça signifie qu'il faut connecter tous les Canadiens à Internet haute vitesse et construire l'infrastructure de transport requise pour mettre les produits en marché et mettre les Canadiens au travail.
- **Encourageant l'innovation** : Les Canadiens font partie des gens les plus innovateurs du monde mais, trop souvent, les innovateurs canadiens vont aux États-Unis pour ouvrir des entreprises ou vendent celles-ci à des investisseurs étrangers qui ont les moyens de financer la croissance. Il est temps de faire du Canada le meilleur endroit du monde où ouvrir – et faire croître – des entreprises innovatrices.
- **Intensifiant le commerce avec les pays libres** : Le Canada est une nation commerçante. Des millions d'emplois dépendent du commerce. Nous devons conclure de nouveaux accords commerciaux – mais avec des pays qui partagent nos valeurs et respectent les travailleurs.
- **Créant des possibilités dans tous les secteurs de l'économie** : Justin Trudeau a bien fait comprendre qu'il veut éliminer progressivement les industries qui emploient des millions de Canadiens. Il est impossible de comprendre pourquoi Trudeau veut, maintenant plus que jamais, mettre plus de Canadiens au chômage. La reprise ne peut pas venir du centre-ville de quelques grandes villes. Les conservateurs du Canada visent une reprise qui fonctionne pour tous les Canadiens.

Éliminer la COVID-19 par la vaccination et des tests afin de pleinement rouvrir notre économie

La première étape pour remettre les Canadiens au travail consiste à éliminer la COVID-19, et l'élément clé pour les garder au travail est d'éviter les futurs confinements en les protégeant contre une quatrième vague.

Les conservateurs du Canada savent que le gouvernement doit travailler avec le secteur privé, que nous ne pouvons pas dépendre du régime politique chinois, et que nous devons voir le monde tel qu'il est vraiment. Nous ne pouvons pas retourner en arrière, mais nous pouvons assurer que nous mettons tout en œuvre, maintenant, pour sortir le Canada de cette pandémie et rouvrir notre économie.

Nous devons être prêts à ce qui nous attend, ce qui comprend l'émergence de nouveaux variants. Nous voulons tous que la COVID disparaisse, mais il est fort probable qu'elle va rester et presque certains que nous allons faire face à d'autres risques de pandémie. La lutte contre la COVID et des risques similaires restera essentielle pour rebâtir l'économie et sera notre priorité absolue.

Les Canadiens auront probablement besoin de vaccins de rappel pour être protégés contre la COVID-19. Nous devons être prêts. Les conservateurs du Canada vont exécuter un plan pour assurer que le Canada a un accès plus rapide et plus uniforme aux vaccins et pour assurer que nous avons un accès rapide à des doses de rappel pour faire face aux futurs variants.

Nous allons :

- Traiter en priorité la conclusion de contrats pour des vaccins de rappel afin d'assurer que les Canadiens sont protégés le plus rapidement possible contre les nouveaux variants. Nous ne pouvons pas nous permettre de répéter les échecs de Justin Trudeau, qui ont fait en sorte que le Canada ne peut pas se procurer des vaccins de façon opportune.
- Accélérer le développement et la production de vaccins par des entreprises canadiennes comme Providence Therapeutics, Sanofi, Medicago et d'autres.
- Soutenir les provinces en rendant facilement accessibles les ressources logistiques requises pour se procurer des vaccins et fournir des doses de rappel le plus rapidement possible.

Pour protéger les plus vulnérables et garder notre économie ouverte, nous devons avoir une capacité de tests et de recherche des contacts. La pandémie a commencé depuis plus d'un an, et nous n'utilisons toujours pas tous les outils à notre disposition pour contrer et limiter les éclosions. Sous Trudeau, le Canada tire de l'arrière. Les conservateurs du Canada vont faire avancer le Canada.

Les conservateurs du Canada vont exécuter un programme national de dépistage rapide afin de permettre aux entreprises et aux institutions publiques de rester ouvertes face aux futurs variants et de protéger notre pays. Les conservateurs du Canada ont un plan pour rouvrir l'économie et la garder ouverte de manière responsable.

Nous allons :

- Faire des tests de dépistage rapide des nouveaux arrivants à tous les points d'entrée frontaliers et tous les aéroports.
 - Toute personne entrant au Canada (par voie terrestre ou aérienne), peu importe son statut de vaccination et le fait qu'elle soit considérée comme un travailleur essentiel, devra subir un test de dépistage rapide et, éventuellement, un test PCR, à son arrivée.
 - Les tests de dépistage rapide aideront à identifier les cas, et les tests PCR assureront une protection accrue.
- Accélérer l'approbation par Santé Canada des tests de dépistage rapide approuvés par le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et Taïwan. Il est inacceptable que des obstacles bureaucratiques empêchent les Canadiens d'avoir accès à ces tests.
- Rendre les tests de dépistage rapide facilement accessibles pour tous les Canadiens.
- Fournir immédiatement plus de tests de dépistage rapide aux gouvernements provinciaux pour leur permettre de faire un dépistage, surtout dans les écoles.
- Élaborer une stratégie claire et fondée sur des données probantes pour rouvrir notre frontière avec des délais et des mesures précis. Nous allons rétablir l'urgence, la rationalité et la cohérence des règlements frontaliers.
Fermer rapidement la frontière aux voyageurs venant de zones à risque où des nouveaux variants sont détectés.
 - Nous n'allons pas permettre aux nouveaux variants d'entrer au Canada, comme le fait Trudeau alors qu'il tarde à prendre des mesures à la frontière afin de protéger les Canadiens.

Prendre des mesures immédiates pour aider les secteurs les plus durement touchés

C'est une année difficile pour les Canadiens, mais l'impact de la COVID-19 n'est pas le même pour tous. Même si le premier ministre veut nous faire croire que « nous sommes tous dans le même bateau », le fait est que de nombreux cols blancs ont pu travailler de la maison. En grande partie, les emplois perdus des travailleurs à revenu élevé ont été récupérés.

Cependant, pour les jeunes et les travailleurs à faible revenu, c'est une autre histoire. Le chômage chez les jeunes atteint des sommets et y reste. Les travailleurs à faible revenu – en particulier dans les restaurants, les hôtels et d'autres secteurs de service – sont dévastés. Les femmes sont beaucoup plus touchées que les hommes.

Pour remettre les Canadiens au travail, nous devons nous concentrer sur les secteurs les plus durement touchés.

Les conservateurs du Canada vont créer le Plan Hausse d'emplois du Canada – payant jusqu'à 50 % du salaire des nouveaux employés pendant six mois après la fin de la SSUC.

- Le gouvernement paiera au moins 25 % du salaire d'un nouvel employé net, la subvention augmentant jusqu'à un maximum de 50 %, selon la durée du chômage du nouvel employé.

- Le montant maximal sera équivalent à la SSUC.
- Cela permettra de remettre les Canadiens au travail et bénéficiera particulièrement aux Canadiens qui sont sans travail depuis longtemps.

Pour **soutenir les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme** et aider à assurer que les femmes et les jeunes participent à la reprise, les conservateurs du Canada vont créer un **Programme découvrir les restaurants et visiter le Canada**.

- **Offrir un rabais de 50 % sur les aliments et les boissons non alcoolisées achetés en restaurant du lundi au mercredi** pendant un mois quand ce sera sécuritaire, injectant près d'un milliard de dollars dans ce secteur.
- Lancer l'initiative **Découvrir et soutenir le Canada** avec un **crédit d'impôt de 15 % pour les dépenses de vacances**, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par personne, pour les Canadiens qui prennent des vacances au pays en 2022, aidant le secteur du tourisme à se remettre sur pied.
- **Éliminer l'indexation de la taxe libérale sur l'alcool.**

Les conservateurs du Canada savent que l'industrie aérienne est essentielle à l'unité du Canada, reliant notre immense pays et nous connectant au reste du monde. Sous Justin Trudeau, le Canada a tardé à aider l'industrie aérienne à survivre au ralentissement.

- **Les conservateurs du Canada vont aider l'industrie aérienne à se remettre sur pied** et à remettre au travail les pilotes, les agents de bord, le personnel au sol, les mécaniciens et tous les employés essentiels.
 - Pour avoir droit à une aide, les compagnies aériennes devront accepter de rembourser les clients dont les vols sont annulés, de mettre fin aux mises à pied, de rétablir les itinéraires régionaux, de permettre aux agents de voyages de garder les commissions des voyages annulés et d'interdire les primes aux dirigeants tant que l'aide n'est pas remboursée.
- Nous allons adopter une loi pour offrir une solide protection des droits des passagers fondée sur le système de l'Union européenne. Nous allons entre autres assurer que les passagers ont droit à un remboursement complet – et pas à des coupons – quand une compagnie aérienne annule un vol sans offrir d'alternative.

Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif emploient plus de deux millions de Canadiens et font un travail essentiel en aidant les familles canadiennes. Jamais leur travail vital n'a été plus évident que cette dernière année, alors que de nombreux Canadiens ont perdu leur travail et ont besoin d'aide.

Pour stimuler les dons, les conservateurs du Canada vont augmenter le quota des versements à des organismes de bienfaisance à 7,5 % afin de libérer des milliards de dollars libres d'impôt et utiliser cet argent pour aider les Canadiens.

Soutenir les petites entreprises

Les petites entreprises supportent le pire du ralentissement économique. Partout au pays, des femmes et des hommes qui travaillent fort perdent leur emploi. Les entrepreneurs sont obligés de fermer leur entreprise alors que de gros concurrents comme les magasins entrepôts et les géants en ligne restent ouverts, faisant des bénéfices records et versant d'énormes dividendes à leurs actionnaires.

Partout au pays, les rues principales sont désertées et truffées de vitrines placardées et de panneaux à louer. Les petites entreprises sont le pilier du marché de l'emploi, deux tiers des Canadiens travaillant pour une petite ou moyenne entreprise. Il faut qu'elles survivent à court terme pour prospérer à long terme.

Il est temps de rouvrir les petites et moyennes entreprises.

Il faudra de l'argent pour rouvrir et rétablir les entreprises qui sont en difficulté ou qui ont dû fermer leurs portes sans savoir si elles pourront rouvrir un jour.

Les conservateurs du Canada vont donner aux petites entreprises le soutien dont elles ont besoin pour se remettre sur pied en :

- Créant le **Prêt pour la relance des PME** avec des prêts pouvant s'élever à 200 000 \$.
 - Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) de 60 000 \$ n'est pas suffisant pour des milliers de petites et moyennes entreprises.
 - Les conservateurs du Canada vont immédiatement offrir des prêts dans des conditions similaires, mais représentant jusqu'à **4 mois des revenus pré-pandémie, pour un maximum de 200 000 \$**.
 - **Nous allons radier jusqu'à 25 %, selon la perte de revenus.**
- Rendant la première tranche de 25 000 \$ de l'Accélérateur canadien d'investissement remboursable pour les petites entreprises, **et en offrant un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % sur tout investissement de capitaux fait en 2022 et en 2023.**

Pour rouvrir les petites et moyennes entreprises, il faudra investir afin de créer de nouveaux emplois en ouvrant de nouvelles entreprises pour combler le vide laissé par toutes les entreprises qui n'ont pas survécu à la récession de Trudeau et à l'échec de ses programmes de soutien.

Les conservateurs du Canada vont créer le **Crédit d'impôt pour la relance des PME**.

- Nous allons offrir un **crédit d'impôt de 25 % sur un montant maximal de 100 000 \$ pour que les Canadiens investissent personnellement dans une petite entreprise** au cours des deux prochaines années. Cela encouragera les Canadiens à investir afin d'aider les entrepreneurs à rebâtir notre pays.
- Nous allons permettre aux investisseurs de la classe moyenne de participer à la reprise en assurant que ceux qui veulent ouvrir de nouveaux magasins, restaurants et autres petits commerces pour remettre les Canadiens au travail ont les investissements dont ils ont besoin.

Les conservateurs du Canada vont aussi s'assurer que le gouvernement du Canada soutient les travailleurs. Nous allons :

- **Réformer la BDC pour s'assurer que des programmes de prêts sont accessibles aux petites entreprises.**
 - Nous allons notamment élargir le mandat de la BDC pour garantir une partie des prêts des banques aux petites entreprises, comme la SCHL garantit les hypothèques.
- **Rechercher des façons de faciliter le démarrage d'une entreprise** et réduire le temps que les entrepreneurs passent à traiter avec le gouvernement alors qu'ils devraient se concentrer sur leur entreprise.

- **Corriger le test de résistance hypothécaire** pour mettre un terme à la discrimination envers les propriétaires de petites entreprises, les entrepreneurs et les employés non permanents, ce qui comprend les travailleurs occasionnels.

Ajuster les frais relatifs aux cartes de crédit et de débit

Le gouvernement conservateur précédent avait créé le *Code de conduite destiné à l'industrie canadienne des cartes de crédit et de débit* afin de protéger les consommateurs et les petites entreprises. Le gouvernement actuel n'a pas mis le Code à jour alors que la technologie évolue et que de nouveaux enjeux voient le jour. Les conservateurs du Canada vont renforcer le Code afin de mieux protéger les consommateurs et les petites entreprises contre la fraude et des éléments comme la rétrofacturation injustifiée, qui peuvent être dévastateurs.

Mettre fin au traitement fiscal injuste des petites entreprises

Les conservateurs du Canada vont mettre fin au traitement fiscal injuste des petites entreprises. Les libéraux de Trudeau défient le Parlement en annulant unilatéralement la mise en œuvre du projet de loi C-208, même s'il a été adopté avec un vaste soutien, et veulent l'abroger s'ils gagnent une majorité.

- Nous allons assurer que la vente d'une petite entreprise à un membre de sa famille n'est pas imposée à un taux plus élevé que si elle était vendue à un étranger.

Réformer l'Agence du revenu du Canada pour améliorer le traitement des Canadiens de la classe moyenne et les petites entreprises

Les Canadiens, partout au pays, s'inquiètent de l'Agence du revenu du Canada, qui est non responsable et omniprésente. Pratiquement chaque jour, des nouvelles illustrent les abus de l'ARC : refuser les crédits d'impôt pour invalidité aux diabétiques, refuser des prestations aux mères célibataires parce qu'il n'y a pas de preuve de séparation suffisante, et auditer des petites entreprises pour des montants infimes tout en radiant des montants élevés pour les multinationales.

Les conservateurs vont assurer que l'ARC répond aux besoins des Canadiens, offre des services et des conseils de qualité, respecte les petites entreprises et axe ses efforts sur les riches fraudeurs fiscaux et les grosses sociétés.

Les conservateurs du Canada vont :

- Faire de l'ombudsman des contribuables un fonctionnaire du Parlement, avec le pouvoir de rendre des ordonnances.
- Mesurer et rapporter l'écart fiscal, en détail, par type d'imposition et raison de l'écart (de façon similaire au modèle du Royaume-Uni) pour que les ressources de l'ARC soient allouées là où il existe des problèmes.
- Imposer un devoir de diligence (obligation légale envers une norme raisonnable) à l'ARC.
- Procéder à un examen exhaustif du régime fiscal afin d'améliorer la compétitivité, de réduire les taux et de simplifier les règles.
- Revoir les pénalités pour que les premiers problèmes ou premières erreurs ne fassent l'objet que d'amendes mineures, celles-ci augmentant en cas de récidive.
- Créer un programme de « bienvenue à l'ARC » et de la documentation connexe pour les nouvelles petites entreprises.
- Permettre aux entreprises gagnant moins de 60 000 \$ d'utiliser une comptabilité simple.

Offrir des possibilités aux femmes

Les conservateurs du Canada pensent que tous les Canadiens doivent pouvoir réaliser leur plein potentiel, en particulier les femmes. La reprise de l'emploi après la COVID en dépend.

Une récente étude menée par la Banque Scotia estime qu'avant la COVID, l'écart de l'emploi entre les hommes et les femmes était de 8 %, soit 500 000 Canadiennes. Cet écart a augmenté en raison de la COVID, car la pandémie a touché de façon disproportionnée les secteurs qui emploient principalement des femmes.

La COVID renforce l'inégalité entre les sexes. Entre février et octobre 2020, près de 21 000 Canadiennes ont quitté la population active alors que près de 68 000 hommes l'ont intégrée. Maintenant, plus d'un an après le début de la pandémie, les femmes qui ont quitté la population active risquent de voir leurs compétences s'éroder, ce qui pourrait exacerber l'écart entre les sexes qui existait avant la pandémie.

Les conservateurs du Canada ont un plan exhaustif pour l'emploi qui commence par des mesures immédiates pour aider les secteurs les plus durement touchés – où les femmes souffrent de façon disproportionnée. Nos politiques – dont le Plan canadien Hausse d'emplois et notre soutien aux secteurs du tourisme et de l'hôtellerie – vont remettre les femmes au travail et aider à lutter contre l'inégalité entre les sexes.

Garde d'enfants

La productivité du Canada est toujours derrière nos homologues du G20. Selon le FMI, l'augmentation de la participation des femmes à la population active pourrait augmenter la productivité du Canada de 4 % à moyen terme. Comme le démontre le Québec, l'amélioration de l'abordabilité à la garde d'enfants augmente le nombre de femmes qui travaillent hors de la maison.

Les conservateurs du Canada vont convertir la Déduction pour frais de garde d'enfants en un crédit d'impôt remboursable couvrant jusqu'à 75 % des coûts de garde d'enfants pour les familles à faible revenu. Cette mesure augmentera le soutien à ces familles de milliers de dollars par année et offrira une aide à pratiquement toutes les familles.

Nous allons permettre à un plus grand nombre de femmes de participer à la population active. Les familles canadiennes en ont assez des promesses et de l'inaction des libéraux. Notre approche flexible et exhaustive aidera toutes les familles immédiatement, et offrira un soutien additionnel à celles qui en ont le plus besoin.

Formation professionnelle pour créer des possibilités

Les métiers spécialisés dans les domaines de la construction, de l'énergie et autres font face à des pénuries de main-d'œuvre chroniques. À elle seule, l'industrie de la construction pourrait avoir 100 000 postes vacants en cinq ans alors que les employés actuels prennent leur retraite.

Les organisations sans but lucratif comme Build a Dream et Women Building Futures ont des programmes visant à encourager les femmes à trouver du travail dans les métiers spécialisés par l'intermédiaire d'une formation et d'un mentorat. Les conservateurs du Canada vont soutenir ces initiatives et assurer que les femmes reçoivent la formation dont elles ont besoin pour faire carrière dans les métiers et d'autres domaines de l'économie avec notre plan de formation exhaustif.

Nous allons assurer que les femmes **reçoivent la formation dont elles ont besoin** pour les emplois d'aujourd'hui et de demain, en soutenant les programmes de formation des syndicats et des programmes similaires et en encourageant les employeurs à investir dans leurs travailleurs. De plus, nous allons aider les femmes et les nouveaux Canadiens à choisir les métiers spécialisés en :

- Doublant le Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis au cours des trois prochaines années afin de créer plus de places pour les apprentis.
- Investissant 250 millions de dollars sur deux ans pour créer le Fonds de formation professionnelle du Canada. Ce fonds offrira des subventions aux organisations, ce qui comprend les employeurs, les agents de formation en apprentissage, les syndicats, les établissements postsecondaires et les organisations communautaires pour des projets qui :
 - Donnent aux travailleurs mis à pied un accès immédiat à la formation ;
 - Ciblent les groupes traditionnellement sous-représentés ;
 - Soutiennent les talents requis par les petites entreprises ;
 - Aident les travailleurs à suivre la formation dont ils ont besoin – l'accent étant mis sur les domaines souffrant d'une pénurie de travailleurs qualifiés.
- Créant le Prêt pour la formation des travailleurs canadiens afin d'offrir des prêts à faible taux d'intérêt pouvant s'élever à 10 000 \$ pour aider les gens qui veulent améliorer leurs compétences.

Aider les femmes à créer des entreprises

Un gouvernement conservateur va offrir un financement et un soutien pour aider les entreprises dirigées par des femmes à prospérer. De plus, nous allons réduire la paperasserie pour qu'il soit plus facile de démarrer une entreprise, et simplifier la déduction pour l'utilisation de la résidence pour le travail afin d'offrir plus d'avantages fiscaux majeurs aux personnes qui démarrent une entreprise à la maison et de permettre aux nouveaux parents de démarrer une entreprise à la maison sans perdre leur revenu de congé parental.

Éliminer le harcèlement sexuel

Il est essentiel d'avoir un milieu de travail sécuritaire et respectueux, libre de tout harcèlement sexuel, pour que les femmes réussissent. Les récents cas de harcèlement dans les Forces armées canadiennes mettent en lumière les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées en milieu de travail.

Le gouvernement du Canada doit prêcher par l'exemple – en commençant par le premier ministre. Il est inacceptable que ce premier ministre ait maintenu le chef des Forces armées en poste pendant des années et ait continué à lui accorder des augmentations salariales alors que son gouvernement était au courant d'accusations d'inconduite sexuelle graves et crédibles.

Les conservateurs du Canada vont prendre des mesures tangibles pour assurer que les Forces armées canadiennes – et tout le gouvernement fédéral – sont des milieux de travail sécuritaires et respectueux. Nous allons commencer par assurer que l'enquête sur l'inconduite sexuelle est menée par des personnes externes à la chaîne de commandement. Il est inacceptable que les allégations contre un supérieur doivent être signalées à quelqu'un qui relève de cette personne et qui doit lui fournir de l'information.

Soutenir les femmes qui s'occupent de parents âgés

Les conservateurs du Canada savent que le fardeau représenté par les soins aux parents âgés revient aux femmes de façon disproportionnée et peut les dissuader de rester et de progresser sur le marché du travail.

Nous allons aider les nombreux Canadiens qui prennent soin de leurs parents et aider les aînés à éviter de vivre dans des établissements de soins de longue durée en créant la **Prestation canadienne pour les soins aux aînés, donnant 200 \$ par mois, par ménage, à tout Canadien qui vit avec un parent de plus de 70 ans et qui en prend soin.**

De plus, nous allons corriger les soins de longue durée et aider les aînés à rester à la maison dans le cadre de notre plan exhaustif pour aider les aînés canadiens.

Faire du Canada le meilleur endroit où investir et démarrer une entreprise

Les citoyens et les entreprises canadiens ont de l'argent à investir, mais ils préfèrent épargner, investir dans l'immobilier ou investir à l'étranger. L'investisseur le plus réputé du monde – Warren Buffett – a retiré son argent du Canada en raison du risque politique – un risque normalement réservé à des pays comme le Venezuela.

Pour créer des emplois et remettre les Canadiens au travail, nous devons attirer les investissements. À cette fin, nous devons faire du Canada un endroit idéal où faire des affaires.

Pour accélérer la croissance économique et créer de bons emplois stables, les conservateurs du Canada vont :

- Créer l'Accélérateur canadien d'investissement – **offrant un crédit d'impôt de 5 % pour tout investissement de capitaux fait en 2022 et en 2023, la première tranche de 25 000 \$ étant remboursable pour les petites entreprises.**

- **Assurer des conditions égales pour les entreprises canadiennes et une véritable concurrence** – La création d'emplois au Canada est freinée quand les Canadiens ne peuvent pas démarrer et exploiter des entreprises en raison d'une concurrence injuste par des entreprises dominantes – dont certaines sont canadiennes, mais plusieurs sont étrangères. Les conservateurs du Canada vont assurer des conditions égales en :
 - **Obligeant les entreprises de technologie étrangères à payer leur juste part** de taxes et d'impôts, ce qui comprend la taxe de vente et une taxe sur les services numériques représentant 3 % de leur revenu brut au Canada si elles ne paient pas d'impôt sur le revenu ici.
 - **Renforcer les lois sur la concurrence.**
 - Les dirigeants d'entreprises qui fixent les prix ou qui abusent de leur position dominante devraient aller en prison, et les entreprises qui abusent de leur pouvoir devraient être fermées. Contrairement aux libéraux de Trudeau, les conservateurs du Canada savent faire la différence entre le soutien au libre marché et aux consommateurs et les faveurs aux grosses sociétés.
 - Depuis trop longtemps, les gouvernements du Canada approuvent des fusions qui enrichissent les cadres et nuisent aux travailleurs et aux consommateurs. Il faut changer les choses. Les conservateurs du Canada vont tenir tête aux grosses sociétés et refuser les fusions qui réduisent considérablement la concurrence et entraînent des mises à pied et des prix plus élevés.
- **Réduire la paperasserie** – Chaque année, il est de plus en plus difficile de démarrer et d'exploiter une entreprise et de créer des emplois parce que le gouvernement impose de plus en plus d'obstacles. Il est important de revoir régulièrement les règlements afin d'éliminer ceux qui ne sont pas dans l'intérêt public.

Les conservateurs du Canada vont :

- **Nommer un ministre responsable de la Réduction de la paperasserie** chargé de présenter et d'adopter au moins un projet de loi sur la réduction de la paperasserie par année, éliminant les formalités administratives inutiles ou contre-productives.
- Créer le **bureau des meilleures pratiques de réglementation** avec des membres du monde des affaires afin d'évaluer le coût de la nouvelle réglementation.
- Former des **conseils industriels** (biotechnologie, commerce de détail, etc.) qui feront des recommandations sur une réglementation de calibre mondial.
- Améliorer l'**analyse de rentabilité des propositions de réglementation** en exigeant la consultation de l'industrie pour que les organismes de réglementation comprennent le véritable impact et envisagent des alternatives pour obtenir le même résultat.
- **Corriger le processus d'étude d'impact** qui rend impossible la réalisation de projets majeurs au Canada, selon les recommandations bipartites du Sénat, et abolir l'interdiction des pétroliers imposée par Trudeau.
- Établir un **processus de certification rapide** permettant d'approuver plus rapidement les produits déjà approuvés dans les pays comparables.

- **Réformer le régime fiscal** – Le régime fiscal compliqué du Canada est truffé de règles spéciales qui favorisent les riches, les grosses sociétés et les gens ayant des connexions à Ottawa. Les coûts et la complexité reviennent à la classe moyenne et aux petites entreprises. Les Canadiens ne peuvent pas supporter cette complexité ni se permettre des équipes de comptables et d’avocats pour s’y retrouver dans ce système. Les conservateurs du Canada vont :
 - Former un **groupe d’experts externes** pour revoir le régime fiscal et faire des recommandations pour le rendre plus simple et plus juste, tout en améliorant la compétitivité du Canada afin de stimuler la création d’emplois.
- **Abolir les obstacles au commerce interprovincial** – Nous devons assurer que le Canada respecte l’union économique prévue par la Confédération en éliminant les obstacles au commerce interprovincial avec l’aide et la participation des provinces. Cela aidera à stimuler la croissance du PIB quand c’est nécessaire pour nous remettre de la COVID-19.

Il est temps d’unir nos forces pour intensifier le commerce et les affaires avec nos concitoyens. Les conservateurs du Canada vont :

- Convoquer une réunion des premiers ministres sur le commerce interprovincial et faire preuve d’un leadership fédéral pour faire avancer les négociations.
- Travailler avec les provinces pour améliorer la normalisation et la reconnaissance mutuelle des titres de compétence afin d’augmenter la mobilité de la main-d’œuvre et de faciliter l’échange de services entre les provinces.
- Présenter une **Loi sur l’admission en franchise** clarifiant l’intention fédérale quant au commerce interprovincial et l’article 121 de la Constitution pour offrir un contexte moderne, que la Cour suprême examinera.

Construire une infrastructure pour stimuler l’économie

L’infrastructure crée des emplois dans la construction, le financement de projets et la fabrication. De plus, elle crée plus d’emplois en aidant les entreprises canadiennes à mettre leurs produits en marché et en aidant les Canadiens à travailler, peu importe où ils vivent. Alors que la technologie continue à évoluer, l’infrastructure de l’avenir – large bande et 5 G – sera de plus en plus essentielle à la création d’emplois.

Malheureusement, le gouvernement actuel ne cesse d’annoncer et de ré-annoncer un financement, mais il ne réalise aucun projet.

Il est temps de mettre les Canadiens au travail et de commencer à construire l’infrastructure dont notre pays a besoin.

Les conservateurs du Canada vont mettre les Canadiens au travail et réaliser des projets. Nous allons :

- Investir immédiatement dans des projets critiques qui mettront les Canadiens au travail, réduiront les temps de déplacement et rendront l’environnement plus propre.
- Offrir plus de flexibilité aux municipalités et aux Premières Nations. Sous le gouvernement libéral, les villes reçoivent un financement uniquement si elles peuvent montrer qu’un projet est une « infrastructure verte ». Cela empêche la réalisation de projets économiques majeurs comme des routes et des aéroports, et freine tous les projets.

- Abolir l’échec qu’est la Banque de l’infrastructure du Canada et utiliser les fonds non utilisés pour réaliser des projets d’infrastructure pouvant renforcer notre économie.
 - Nous allons réaliser les projets déjà prévus et retourner au modèle efficace utilisé par le gouvernement conservateur précédent, consistant à travailler en partenariat avec les provinces, les municipalités et les Premières Nations afin d’encourager les partenariats publics-privés.
- Axer le plan *Investir dans le Canada* sur des projets d’infrastructure ayant des avantages maximaux pour la reprise économique.
 - Nous allons cibler des projets qui renforcent le transport en commun et le commerce, réduisent la congestion routière et facilitent la réconciliation économique avec les Premières Nations. De plus, nous allons réduire la paperasserie bureaucratique et le processus de demande pour que les fonds soient alloués plus rapidement là où ils sont requis.
- Construire une infrastructure numérique pour connecter tous les Canadiens à Internet haute vitesse d’ici 2025. Comme les 18 derniers mois l’ont amplement démontré, l’Internet haute vitesse est essentiel pour que les Canadiens puissent apprendre, travailler et être concurrentiels. Le gouvernement Trudeau est trop lent et impose un processus complexe avec cinq agences et ministères différents. C’est pourquoi des provinces comme l’Ontario et le Québec vont de l’avant sans le gouvernement fédéral. La pandémie met au jour l’écart numérique au Canada, qui doit être éliminé le plus rapidement possible.

Les conservateurs du Canada vont accélérer la mise en place d’une large bande partout au pays. Nous allons :

- Accélérer la mise en place de la large bande dans les régions rurales.
- Accélérer le processus de vente du spectre pour que ce dernier soit plus utilisé et appliquer des dispositions « utilisé ou perdu » pour assurer qu’il est réellement développé (surtout dans les régions rurales), les revenus de la vente étant alloués à notre plan d’infrastructure numérique.
- Interdire l’utilisation du matériel de Huawei afin de protéger la sécurité nationale.
- Poursuivre la construction du Sentier transcanadien en donnant 12,5 millions de dollars par année.
 - Le Sentier transcanadien est un sentier national qui relie les Canadiens à la nature, les uns aux autres, et à des destinations touristiques mondialement reconnues comme les chutes Niagara et le parc national Banff. Le développement de ce Sentier va encourager la bonne forme physique et le bien-être mental, qui seront essentiels à la reprise après la COVID-19.

Encourager l’innovation

Les Canadiens font partie des gens les plus innovateurs du monde. Cette année marque un siècle depuis qu’une innovation canadienne a donné l’insuline au reste du monde, sauvant des millions de vies. Nous avons l’une des mains-d’œuvre les plus talentueuses du monde et des villes, partout au pays, qui offrent une excellente qualité de vie. Le Canada a beaucoup d’avantages qui devraient faire du pays le meilleur endroit où démarrer – et faire croître – une entreprise innovatrice.

Pourtant, trop souvent, les innovateurs sont confrontés à des obstacles. Les conservateurs du Canada vont éliminer ces obstacles, encourageant l’innovation et créant des emplois en investissant dans l’innovation de calibre mondial.

Les conservateurs du Canada vont investir 5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années afin de financer des programmes visant à faire des percées majeures dans les domaines suivants :

- Utilisation de l'hydrogène.
- Petits réacteurs modulaires.
 - Cela comprend le financement du travail réalisé en Ontario, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick dans la technologie de l'énergie nucléaire et le travail réalisé en Alberta dans l'application de la technologie SRM pour réduire les émissions de GES dans le secteur des ressources.
- Innovation privée dans le secteur spatial.
- Conception et financement de véhicules électriques, ce qui comprend des camions, la micromobilité, des batteries et des pièces.
- Recherche et production pharmaceutiques.

Cet investissement sera géré par une nouvelle Agence de recherche avancée dont le siège social sera situé à Calgary, qui profitera de la main-d'œuvre hautement qualifiée de l'Alberta et aidera à diversifier l'économie de la province.

Réduire les impôts sur l'innovation et faire du Canada un chef de file des brevets

Les conservateurs du Canada vont faire du Canada un pays à faible taux d'imposition pour l'innovation et le développement de nouveaux produits en offrant un régime de brevets réduisant de moitié le taux d'imposition du revenu découlant des brevets sur les produits innovateurs conçus ici.

Reconnaissant l'importance de protéger l'innovation canadienne avec des brevets, les conservateurs du Canada vont supporter jusqu'à 10 000 \$ des coûts administratifs et juridiques de chacun des cinq premiers brevets déposés par toute petite ou moyenne entreprise canadienne.

Améliorer les programmes d'innovation pour qu'ils aident les innovateurs et le Canada

Les innovateurs qui ont besoin de l'aide du gouvernement du Canada font face à une longue liste de programmes accompagnés d'exigences complexes et de lourdes formalités administratives. Les conservateurs du Canada vont simplifier ces programmes et les réformer pour qu'ils profitent au Canada.

Nous allons simplifier et accélérer le programme de RS & DE . Cet important programme est un cauchemar administratif qui alimente un écosystème de consultants et de firmes de conseil au lieu d'être axé sur la recherche et le développement. Dans l'ensemble, 25 % du financement de la RS & DE sont alloués à des consultants, et non pas aux innovateurs. Nous allons :

- Transférer l'administration du programme de l'ARC à ISDE et faire en sorte qu'il soit administré par le groupe responsable du programme PARI.
- Permettre à ISDE d'émettre un certificat de déductions admissibles qui sera accepté par l'ARC, réduisant considérablement les exigences de conformité et permettant aux innovateurs de se concentrer sur l'innovation, et non pas sur des formulaires.
- Faciliter la conception de logiciels pour le financement de la RS&DE.

Nous allons ensuite procéder à l'examen de tous les programmes d'innovation d'ISDE et du gouvernement afin d'assurer qu'ils sont plus simples, d'éliminer les chevauchements et de faire en sorte que toutes les dépenses en innovation profitent au Canada en :

- Exigeant que tous les bénéficiaires démontrent que la propriété intellectuelle, la production, la propriété et les profits restent au Canada.
- Interdisant le financement d'entreprises appartenant à l'État ou liées à des forces militaires étrangères.
- Exigeant que toute propriété intellectuelle développée avec le soutien du gouvernement canadien appartienne à une entité canadienne et que les bénéficiaires remboursent la subvention s'ils vendent la propriété intellectuelle à un acheteur étranger.
- Mettant fin au versement de dollars d'impôt canadiens à des entreprises de technologie étrangères.
- Allouant tout argent économisé par des multinationales étrangères qui ne font plus de subventions pour augmenter la RS&DE pour les petites entreprises canadiennes.

Faire du Canada le meilleur endroit du monde où démarrer et faire croître une entreprise de technologie

Les conservateurs du Canada vont aider les entrepreneurs à financer des entreprises innovatrices et à obtenir les fonds nécessaires pour créer des emplois en :

- Permettant l'utilisation d'actions accréditives pour les entreprises de technologie, selon le modèle très efficace qui fait du Canada un chef de file du financement minier, tout en évitant le coût et la complexité de la cotation en bourse.
- Exemptant les nouvelles entreprises dont le siège social se trouve au Canada et dont au moins deux tiers des employés sont canadiens du plan actuel visant à imposer les options d'achat d'actions .
 - Les dirigeants des entreprises publiques devraient payer leur juste part – les options d'achat d'actions ne peuvent pas être une échappatoire fiscale pour les riches.
 - Parallèlement, les options d'achat d'actions encouragent les travailleurs à se joindre à une nouvelle entreprise risquée au lieu d'avoir un travail stable. Nous allons assurer que les modifications fiscales ne nuisent pas à cet outil clé, sachant que si le Canada le fait, les entreprises innovatrices iront ailleurs.
- Créer un crédit d'impôt pour l'achat d'une nouvelle entreprise canadienne.
 - Les innovateurs canadiens se plaignent de la difficulté d'obtenir du capital de risque. En ce moment, les principaux fonds de capital de risque viennent ici pour investir, car ils savent combien les Canadiens sont talentueux. Pourtant, nos innovateurs font toujours face à un défi en raison du manque de premières ventes à des clients canadiens pour faire croître leur entreprise au palier international.
 - Ce crédit encouragera les entreprises canadiennes à devenir les premiers clients de nos entreprises innovatrices.
- Ordonner au gouvernement canadien d'enfin s'approvisionner auprès des nouvelles entreprises canadiennes innovatrices.

Créer des emplois par un commerce libre avec des pays libres

Les conservateurs du Canada croient à l'importance d'accords commerciaux pour ouvrir des marchés d'exportation et créer des emplois, mais nous pensons également que les accords commerciaux doivent respecter les intérêts des travailleurs canadiens et l'engagement de notre pays envers les droits de la personne, la primauté du droit, la protection de l'environnement et le respect des peuples autochtones.

Nous n'encourageons pas le libre-échange au nom du libre-échange, mais pensons plutôt à l'engagement des marchés internationaux à créer des emplois, à faire des investissements et à former des partenariats stratégiques.

Nous allons négocier de nouveaux accords avec des pays libres qui protègent les droits des travailleurs et l'environnement, rééquilibrant nos priorités commerciales en nous éloignant de pays comme la Chine pour nous rapprocher de la région Indo-Pacifique et de l'Afrique.

Nous allons créer des emplois en aidant les exportateurs canadiens à profiter des accords existants et à intensifier leurs ventes à l'étranger.

Et nous allons assurer que nos accords – bilatéraux et multilatéraux – nous permettent de protéger et de faire croître les industries essentielles dont dépend la sécurité des Canadiens.

Protéger les emplois et la sécurité nationale

Les conservateurs du Canada vont :

- Réformer les règles d'approvisionnement du Canada pour créer une catégorie d'intérêt national devant être approvisionnée par le Canada.
- Créer une stratégie pour rapatrier et diversifier les chaînes d'approvisionnement et les éloigner de la Chine.
- Protéger la propriété intellectuelle canadienne par une *Loi sur l'Investissement au Canada* renforcée qui comprend :
 - Une présomption contre la prise de contrôle d'entreprises canadiennes par des entités d'État chinoises.
 - Un test du bénéfice net réformé afin de mieux tenir compte des effets potentiels d'une transaction sur l'écosystème d'innovation, en insistant sur la protection de la propriété intellectuelle et du capital humain.
 - Un examen automatique des transactions impliquant des secteurs sensibles comme la défense, l'intelligence artificielle et les minéraux de terres rares.
 - Un examen de la sécurité nationale obligatoire.
- Retirer le Canada de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

Créer des emplois en intensifiant le commerce avec des pays libres

Les conservateurs du Canada vont :

- Chercher à conclure un accord Canada-Australie-Nouvelle-Zélande-Royaume-Uni (CANZUK) pouvant comprendre :
 - Le libre-échange et le flux d'investissements entre les partenaires.
 - La liberté réciproque des citoyens d'étudier, de vivre et de travailler dans des domaines de travail élargis acceptés par toutes les parties.
 - Des partenariats de défense et de sécurité améliorés, ce qui comprend des accords de production de défense pour un approvisionnement partagé.
 - Une plus grande coopération en matière de renseignement, en particulier dans les domaines de la cyberguerre, de la lutte contre la désinformation et de la protection de l'infrastructure essentielle.
- Créer des liens plus étroits avec l'Inde dans le cadre d'une stratégie Indo-Pacifique, ce qui comprend :
 - Continuer à rechercher le libre-échange avec l'Inde tout en concluant un traité d'investissement pour tirer profit des points forts du Canada comme l'un des principaux investisseurs mondiaux en Inde.
- Tirer profit du leadership canadien dans le domaine de la fintech en cherchant à éliminer les obstacles aux entreprises canadiennes, offrant l'expertise et les meilleures pratiques réglementaires, soutenant la coopération contre le financement illicite et encourageant l'inclusion financière dans les régions en développement.
- Chercher à élargir le PTPGP et à établir des règles sur le commerce numérique par l'intermédiaire du PTPGP.
- Défendre la conclusion rapide de l'Accord sur le commerce des services (ACS).
- Former un partenariat avec la zone de libre-échange continentale africaine en matière d'infrastructure, d'énergie et de technologie.

Créer des emplois en aidant les entreprises canadiennes à augmenter les ventes à l'exportation

Les conservateurs du Canada vont :

- Déployer des efforts de promotion historiques reliant tous les aspects des industries canadiennes aux possibilités internationales.
- Réaliser le plein potentiel de l'accord commercial Canada-Royaume-Uni, encourageant les forces complémentaires pour des entreprises conjointes internationales, employant plus de Canadiens, faisant la promotion des produits et services canadiens et encourageant une solide croissance économique.
- Créer un accélérateur commercial reliant tous les secteurs de l'économie canadienne aux possibilités commerciales de l'UE, mesurant les progrès réalisés en matière de création d'emplois et de projets économiques à long terme.
- Aider l'industrie nucléaire canadienne avec la vente de technologie nucléaire afin d'aider les autres pays à réduire leurs émissions de GES.
- Engager des pays du Moyen-Orient, notamment en profitant des possibilités créées par une paix entre les Émirats arabes unis et Israël.
- Créer des possibilités dans tous les secteurs de l'économie

La reprise ne peut pas se limiter au centre-ville de Toronto.

Depuis cinq ans, les travailleurs canadiens souffrent, car Justin Trudeau n'aime pas certains secteurs de l'économie et les familles qui en dépendent. Il est temps d'avoir un gouvernement qui croit que les travailleurs canadiens – dans toutes les industries et toutes les régions du pays – méritent de profiter de la reprise.

Les conservateurs du Canada vont créer des possibilités dans tous les secteurs de l'économie avec notre plan de création d'emplois dans les industries négligées par les libéraux de Trudeau.

Énergie

Les conservateurs du Canada reconnaissent l'immense contribution du secteur énergétique et de ses travailleurs au pays. Contrairement à Justin Trudeau, qui veut éliminer progressivement le secteur et ses emplois, nous allons soutenir le secteur énergétique en tant qu'élément essentiel de notre économie.

Les conservateurs du Canada vont :

- Éliminer l'injustice créée par le projet de loi C-69 de Trudeau. Nous allons corriger le processus d'évaluation d'impact créé par le projet de loi C-69, fondant nos changements sur les recommandations bipartites du Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.
 - Ces cinq dernières années, des milliards de dollars d'investissements ont été chassés du Canada.
 - Nous savons que les entreprises énergétiques canadiennes cherchent à investir dans des projets à l'étranger, dans des pays, dont les normes environnementales, du travail et des droits de la personne sont bien inférieurs aux nôtres. Les Canadiens peuvent être fiers de ces normes, qui font de notre secteur énergétique un chef de file mondial de la politique ESG. Elles devraient être un atout pour attirer les investissements créateurs d'emplois, mais les investisseurs resteront hésitants sans un processus d'évaluation d'impact prévisible et cohérent.
 - Nous avons besoin d'un processus d'évaluation qui respecte les normes environnementales les plus élevées qui soient et qui établit des attentes et des délais clairs pour les examens environnementaux afin que les investisseurs aient l'assurance et la certitude dont ils ont besoin pour s'engager dans des projets majeurs au Canada.
 - Nous allons éliminer l'ingérence politique dans le processus d'examen et établir des délais clairs pour que les investisseurs reçoivent des réponses opportunes.
 - Pour lutter sérieusement contre le changement climatique, il ne faut pas que les projets de réduction des GES critiques soient freinés par la paperasserie et de longs examens. Nous allons accélérer l'examen des projets de réduction des émissions pour qu'ils soient réalisés rapidement.

- Mettre fin à l'interdiction du trafic maritime sur la côte nord de la Colombie-Britannique.
 - Justin Trudeau a arbitrairement interdit l'exportation du pétrole canadien sur la côte de la Colombie-Britannique, contre la volonté de nombreuses communautés locales et de groupes autochtones.
 - Sournoisement, cette interdiction ne vise que le pétrole canadien, et Justin Trudeau lie les mains de notre industrie alors que le brut de l'Alaska continue à être expédié sur les eaux canadiennes et que les pétroliers transportant du pétrole étranger continuent à naviguer sur nos eaux de la côte est.
 - Nous allons mettre fin à cette attaque contre le secteur énergétique de l'Ouest canadien, abolir le projet de loi C-48 et améliorer l'accès aux marchés internationaux.
- Travailler avec les Premières Nations et d'autres groupes autochtones pour assurer qu'ils sont des partenaires de la prospérité et du développement de nos ressources naturelles en créant une Société canadienne autochtone.
 - Fondée sur le modèle de l'Alberta Indigenous Opportunities Corporation, elle fera une analyse de marché rigoureuse pour garantir des prêts aux groupes autochtones afin qu'ils puissent investir dans des projets de ressources naturelles et l'infrastructure connexe.
 - Nous allons donner un montant initial de 5 milliards de dollars.
- Exécuter une stratégie sur l'énergie hydrogène qui augmentera rapidement l'utilisation d'hydrogène – en particulier l'hydrogène vert – au Canada et notre capacité d'exportation.
 - L'hydrogène a le potentiel de créer des milliers de nouveaux emplois dans le secteur énergétique dans l'Ouest canadien.
- Assurer une capacité de pipeline adéquate en :
 - Réalisant le projet Trans Mountain – malgré la rhétorique de Justin Trudeau, la construction du pipeline fait face à de nombreux retards. Nous allons réaliser ce projet.
 - Assurant que le Canada ne perd pas la capacité critique des canalisations 3 et 5, dont la perte créerait des pénuries d'énergie en Ontario, augmenterait le coût de l'énergie et éliminerait des emplois.
 - Traitant en priorité les pipelines qui transportent le pétrole canadien vers les marchés d'exportation.
 - Contrairement à Justin Trudeau, qui a plié face à l'annulation du projet par les États-Unis non pas une, mais deux fois, d'abord sous le président Obama puis sous le président Biden, les conservateurs du Canada savent que le pipeline Keystone XL est important pour notre économie nationale.
 - Les Canadiens méritent un gouvernement qui défend leurs intérêts, et c'est pourquoi les conservateurs du Canada vont faire de l'augmentation des exportations d'énergie une priorité diplomatique dans nos relations avec le gouvernement des États-Unis.
- Encourageant les communautés autochtones et les entreprises de développement des ressources à travailler ensemble.
 - Pour promouvoir des discussions mutuellement bénéfiques entre les communautés autochtones et les promoteurs de projets de ressources, nous allons allouer 10 millions de dollars par année aux organisations qui encouragent les partenariats entre ces deux groupes.

- Exécutant une stratégie fédérale d'exportation du GNL.
 - Le Canada a des ressources abondantes de gaz naturel propre et abordable, et l'électricité propre requise pour produire le GNL. Comme la majeure partie du monde dépend toujours de l'électricité produite au charbon, nous devrions stimuler les exportations pour faire croître notre économie et contribuer à un monde plus propre. Les projets comme LNG Canada créent des emplois pour les Canadiens, tout en étant bénéfiques pour le reste du monde.
- Adoptant une Loi sur la protection de l'infrastructure essentielle afin d'empêcher les manifestants de bloquer les projets d'infrastructure.
 - Les barrages ferroviaires de l'année dernière ont démontré l'importance – et la vulnérabilité – de l'infrastructure qui unit notre pays. Les conservateurs du Canada vont modifier l'article 431.2 du Code criminel pour faire de la perturbation d'une infrastructure ou d'un système de transport public une infraction punissable par procédure sommaire ou mise en accusation, selon la gravité de l'infraction. Les manifestations pacifiques sont un droit fondamental au Canada, mais le respect de la primauté du droit fait en sorte que les barrages illégaux fermant une infrastructure critique, menaçant l'accès à des fournitures essentielles ou mettant des vies en danger ne peuvent pas être tolérés.
- Créant un crédit d'impôt pour accélérer le déploiement de la technologie de captage, d'utilisation et de stockage du carbone dans le secteur énergétique et d'importantes industries qui n'ont pas le choix de consommer des combustibles fossiles, notamment pour la fabrication d'engrais et de produits chimiques.
 - Les libéraux pensent que nous pouvons réduire nos émissions uniquement en éliminant progressivement des industries entières et les emplois qui assurent le gagne-pain de centaines de milliers de familles canadiennes. Les conservateurs savent que nous ne pouvons pas bâtir un avenir plus vert si les Canadiens n'ont pas de travail.
- Soutenant l'industrie pétrolière extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador en investissant 1,5 milliard de dollars dans un fonds de reprise pour stimuler la croissance continue de l'industrie pétrolière extracôtière, créant des emplois dans un secteur essentiel pour l'avenir de la province.

Mines

Les conservateurs du Canada vont :

- Corriger le processus d'évaluation d'impact créé par le projet de loi C-69, fondant les changements sur les recommandations bipartites du Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.
 - Cela assurera que les projets miniers respectent des normes environnementales de calibre mondial et que les communautés peuvent se prononcer, sans causer des retards inutiles pour l'approbation d'importants projets, en particulier les projets relatifs aux minéraux critiques.
- Exécuter une Stratégie sur les minéraux critiques afin de tirer profit de nos abondantes ressources, qui sont requises pour alimenter notre avenir énergétique propre – créant des emplois, soutenant l'économie autochtone, contribuant à un environnement plus propre et réduisant la dépendance mondiale envers les minéraux produits en Chine.
 - Il faudra pour cela adopter des politiques facilitant l'exploitation responsable et l'extraction du lithium.
- Soutenir de nouvelles initiatives pour récupérer les minéraux critiques des résidus miniers tout en réparant le passif environnemental à long terme.

- Assurer un meilleur accès aux marchés pour nos exportations minières, ce qui comprend les exportations d'uranium à des pays responsables pour des programmes civils visant à réduire les émissions et encourager le développement économique.
- Adopter une politique pancanadienne d'achat d'aluminium faible en carbone.

Agriculture

Les agriculteurs du Canada, non seulement nourrissent nos villes, mais ils fournissent de bons aliments au reste du monde. Alors que la population mondiale augmente et s'enrichit, le besoin de sources d'aliments fiables ne fera que croître. Nous avons la possibilité de stimuler les exportations et la création d'emplois dans le secteur agricole si nous agissons de manière stratégique. De plus, la COVID-19 a démontré l'importance capitale d'un solide secteur agricole pour maintenir nos chaînes d'approvisionnement et assurer la sécurité alimentaire des Canadiens.

Les conservateurs du Canada vont :

- Respecter et défendre la gestion de l'offre pour nos exploitations laitières et avicoles et s'assurer que les familles agricoles participent aux négociations ou aux programmes commerciaux qui touchent le secteur, et que le ministre de l'Agriculture assiste à ces négociations.
- Ouvrir de nouveaux marchés à nos producteurs de bétail, de grain et d'oléagineux dans le cadre des négociations de libre-échange.
- Pendant nos 100 premiers jours au pouvoir, finaliser l'indemnisation des transformateurs soumis à la gestion de l'offre au titre du PTPGP et de l'AECG, et négocier une indemnisation pour les agriculteurs et les transformateurs touchés par l'ACEUM.
- Travailler avec l'administration américaine pour supprimer les limites de l'ACEUM sur les exportations canadiennes de lait en poudre vers des pays tiers et établir des normes de réciprocité pour assurer que nos normes de qualité sont respectées.
- Travailler avec les provinces pour adopter un code sur l'approvisionnement alimentaire afin de contrer les prix et les pratiques abusives des détaillants qui nuisent aux agriculteurs, aux producteurs et aux transformateurs.
 - Certains géants alimentaires imposent des frais spéciaux et des amendes aux fournisseurs.
 - Un code de conduite assurera que les consommateurs canadiens ont un approvisionnement fiable et abordable dans les magasins locaux.
- Protéger les fermes familiales en mettant fin au traitement fiscal injuste.
 - Les libéraux de Trudeau défient le Parlement en annulant unilatéralement la mise en œuvre du projet de loi C-208, même s'il a été adopté avec un vaste soutien, et veulent l'abroger s'ils gagnent une majorité.
 - Nous allons assurer que la vente d'une ferme familiale à un membre de sa famille n'est pas imposée à un taux plus élevé que si elle était vendue à un étranger.
- Améliorer les garanties de paiement des agriculteurs et des transformateurs en créant une fiducie réputée statutaire pour les fournisseurs de produits périssables en faillite et en harmonisant notre régime avec celui des États-Unis pour récupérer la protection réciproque en vertu de la U.S. Perishable Agricultural Commodities Act (PACA).
- Chercher à mieux harmoniser les règlements sur les produits agricoles avec nos partenaires commerciaux, en particulier les États-Unis.
- Assurer que nos programmes de filets de sécurité agricole sont prévisibles, bancables et gérables.

- Exécuter un plan pour contrer la criminalité rurale et assurer que les familles agricoles se sentent en sécurité.
- Modifier les lois existantes pour permettre aux éleveurs d'utiliser les abattoirs locaux, réduisant ainsi le stress pour les animaux et la production de gaz à effet de serre, découlant du transport vers des installations éloignées, en plus de rendre permanentes les mesures temporaires permettant aux autorités provinciales d'autoriser la collaboration entre les provinces pour l'utilisation des abattoirs pour les produits traversant les frontières provinciales.
- Protéger notre approvisionnement alimentaire en exécutant une stratégie sur la sécurité alimentaire afin de :
 - Rediriger une partie du financement fédéral pour la recherche agricole afin de former des partenariats avec le secteur privé pour concevoir des méthodes pour augmenter les cultures en serre toute l'année.
- Travailler avec les provinces, l'industrie et l'ASFC pour élaborer une stratégie nationale en cas d'une éventuelle éclosion de peste porcine africaine.
- Réformer les programmes de gestion du risque pour l'entreprise, en particulier les programmes Agri-investissement et Agri-relance.
- Rassembler les intervenants du secteur agricole à une réunion de type sommet avec le ministre de l'Agriculture afin de discuter de programmes d'assurance comme Agri-stabilité.
- Moderniser la *Loi sur les grains du Canada* (LGC) et la Commission canadienne des grains.
 - Pour aider les agriculteurs, nous allons assurer que la Loi sur les grains du Canada (LGC) et la Commission canadienne des grains (CCG) tiennent compte des pratiques agricoles modernes, des exigences du marché mondial et des besoins de nos agriculteurs.
 - L'agriculture a considérablement changé au cours des dernières décennies. Malheureusement, la réglementation ne suit pas toujours l'évolution du marché. Nous allons adapter la LGC et la CCG aux normes d'aujourd'hui, en consultation avec les agriculteurs.
- Exécuter une stratégie de main-d'œuvre dans le secteur agricole et agroalimentaire.
 - Afin de mieux soutenir les agriculteurs et les transformateurs, nous allons aider à assurer qu'ils ont accès aux travailleurs dont ils ont besoin. Le secteur agricole et agroalimentaire du Canada est un moteur économique qui a la réputation mondiale d'offrir des produits sécuritaires et de qualité. Cependant, de nombreuses parties de ce secteur souffrent de pénuries de main-d'œuvre chroniques, à tous les niveaux de compétences. Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire élaborera une stratégie pour répondre à ces pénuries de main-d'œuvre, en consultation avec l'industrie.
 - Nous allons :
 - Reconnaître la nécessité des travailleurs agricoles internationaux et faciliter leur entrée opportune au Canada pour travailler dans des fermes canadiennes.
 - Élaborer une stratégie à long terme pour attirer des travailleurs qualifiés dans le secteur de la transformation de la viande, qui vit actuellement une pénurie de 30 000 travailleurs, ce qui met en péril les chaînes d'approvisionnement du Canada et nuit à notre compétitivité à long terme.
- Appliquer le « droit de réparer » aux véhicules agricoles pour que les agriculteurs puissent choisir où les faire réparer.

Foresterie

L'industrie forestière lutte depuis quelques années, mais en tant qu'industrie essentielle fournissant des produits très demandés pendant la pandémie, elle a une certaine marge de manœuvre. Cependant, les problèmes éprouvés par l'industrie avant 2020 existent toujours, et nous devons donc tirer profit de ce moment. Les conservateurs du Canada voient un immense potentiel pour l'avenir de l'industrie forestière si nous profitons de ce moment pour agir de façon stratégique.

L'industrie forestière peut contribuer de façon importante à la lutte contre le changement climatique. La gestion des terres, la séquestration du carbone dans des produits du bois de longue durée et la bioénergie peuvent permettre à cette importante industrie de faire une différence. Cependant, si nous voulons profiter de ces avantages, nous devons assurer la force de l'activité principale.

Les conservateurs du Canada vont :

- Régler le conflit sur le bois d'œuvre avec les États-Unis.
 - Pour assurer que nos travailleurs forestiers sont protégés et traités équitablement, nous allons travailler avec le gouvernement américain afin de trouver une solution à ce conflit continu que Justin Trudeau ignore. Les producteurs canadiens de bois d'œuvre paient des tarifs de plus de 20 % sur leurs exportations aux États-Unis, ce qui coûte des millions de dollars à l'industrie et entraîne la fermeture de scieries partout au pays.
- Former un groupe de travail sur le caribou des bois.
 - Pour protéger le caribou des bois tout en assurant que l'industrie forestière reste solide, nous allons former un groupe de travail, en collaboration avec les provinces et les communautés locales, afin de proposer des solutions en fonction de l'expertise et de la gestion locales.
- Protéger nos forêts contre les parasites.
 - Les parasites des forêts vont poser un problème de plus en plus grave avec le changement climatique. Pour contrôler les espèces qui présentent une menace considérable pour la santé des forêts, nous allons augmenter le financement du contrôle des parasites dans les parcs nationaux et sur les terres fédérales.
- Améliorer notre réponse aux feux de forêt.
 - Nous allons investir dans la télédétection et d'autres technologies afin d'améliorer la détection des feux de forêt et de mieux prévoir leur comportement.
- Élaborer une Stratégie sur l'avenir de la foresterie.
 - Nous allons travailler avec les provinces, les territoires et l'industrie pour élaborer une vision de l'avenir de la foresterie, avec des mesures pour lutter contre le changement climatique et concevoir de nouvelles technologies du bois et de nombreux bioproduits.

Pêches

Conservation et communauté

Les communautés de pêche du Canada sont en crise. De nombreux stocks critiques sont en difficulté, de nouveaux conflits émergent et de nombreuses personnes qui gagnent leur vie sur l'eau se sentent ignorées et exclues. Les utilisateurs des ressources, qu'ils soient autochtones ou non autochtones, commerciaux ou récréatifs, sont mécontents. Ils veulent laisser des pêches bien gérées et durables aux futures générations, mais ils sont plus divisés que jamais et ils s'inquiètent pour leur avenir.

Rien ne justifie cela. Il faut plus d'unité vers un but commun : rétablir et maintenir des stocks sains qui soutiennent les pêches commerciales, récréatives et culturelles.

Un gouvernement conservateur va rétablir le calme et la confiance dans le secteur des pêches en respectant l'importance de tous les utilisateurs de ressources et en traitant la conservation en priorité.

À cette fin, nous allons :

- Traiter en priorité l'évaluation des stocks, la planification de la reconstitution des stocks et l'application de limites fondées sur des données scientifiques parce que ce sont les meilleurs outils pour avoir des pêches bien gérées. De plus, nous allons assurer que les plans de reconstitution des stocks tiennent compte des risques posés par le changement climatique.
- Renforcer le rôle des organismes consultatifs pour la gestion des pêches afin d'améliorer la coopération entre les utilisateurs des ressources et d'assurer que les pêcheurs commerciaux, récréatifs et culturels font confiance aux décisions de gestion.
- Collaborer avec les détenteurs de droits autochtones et les pêcheurs commerciaux pour élaborer des plans de gestion qui respectent les droits reconnus dans les arrêts Marshall, protègent la durabilité de nos pêches et assurent que les communautés côtières restent prospères.
- Améliorer les processus de désignation des zones de protection maritime (ZPM) en :
 - Assurant que les ZPM sont axées sur la durabilité des stocks critiques.
 - Rétablissant les consultations publiques dans le cadre du processus de désignation des ZPM.
 - Étudiant la faisabilité de nouveaux modèles, comme des ZPM dynamiques, afin d'améliorer la résilience au changement climatique.
- Travailler avec les intervenants, les Premières Nations et les autorités régionales pour établir un système de gestion des pêches fondé sur l'écosystème, ce qui comprend le contrôle des populations de prédateurs qui nuisent aux espèces commerciales et de la liste de la LEP.
- Mettre à jour et renforcer le programme sur les espèces aquatiques envahissantes du MPO et s'assurer que le Règlement sur les espèces aquatiques envahissantes est appliqué.
- Contrer la pêche illégale, non signalée et non réglementée, la fraude avec les produits de la mer et les engins fantômes.
- Rétablir des initiatives de conservation communautaires comme le Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives, offrir un soutien accru aux écloséries et soutenir les initiatives de sensibilisation à la conservation.
- Créer une Agence canadienne de développement des produits de la mer pour promouvoir la croissance durable du secteur.
 - L'Agence sera chargée d'élaborer une stratégie à long terme et un plan de croissance durable, en partenariat avec les provinces.
- Travailler avec les gouvernements et les communautés du Nunatsiavut, du Nunavut, du Nunavik et de la région désignée des Inuvialuit pour établir des pêches marines communautaires, ce qui aidera à créer des emplois et à lutter contre l'insécurité alimentaire locale et régionale.
 - Pour les communautés inuites du Nunangat, les océans sont une source d'aliments essentielle.

Ports pour petits bateaux

Les communautés côtières dépendent du Programme des ports pour petits bateaux pour entretenir plus de 10 000 quais commerciaux au Canada. De tels ports existent partout au pays, mais ils sont particulièrement importants pour les communautés de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick. Ces quais sont des éléments d'infrastructure essentiels qui soutiennent l'emploi et les possibilités économiques, mais leur financement permanent n'a pas augmenté depuis des années.

Un gouvernement conservateur offrira un financement durable aux ports pour petits bateaux en doublant le montant annuel.

Stratégie sur le saumon du Pacifique

L'emblématique saumon du Pacifique fait partie du tissu social des communautés partout en Colombie-Britannique et est essentiel aux écosystèmes marins et d'eau douce de la Colombie-Britannique. Bien que certains stocks soient robustes, nombre d'autres sont menacés. Cela a des conséquences pour les peuples autochtones, les communautés côtières et les pêcheurs commerciaux et récréatifs, ainsi que pour la santé des rivières et des cours d'eau de la Colombie-Britannique et les populations en péril comme l'épaulard résident du sud.

En plus des engagements susmentionnés, nous allons élaborer une Stratégie sur le saumon du Pacifique afin de réaliser des progrès mesurables sur le rétablissement des stocks en péril. Elle comprendra les mesures suivantes :

- L'établissement de délais stricts pour l'évaluation des stocks.
- Le financement prioritaire de la restauration des habitats communautaires ou d'autres projets pour soutenir les stocks en péril.
- L'assurance que le Programme de mise en valeur des salmonidés a suffisamment de ressources pour soutenir les stocks en péril.
- L'augmentation du soutien aux écloséries autochtones et communautaires et aux projets de mise en valeur.
- L'exécution de programmes de marquage de masse dans les écloséries et la pêche sélective dans le cadre de la pêche sportive, protégeant les populations sensibles tout en maintenant la vigueur des pêches publiques en Colombie-Britannique.
- L'élaboration d'un plan de gestion des pinnipèdes afin de contrer les menaces pour les stocks en péril de façon équilibrée.
- L'identification de la probabilité des futures menaces dues au changement climatique.

Aquaculture

Le Parti conservateur soutient le développement et la croissance durables du secteur de l'aquaculture de calibre mondial du Canada, qui peut offrir une solide base économique dans les communautés côtières, créer des emplois stables et à long terme, et contribuer à la sécurité alimentaire du Canada tout en exportant sur les marchés mondiaux.

Au palier international, l'aquaculture est largement considérée comme une source essentielle de protéines et un élément clé de l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale. De nombreux crustacés et poissons sont élevés partout au Canada, et de nombreuses Premières Nations font de l'aquaculture afin de soutenir leurs communautés et d'offrir de bons emplois à leurs membres.

Cependant, nous savons que l'élevage du saumon sur la côte ouest est controversé et que des communautés locales sont troublées et partagées en raison d'études et d'affirmations contradictoires! En outre, nous savons que les décisions prises ici pourraient avoir des répercussions sur la côte est.

Les conservateurs ne vont pas prendre une position idéologique sur cette question. Nous voulons que le secteur de l'aquaculture réussisse, mais le fait est qu'il ne peut croître que si les Canadiens peuvent faire confiance à notre capacité de protéger le saumon sauvage. Aussi, toute décision sur l'aquaculture du saumon doit reposer sur des données scientifiques probantes, être guidée par la conservation et respecter les communautés et les familles qui dépendent de ces emplois.

À cette fin, un gouvernement conservateur va :

- Maintenir la décision de supprimer les élevages de saumon des îles Discovery, mais faire cette transition selon le processus utilisé à l'archipel de Broughton afin de respecter les Premières Nations, les communautés et les travailleurs.
- Assigner la responsabilité de la gestion et de la croissance durable du secteur à un ministère autre que le MPO pour que ce dernier ne s'occupe que de l'application de la loi.
- Élaborer une Loi sur l'aquaculture moderne aidant à rétablir la confiance publique.
- Assurer que les rôles du MPO et l'ACIA sont clairement définis dans le programme national sur la santé des animaux aquatiques et que ces deux organismes disposent des ressources appropriées.
- Renforcer les exigences de surveillance des élevages de saumon.
- Élaborer, en consultation avec l'industrie, les Premières Nations, les communautés et d'autres intervenants, une Stratégie sur la salmoniculture exhaustive, qui tient compte des risques et des possibilités.
- Élaborer un programme d'incitatifs fiscaux pour le développement et l'adoption de technologies réduisant le contact entre les saumons sauvages et d'élevage.

Fabrication

Les difficultés éprouvées pour obtenir une foule de produits, des équipements de protection individuelle (ÉPI) aux vaccins, nous rappellent l'importance de la capacité de fabrication nationale. Quand nous délocalisons des emplois – en particulier vers des pays sur qui nous ne pouvons pas compter en cas d'urgence –, nous mettons la santé et la sécurité des Canadiens en péril.

Les conservateurs du Canada vont :

- Conclure des accords de libre-échange uniquement avec des pays libres qui respectent les droits des travailleurs et des normes environnementales élevées.
- Rétablir la fabrication de matériel critique comme les équipements de protections individuelles (ÉPI) et les produits pharmaceutiques au Canada en assurant que l'approvisionnement financé par le gouvernement de ces produits essentiels profite aux producteurs canadiens.
- Rétablir notre capacité de fabrication de vaccins.

Industries de la défense

Des logiciels qui sont au cœur de nos navires de guerre aux hôpitaux de campagne rapidement déployables, le Canada est un chef de file du développement de technologies et de matériel pour nos Forces armées et celles de nos alliés.

Les conservateurs du Canada vont :

- Identifier nos capacités clés de défense clés et y investir.
- Réévaluer les mesures de gestion des risques des contrats de défense qui donnent le risque et, par conséquent, le contrôle aux entrepreneurs au détriment des éléments canadiens.





Un plan détaillé pour les travailleurs

Avec les libéraux, le NPD, le Bloc et les verts, les divisions économiques et sociales entre les Canadiens s'accroissent – en particulier entre les Canadiens qui réussissent et ceux qui luttent.

Les conservateurs du Canada vont créer des emplois avec notre Plan pour l'emploi, offrant une stabilité aux travailleurs. Nous avons besoin d'une reprise pour tous les Canadiens, dans tous les secteurs, et c'est ce que va faire notre plan. Nous devons aussi assurer que le travail paie, qu'il est plus sûr et qu'il protège les travailleurs. C'est précisément ce que fait notre plan.

Augmenter le salaire de 1 \$/heure

Les conservateurs du Canada pensent qu'il est temps de rendre le travail rémunérateur et d'aider ceux qui sont dans le besoin.

Nous allons **doubler l'Allocation canadienne pour les travailleurs** jusqu'à concurrence de 2 800 \$ pour les particuliers et de 5 000 \$ pour les familles et l'allouer comme un **dépôt direct trimestriel** au lieu d'un remboursement d'impôt à la fin de l'année.

Cela mettra en moyenne 1 000 \$ dans les poches des travailleurs les plus vulnérables, aidant trois millions et demi de familles à mettre à manger sur la table.

Nous allons accorder aux personnes gagnant 20 000 \$ par année une augmentation de salaire de 1 \$/heure.

Nous allons aussi doubler le supplément pour invalidité, de 713 \$ à 1 500 \$. Cela aidera près de 90 000 travailleurs handicapés.

LE DOUBLEMENT DE L'ALLOCATION CANADIENNE POUR LES TRAVAILLEURS BÉNÉFICIERA LE PLUS AUX TRAVAILLEURS À FAIBLE REVENU.

UN PARTICULIER GAGNANT UN REVENU D'EMPLOI DE 14 000 \$ PAR ANNÉE RECEVRA 2 800 \$ AU TITRE DE L'ALLOCATION CANADIENNE POUR LES TRAVAILLEURS, COMPARATIVEMENT À 1 400 \$ AVEC LE PROGRAMME PRÉCÉDENT.

UN PARTICULIER GAGNANT 25 000 \$ RECEVRA 2 500 \$, COMPARATIVEMENT À 78 \$ AVEC LE PROGRAMME PRÉCÉDENT.

ET C'EST ENCORE MIEUX POUR LES FAMILLES.

UNE FAMILLE GAGNANT UN REVENU TOTAL DE 23 000 \$ RECEVRA 5 000 \$ EN PRESTATIONS, CE QUI EST NETTEMENT SUPÉRIEUR AUX 1 900 \$ QU'ELLE RECEVAIT AVEC LE PROGRAMME PRÉCÉDENT.

UNE FAMILLE GAGNANT UN REVENU TOTAL DE 35 000 \$ RECEVRA 3 700 \$ EN PRESTATIONS, CE QUI EST NETTEMENT SUPÉRIEUR AUX 458 \$ QU'ELLE RECEVAIT AVEC LE PROGRAMME PRÉCÉDENT.

Protéger les travailleurs canadiens pendant les récessions

Les conservateurs du Canada savent combien une récession peut être dévastatrice pour les travailleurs et leurs familles. Quand des gens sont mis à pied ou ne peuvent pas trouver de travail, le gouvernement doit être là pour soutenir les familles. Le défi consiste à offrir des prestations généreuses sans ruiner le pays et sans nuire aux travailleurs en augmentant les cotisations à l'assurance-emploi. Nous reconnaissons que les Canadiens veulent travailler fort, mais qu'ils veulent avoir l'assurance que le gouvernement est là en cas de crise.

Nous allons créer une Super Assurance Emploi (AE) qui offrira temporairement des prestations plus généreuses (75 % du salaire au lieu de 55 %) quand une province est en récession (augmentation du taux de chômage de 0,5 %, selon la définition de la règle du Sahm). L'AE retournera à la normale une fois la récession terminée, avec trois mois de gains d'emplois.

Sécurité des travailleurs de l'économie à la demande

Les conservateurs du Canada savent que des millions de Canadiens ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi parce qu'ils travaillent à la pique, sont des entrepreneurs indépendants, ou travaillent sur des plateformes en ligne, à contrat, sur appel ou de manière temporaire. Environ 1,7 million de personnes ont un travail temporaire indépendant. Elles n'ont pas les heures assurables et les cotisations des employés typiques. Ça signifie qu'elles n'ont pas de filet de sécurité.

Nous pensons qu'il est temps que les entreprises de l'économie à la demande paient leur juste part pour que les travailleurs aient la protection dont ils ont besoin.

Nous allons exiger que les entreprises de l'économie à la demande fassent des contributions équivalentes aux cotisations au RPC et à l'AE dans un nouveau Compte d'épargne pour les employés transférables chaque fois qu'elles rémunèrent les travailleurs. Cet argent sera libre d'impôt et pourra être retiré au besoin.

Soutenir les travailleurs qui ont une maladie

Les conservateurs du Canada vont augmenter les prestations de maladie de l'AE à 52 semaines pour les gens qui ont une maladie grave.

La limite actuelle de 15 semaines n'est pas suffisante pour les gens qui suivent un traitement pour une maladie grave comme le cancer. Nous allons assurer que les travailleurs malades ont le soutien dont ils ont besoin pour guérir.

Aider les travailleurs qui doivent déménager temporairement

Les conservateurs du Canada vont offrir un Crédit d'impôt pour la mobilité dans la construction afin d'aider les travailleurs de ce secteur à supporter les coûts engagés quand ils déménagent temporairement pour travailler.

Il arrive souvent que les travailleurs quittent leur foyer pour accepter des contrats temporaires ailleurs, et les coûts peuvent être considérables, leur réinstallation coûtant environ 3 500 \$. Certaines parties du Canada, souvent dans les régions rurales et nordiques, luttent contre une pénurie de travailleurs qualifiés dans la construction, alors que dans d'autres régions, les gens de métier sont au chômage. Nous voulons accélérer les investissements dans l'infrastructure qui créera des emplois et un Canada plus productif et plus connecté. À cette fin, nous devons aider les travailleurs à se rendre là où on a besoin d'eux.

Le Crédit d'impôt pour la mobilité dans la construction permettra aux travailleurs de soustraire jusqu'à 4 000 \$ par année des dépenses de déplacement temporaire (déménagement, logement temporaire) de leur revenu imposable. Ainsi, il sera plus facile pour les travailleurs d'aller là où il y a du travail.

Soutenir les travailleurs

Les conservateurs du Canada vont donner une véritable voix aux travailleurs, et le soutien dont ils ont besoin contre les principales multinationales. Nous allons :

- Donner aux travailleurs une place à la table en exigeant que les employeurs sous réglementation fédérale ayant plus de 1 000 employés ou 100 millions de dollars de revenu annuel aient une représentation du personnel à leur conseil d'administration.
- Créer des conditions égales entre les syndicats et les multinationales en consultant les dirigeants syndicaux et apportant des changements au Code canadien du travail pour éliminer les obstacles qui empêchent les syndicats de syndiquer de grosses entreprises ayant des antécédents antisyndicaux.
- Travailler avec les syndicats pour moderniser le Code canadien du travail afin d'offrir une plus grande flexibilité en matière d'heures de travail et de télétravail.
- Donner une place aux syndicats au Tribunal canadien du commerce extérieur pour leur permettre d'intenter des poursuites sur des questions comme le dumping.

Les conservateurs du Canada vont **assurer que les dépenses en infrastructure bénéficient aux travailleurs** en exigeant que l'équipement et le matériel des projets d'infrastructure financés par le fédéral soient achetés à des entreprises canadiennes ou à des pays avec lesquels nous avons une entente pour approvisionner mutuellement les projets d'infrastructure.

- Nous allons négocier des ententes avec nos partenaires traditionnels comme les États-Unis, tout en assurant que les impôts des travailleurs canadiens ne financent pas les achats de pays qui abusent de leurs travailleurs ou qui refusent les travailleurs canadiens.

Les conservateurs du Canada vont **assurer que les travailleurs reçoivent la formation dont ils ont besoin** pour occuper les emplois d'aujourd'hui et de demain en soutenant les programmes de formation des syndicats et des programmes similaires et en encourageant les employeurs à investir dans leur personnel. De plus, nous allons aider les femmes et les nouveaux Canadiens à faire carrière dans les métiers spécialisés. Nous allons :

- Doubler le Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis pour les trois prochaines années afin d'aider à créer plus de places d'apprentis.
- Investir 250 millions de dollars sur deux ans pour créer le Fonds de formation professionnelle du Canada. Ce Fonds offrira des subventions aux organisations, ce qui comprend les entreprises, les agences de formation par apprentissage, les syndicats, les établissements postsecondaires et les organismes communautaires pour des projets qui :

- Donnent aux employés mis à pied un accès immédiat à une formation.
- Visent les groupes traditionnellement sous-représentés.
- Aident les travailleurs des secteurs du tourisme et de l'hôtellerie qui sont durement touchés par la récession.
- Soutiennent les talents requis par les petites entreprises.
- Aident les travailleurs à recevoir la formation dont ils ont besoin – surtout dans les domaines où il y a des pénuries de travailleurs qualifiés.
- Créer le Prêt canadien pour la formation des travailleurs afin d'offrir des prêts à faible taux d'intérêt pouvant s'élever à 10 000 \$ aux personnes qui veulent améliorer leurs compétences, permettant aux travailleurs de déterminer la formation dont ils ont besoin, sans que ça leur soit dicté par le gouvernement.

Les employés canadiens méritent de pouvoir gagner plus qu'un simple salaire pour leur travail assidu. Ils méritent également une sécurité à la retraite. Les conservateurs du Canada vont **augmenter l'actionariat des employés dans les entreprises canadiennes en créant des fiducies de propriété par les employés**, offrant un avantage fiscal aux propriétaires qui vendent des parts à leurs employés. Ce sera fait par une réduction de l'impôt sur les gains en capital quand un propriétaire vend des parts à une fiducie appartenant aux employés, permettant de transférer la propriété aux gens qui participent à la croissance de l'entreprise. Nous allons aussi assurer que la BDC offre un financement pour soutenir ces fiducies.

Protéger les pensions

Les travailleurs devraient pouvoir compter sur leur pension. Malheureusement, il arrive trop souvent que des travailleurs soient obligés d'accepter une importante diminution de leur pension quand, en raison d'une mauvaise gestion ou de difficultés économiques, l'entreprise pour laquelle ils travaillent fait faillite.

Il est temps que le gouvernement protège mieux les pensions.

Les conservateurs du Canada vont **modifier la loi pour assurer que les pensionnés ont la priorité sur l'élite dirigeante** en cas de faillite ou de restructuration.

Nous allons mieux protéger les pensions en :

- Empêchant les cadres de se verser des primes pendant une restructuration si le régime de pension n'est pas pleinement financé.
- N'exigeant plus que les régimes de pension sous-financés soient convertis en rentes, immobilisées dans les pertes et profits, les travailleurs recevant moins d'argent.
- Exigeant que les entreprises rapportent le financement de leurs régimes de pension plus clairement.



Un plan détaillé pour aider les familles



Des familles solides sont les fondements d'une société solide. Notre objectif n'est rien de moins que de faire du Canada le pays le plus favorable aux familles du monde.

Nous savons que la pandémie et la récession ne touchent pas tous les Canadiens de la même façon. Les femmes supportent une part disproportionnée du fardeau du chômage et de la pression du temps au travail et du temps à la maison. Nos politiques vont remédier à cette inégalité en offrant une aide véritable, pas par de belles promesses ou des plans grandioses que des générations de politiciens libéraux proposent sans comprendre les vrais besoins des familles.

Deux principes guideront nos actions : la nécessité d'offrir l'aide à ceux qui en ont le plus besoin et la reconnaissance que chaque famille est unique. Une approche « taille unique » initiée au sommet n'est pas la solution. Les parents devraient décider de ce qui convient le mieux à leur famille.

Soutenir les familles par un meilleur financement de la garde d'enfants

Les conservateurs du Canada vont aider les familles avec enfants en augmentant le financement de la garde d'enfants. La récession touche les femmes le plus durement et freine leur pleine intégration à la population active du Canada. Sans garde d'enfants, il est impossible de permettre aux femmes d'atteindre une véritable égalité au travail. Personne ne devrait être empêché de retourner travailler car la garde d'enfants est trop dispendieuse.

Les conservateurs du Canada vont convertir la Déduction pour frais de garde d'enfants en un soutien remboursable couvrant jusqu'à 75 % des frais de garde d'enfants pour les familles à faible revenu. Cela augmentera massivement le soutien à ces familles et offrira une aide accrue à pratiquement toutes les familles. De plus, nous allons offrir la déduction pendant l'année pour que les familles n'aient pas à payer le coût de la garde d'enfants pour être remboursées plus tard.

NOTRE PLAN POUR LA GARDE D'ENFANTS

AVEC NOTRE PLAN, TOUTES LES FAMILLES QUI GAGNENT MOINS DE 150 000 \$ S'EN SORTIRONT MIEUX, LES PRINCIPAUX AVANTAGES ÉTANT POUR LES FAMILLES QUI GAGNENT MOINS DE 50 000 \$. LES FAMILLES À REVENU FAIBLE ET MOYEN EN BÉNÉFICIERONT LE PLUS - LA GARDE D'ENFANTS ÉTANT BEAUCOUP PLUS ABORDABLE.

PAR EXEMPLE,

- **UNE FAMILLE GAGNANT 30 000 \$ PEUT RÉCLAMER AUJOURD'HUI UN MONTANT MAXIMAL DE 1 200 \$. AVEC NOTRE PLAN, ELLE POURRA RECEVOIR JUSQU'À 6 000 \$.**
- **UNE FAMILLE GAGNANT 50 000 \$ PEUT RÉCLAMER AUJOURD'HUI UN MONTANT MAXIMAL DE 1 200 \$. AVEC NOTRE PLAN, ELLE POURRA RECEVOIR JUSQU'À 5 200 \$.**
- **UNE FAMILLE GAGNANT 80 000 \$ PEUT RÉCLAMER AUJOURD'HUI UN MONTANT MAXIMAL DE 1 200 \$. AVEC NOTRE PLAN, ELLE POURRA RECEVOIR JUSQU'À 4 800 \$.**
- **UNE FAMILLE GAGNANT 120 000 \$ PEUT RÉCLAMER AUJOURD'HUI UN MONTANT MAXIMAL DE 1 640 \$. AVEC NOTRE PLAN, ELLE POURRA RECEVOIR JUSQU'À 4 560 \$.**

Soutenir les parents avec des congés de maternité et parentaux plus généreux

Les programmes de congé de maternité et parental jouent un rôle essentiel pour améliorer l'égalité et renforcer notre économie. Pour bonifier ces programmes, les conservateurs du Canada vont permettre aux parents qui sont en congé de maternité et parental de gagner jusqu'à 1 000 \$ afin de rester en contact avec la population active et de retourner plus facilement au travail.

Soutenir les parents qui attendent un enfant

Les conservateurs du Canada savent que le coût de l'éducation d'un enfant continue de grimper en flèche et que la naissance d'un enfant est souvent accompagnée d'une myriade de coûts pour le berceau, les vêtements, le siège d'auto et une foule d'autres articles pour la famille. **Nous allons élargir l'Allocation canadienne pour enfants en versant les prestations à partir du septième mois de la grossesse, au lieu du moment de la naissance.**

Nous savons également qu'une fausse couche peut être très traumatisante. Nous allons **soutenir les parents qui vivent le traumatisme d'une fausse couche en leur offrant trois jours de congé de deuil.** Nos règles et nos programmes sont actuellement appliqués d'une manière froide et non compatissante, qui n'encourage pas le rétablissement et le bien-être.

De plus, nous allons réformer les prestations parentales de l'AE pour assurer que les parents qui perdent un enfant ne cessent pas brusquement de recevoir leurs prestations. Actuellement, les prestations parentales de l'AE cessent immédiatement au décès d'un enfant, ce qui est déjà suffisamment perturbant. Le gouvernement n'a pas à augmenter le stress financier des parents qui souffrent. Nous allons **assurer que les prestations parentales sont versées pendant au moins huit semaines après le décès d'un nourrisson.**

Nous savons aussi que le décès d'un enfant est particulièrement dévastateur pour un parent. Cependant, les lois sur le deuil ne reconnaissent pas cette différence, traitant le décès d'un enfant comme celui d'un autre membre de la famille immédiate. Nous allons corriger cela en **offrant jusqu'à huit semaines de congé payé en cas de décès d'un enfant ou d'un enfant mort-né.**

Stratégie sur l'adoption

Les conservateurs du Canada vont créer une Stratégie nationale sur l'adoption, ce qui comprend une campagne de sensibilisation pour promouvoir l'adoption, et travailler avec les provinces pour s'assurer un accès égal à l'adoption pour tous les enfants. Nous prendrons les mesures suivantes :

- Soutenir l'adoption internationale en travaillant avec d'autres pays pour aligner les processus, accélérant et facilitant l'adoption.
- Créant une prestation d'AE pour les parents adoptifs, fondée sur les prestations de maternité.
- Augmenter le montant maximal qu'un parent peut réclamer au titre du Crédit d'impôt pour frais d'adoption de 15 000 \$ à 20 000 \$, et rendre le crédit remboursable.





Un plan détaillé pour réduire les prix

Depuis quelques mois, les prix augmentent de façon alarmante. En raison de l'augmentation de l'inflation, les familles luttent pour joindre les deux bouts. Les conservateurs du Canada ont un plan détaillé pour réduire les prix et aider les familles.

Congé de la TPS

Pour aider les familles et les commerces de détail, durement touchés, à se rétablir, les conservateurs du Canada vont offrir un congé de la TPS d'un mois cet automne. Tous les achats dans des magasins de détail seront exempts de la TPS pendant ce mois.

Réduire les frais de téléphonie cellulaire et d'Internet

Les Canadiens paient toujours certains des prix les plus élevés du monde pour avoir accès à Internet – chez eux et sur leur téléphone cellulaire. Quelques géants ont trop de pouvoir, et les Canadiens en souffrent.

Il est temps d'avoir un gouvernement qui est du côté des consommateurs.

Les conservateurs du Canada vont agir concrètement pour réduire ce que paient les Canadiens pour cet élément essentiel de la vie. Notre plan pour l'abordabilité en quatre parties comprend les mesures suivantes :

- Responsabilisation : Traiter les consommateurs en priorité et tenir les gros fournisseurs de services de télécommunications responsables des conduites et des pratiques non concurrentielles qui nuisent aux consommateurs.
- Concurrence : Nous allons encourager la concurrence en :
 - Permettant aux entreprises de télécommunications étrangères de fournir des services aux clients canadiens, si le même traitement est offert aux entreprises canadiennes dans le pays de ces entreprises.
- Accès : Construire une infrastructure numérique pour connecter tout le Canada à Internet haute vitesse d'ici 2025, assurant que tous les Canadiens ont un accès fiable à Internet, peu importe où ils vivent.
- Investissements : Promouvoir les investissements dans les installations de communication par les communautés et entreprises locales et régionales. Cela réduira la dépendance locale et régionale envers les géants des télécommunications nationaux.

Réduire le prix des aliments

Les conservateurs du Canada vont s'assurer que les Canadiens paient moins cher pour les aliments en :

- Augmentant l'amende minimale pour la fixation des prix de 24 millions de dollars à 100 millions de dollars et créer des infractions criminelles sur la fixation des prix.
- Créant un code de conduite sévère afin de protéger les fournisseurs et de promouvoir la concurrence.

Rendre les services bancaires abordables

Les conservateurs du Canada vont s'assurer que les Canadiens ont les services bancaires dont ils ont besoin à un prix qu'ils peuvent se permettre en :

- Adoptant une mesure législative pour ouvrir les services bancaires, pour que les Canadiens puissent communiquer avec les entreprises de technologie financière pouvant faire de meilleures offres pour des services bancaires comme les hypothèques, les marges de crédit et les cartes de crédit.
- Ordonnant au Bureau de la concurrence d'enquêter sur les frais bancaires.
- Exigeant plus de transparence sur les frais de gestion des investissements pour que les aînés et les épargnants ne soient pas exploités.
 - Les banques devront notamment préciser le rendement des investissements net de frais.

Réglementer les grosses firmes de technologie

Les conservateurs du Canada vont former un groupe de travail au sein du Bureau de la concurrence afin de déterminer si la domination et la conduite anticoncurrentielle des grosses firmes de technologie nuisent à l'industrie canadienne. Nous allons examiner comment les algorithmes et les données donnent à ces firmes un avantage sur les entreprises canadiennes, et comment la technologie financière et les nouvelles technologies pourraient améliorer la concurrence.

Réduire les prix en augmentant la concurrence

Les conservateurs du Canada vont rendre nos lois sur la concurrence vraiment efficaces afin d'empêcher que quelques grosses entreprises dominent des industries entières et augmentent les prix. De plus, nous allons refuser les fusions qui réduisent considérablement la concurrence et entraînent des mises à pied et des prix plus élevés.





Un plan détaillé pour s'attaquer au prix des habitations

Soyons réalistes : il existe une crise du logement au Canada. Se loger – louer, sans parler d'acheter – est de plus en plus difficile pour les Canadiens, partout au pays. La principale raison est que l'offre ne suit tout simplement pas la demande. Les gouvernements ne laissent pas les Canadiens construire suffisamment d'habitations pour répondre aux besoins de notre population croissante.

Nous devons agir – à tous les paliers de gouvernement. Nous devons traiter cette crise telle qu'elle est. Des années d'études et des retards feront en sorte que de plus en plus de Canadiens et de nouveaux arrivants se retrouveront dans des logements inadéquats ou non sécuritaires. Nous devons construire suffisamment d'habitations non seulement pour suivre l'augmentation de la population, mais pour la dépasser. Nous devons nous assurer que les Canadiens, d'abord et avant tout, peuvent se permettre de se loger, bloquant les spéculateurs étrangers, la corruption et le blanchiment d'argent qui font grimper les prix. Et nous devons éliminer les obstacles inutiles qui empêchent les Canadiens de contracter une hypothèque.

Les conservateurs du Canada ont un plan pour rendre le logement plus abordable.

Pour augmenter rapidement l'offre, nous allons exécuter un plan pour construire un million d'habitations au cours des trois prochaines années. Pour ce faire, nous allons :

- Tirer profit des investissements fédéraux dans l'infrastructure pour augmenter l'offre. Nous allons :
 - Construire une infrastructure de transport en commun qui relie les habitations et les emplois en assurant que le transport en commun dessert les endroits où les gens achètent des habitations.
 - Exiger que les municipalités recevant un financement fédéral pour le transport en commun augmentent la densité près de l'infrastructure financée.
- Revoir le portefeuille immobilier du gouvernement fédéral – le plus gros propriétaire foncier du pays, avec plus de 37 000 bâtiments – et en libérer au moins 15 % pour le logement, tout en améliorant l'Initiative des terrains fédéraux.
- Encourager les promoteurs à construire les habitations que les Canadiens veulent et dont ils ont besoin en :
 - Encourageant les Canadiens à investir dans les logements locatifs en élargissant la capacité de reporter l'impôt sur les gains en capital quand ils vendent une propriété locative et réinvestissent dans des logements locatifs, ce qui est exclu actuellement.
 - Envisageant la possibilité de convertir des bureaux non utilisés en logements.
- Poursuivre l'engagement des conservateurs envers la réconciliation avec les peuples autochtones en adoptant une stratégie « pour les Autochtones, par les Autochtones » – réclamée depuis longtemps par les défenseurs des Autochtones, mais ignorée par ce gouvernement libéral :
 - Les conservateurs du Canada s'engagent à mettre un terme au paternalisme fédéral, à former des partenariats avec les communautés autochtones et à donner aux peuples autochtones l'autonomie nécessaire pour répondre à leurs propres besoins en matière de logement.

- Améliorer la viabilité de l'utilisation des fiducies foncières communautaires pour le logement abordable en offrant un incitatif pour que les entreprises et les propriétaires privés donnent des propriétés afin de construire des logements abordables.
 - Cet incitatif sera similaire à l'incitatif existant pour le don de terres aux réserves écologiques.

Pour éliminer les pratiques corrompues qui augmentent les prix de l'immobilier et rendent l'accès à la propriété hors de portée, nous allons :

- Apporter des changements exhaustifs à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, et donner à CANAFE, aux organismes d'application de la loi et aux procureurs les outils requis pour identifier et stopper le blanchiment d'argent sur les marchés immobiliers du Canada et tenter des poursuites.
- Créer un Registre de propriété effective fédéral pour les propriétés résidentielles.
- Faire un examen approfondi des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique, qui fait un important travail, et appliquer rapidement ces recommandations au palier fédéral.

Pour arrêter et inverser les effets inflationnistes des acheteurs étrangers et de la spéculation sur le marché immobilier, nous allons nous assurer que les logements au Canada sont avant tout destinés aux citoyens et aux résidents canadiens. Les libéraux ont dit : « Nous sommes un marché très sûr pour les investissements étrangers, mais nous ne sommes pas un bon marché pour les Canadiens qui veulent du choix. » Ça doit changer.

Nous avons besoin d'un marché immobilier qui sert les intérêts des citoyens : les jeunes familles qui ont besoin de plus d'espace pour leurs enfants, les récents diplômés qui veulent trouver un appartement en ville, les gens de métier qui s'installent dans une nouvelle communauté pour y travailler, les parents retraités qui veulent habiter dans quelque chose de plus petit sans perdre la valeur de leur propriété pour un condominium hors de prix – toutes ces personnes sont mal servies par le manque de logements abordables au Canada.

Nous allons :

- Interdire aux investisseurs étrangers qui ne vivent pas ou qui ne viennent pas vivre au Canada d'acheter des biens immobiliers pendant une période de deux ans, après laquelle la condition sera revue.
- Encourager les investissements étrangers dans des logements locatifs destinés au marché qui sont abordables pour les Canadiens.

Pour répondre au problème de l'itinérance, nous allons :

- Rétablir l'approche *Priorité au logement*, qui a été affaiblie par le gouvernement fédéral actuel, afin d'aider à lutter contre la crise de la toxicomanie au Canada.
- Revoir le cadre politique fédéral sur l'abus de substances pour que la guérison en soit l'objectif principal.
- Investir 325 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour créer 1 000 places de traitement résidentielles et 50 centres communautaires, partout au pays.

- Soutenir des approches innovatrices pour répondre aux crises de santé mentale et de toxicomanie, notamment par des programmes de traitement conçus et administrés par les communautés autochtones dans le cadre d'un plan pour améliorer la prestation de services de traitement et de prévention de la toxicomanie culturellement appropriés dans les communautés des Premières Nations ayant des besoins élevés.

Pour rendre les hypothèques plus abordables, nous allons :

- Encourager un nouveau marché d'hypothèques de sept à dix ans afin d'offrir une stabilité aux premiers acheteurs et prêteurs, ouvrant une nouvelle voie sécuritaire vers la propriété pour les Canadiens et réduisant la nécessité des tests de résistance hypothécaire.
- Éliminer l'exigence des tests de résistance hypothécaire quand un propriétaire renouvelle une hypothèque avec un autre prêteur, et non pas seulement quand il reste avec le même prêteur, comme c'est le cas actuellement. Cela augmentera la concurrence et offrira plus d'options abordables aux propriétaires.
- Augmenter la limite d'admissibilité à l'assurance hypothécaire et l'indexer à l'inflation du prix des habitations, permettant ainsi aux personnes sur les marchés immobiliers à prix élevés avec une exigence de mise de fonds de moins 20 %, d'avoir accès à la propriété.
- Corriger le test de résistance hypothécaire pour mettre fin à la discrimination envers les propriétaires de petites entreprises, les entrepreneurs et les employés non permanents, ce qui comprend les travailleurs occasionnels.

Les conservateurs du Canada n'imposeront jamais les gains en capital sur la vente de la résidence principale, chose que de nombreux députés libéraux menacent de faire.



Un plan détaillé pour protéger le Canada contre les futures pandémies



Nous savons qu'il y aura d'autres variants de la COVID-19 au cours des années à venir. Nous devons être prêts.

Les conservateurs du Canada vont s'assurer que notre pays est prêt à affronter de futures pandémies, ce qui comprend le risque accru des menaces de bioterrorisme. Notre objectif est simple : être prêts et agir rapidement pour protéger la santé des Canadiens et éviter des répercussions à long terme sur l'économie et la santé mentale des Canadiens.

Nous allons exiger une enquête publique immédiate afin d'examiner tous les aspects de la réponse du gouvernement à la pandémie. Cette enquête assurera que toutes les leçons tirées de la crise seront partagées publiquement et mises en œuvre immédiatement. Elle portera sur tous les aspects de l'état de préparation et de la réponse du Canada à la pandémie.

De plus, nous allons travailler avec nos alliés pour soutenir une enquête sur les origines de la COVID-19.

Les conservateurs du Canada vont présenter un Plan de préparation d'urgence du Canada. Ce plan sera évalué et mis à jour tous les ans, notamment avec les conclusions de l'enquête.

Partie 1 : Rendre le Canada résilient aux menaces

- **Recherche sur les vaccins, mises à l'essai et capacité de fabrication**
 - Améliorer la capacité de recherche et de production en **faisant du Canada l'un des meilleurs pays du monde en matière de recherche et de développement pharmaceutiques** et de production de vaccins et de médicaments.
 - Nous n'allons pas permettre que la réglementation libérale continue à chasser les sociétés pharmaceutiques du Canada.
 - Nous allons suivre l'exemple du Royaume-Uni en adoptant une stratégie pour faire croître le secteur de manière réfléchie au lieu de simplement allouer des fonds.
 - Nous allons mettre un terme à l'hostilité des libéraux envers le secteur pharmaceutique, qui chasse des investissements du Canada, qui nous a mis près du bas de la liste pour l'obtention de vaccins et qui risque de nous mettre au bas de la liste pour les nouveaux médicaments. Nous allons plutôt négocier de manière constructive avec l'industrie pour réduire le prix des médicaments, tout en offrant une certitude réglementaire à long terme.
 - Réformer le Plan d'intervention du Canada en cas de pandémie pour y inclure la **recherche nationale sur les vaccins**, des mises à l'essai, une capacité de fabrication et une préparation – en mettant l'accent sur les nouvelles plateformes de vaccins, l'attrait et le maintien des meilleurs talents au Canada, et un accès sécuritaire à l'approvisionnement pendant une pandémie – travaillant avec les universités, le secteur privé, les provinces et les territoires, et des partenaires internationaux afin de pour préparer l'avenir.
 - **Revoir les processus réglementaires de Santé Canada** et l'équilibre entre les relations industrielles, sanitaires et économiques du Canada avec le secteur de biofabrication mondial à la lumière de la piètre performance du Canada pour l'accès aux vaccins pendant la COVID-19.

- **Augmenter la production nationale de fournitures essentielles**
 - Former des partenariats avec des sociétés pharmaceutiques pour **augmenter la production de médicaments essentiels** et d'ingrédients pharmaceutiques actifs au Canada.
 - Travailler avec les États-Unis pour **renforcer la chaîne d'approvisionnement nord-américaine** de produits pharmaceutiques afin de réduire notre dépendance commune envers les importations et utiliser l'approvisionnement du gouvernement et les entreprises recevant un financement gouvernemental pour **renforcer la production nationale d'équipements de protection individuelle (ÉPI)**.
 - **Rétablir le tarif sur les équipements de protection individuelle (ÉPI) importés** pour reconnaître et d'assurer la longévité des fabricants canadiens. Les fabricants canadiens répondent à la pandémie en augmentant leur capacité de fabrication d'équipements de protection individuelle (ÉPI), et ils méritent de faire concurrence sur un marché juste. Une solide industrie de fabrication d'équipements de protection individuelle (ÉPI) nationale est un pilier de la préparation aux pandémies et de la résilience continue. De plus, les fabricants canadiens sont au premier plan de l'innovation, cherchant à répondre à l'impact environnemental de la fabrication d'équipements de protection individuelle (ÉPI) de masse.
- **Réserves, tests de laboratoire et recherche des contacts**
 - Réformer le **Système de la réserve nationale d'urgence** du Canada pour s'assurer que nous avons les fournitures requises pour répondre rapidement aux maladies infectieuses, au bioterrorisme et à des menaces similaires, notamment en assurant la sécurité de l'approvisionnement en équipement de protection individuelle, en réactif de diagnostic et en matériel de prélèvement, et en adoptant des systèmes de suivi modernes afin d'assurer que les fournitures sont utilisées avant leur expiration et disponibles quand le besoin est là.
 - Réformer les processus fédéraux de tests en laboratoire et le soutien offert par l'ASPC aux provinces et aux territoires afin d'améliorer considérablement l'uniformité et l'efficacité des capacités de laboratoire partout au Canada, ce qui comprend le développement des capacités de tests de dépistage rapide à nos frontières, dans nos villes, dans les communautés rurales et éloignées, et dans les établissements de soins de longue durée.
 - Comblent la lacune créée par Ottawa entre les tests de laboratoire et les coûteux confinements en travaillant avec des experts des maladies infectieuses, les provinces et les territoires pour concevoir des **systèmes de recherche des contacts fondés sur des données probantes** pour protéger nos frontières et soutenir les efforts en santé publique. Les retards et l'imposition de technologies non éprouvées aux provinces et aux territoires, au lieu de l'utilisation des processus d'approvisionnement scientifiques, ont permis au virus de se propager et ont miné les structures sociales, économiques et sanitaires du Canada.
 - Développer un **système national de partage des données** entre les juridictions sur la transmission des pathogènes, les niveaux d'immunité et les taux de vaccination, avec des exigences de rapport transparentes et une coordination entre les juridictions.
- **Nouvelle capacité de laboratoire à niveau de confinement élevé et de contrôle des infections**
 - **Améliorer notre infrastructure scientifique** de contrôle des maladies infectieuses et des pandémies, ainsi que notre capacité de recherche et notre expertise, en créant une nouvelle capacité de laboratoire à niveau de confinement élevé, parallèlement au Laboratoire national de microbiologie, afin de pouvoir identifier rapidement la menace posée par les nouvelles maladies infectieuses et les nouveaux agents de bioterrorisme, en :

- **Améliorant notre compréhension scientifique** de la transmission des nouveaux pathogènes dans les environnements construits (établissements de soins de longue durée, hôpitaux et autres cadres communautaires) sur différentes surfaces (postes infirmiers, matériel médical, poignées de porte, surfaces de vente et de travail) et l'importance des mesures de contrôle des infections (port du masque, lavage des mains).
- Soutenant le développement et la mise à l'essai de **nouveaux produits et biomatériaux de contrôle des infections**, de conceptions architecturales sécuritaires et de haute performance, de systèmes de ventilation et d'installations d'isolement pour contrôler les maladies infectieuses en temps normal, tout en assurant que le Canada a une capacité de dépistage rapide – notamment l'émission de directives de la santé publique fondées sur des données probantes pour les travailleurs de première ligne et les services essentiels – pendant les éclosions et les pandémies. Il ne faut plus jamais que nos travailleurs essentiels soient laissés à eux-mêmes ou que notre économie s'effondre aussi facilement.

Partie 2 : Prévenir les pandémies

Contre la menace posée par les marchés d'animaux et le commerce d'espèces sauvages

- Soutenir et encourager la fermeture des marchés mondiaux d'espèces sauvages pouvant être des sources de futures pandémies.
- Mettre fin à l'importation et au commerce d'espèces sauvages et de leurs produits pouvant faciliter la propagation de zoonoses.

Interdire l'exportation de virus mortels vers des pays non fiables.

- Le gouvernement va dresser une liste des pays sujets à cette interdiction en fonction d'une évaluation de la sécurité nationale.

Partie 3 : Détecter et évaluer les menaces

• Renseignement sur la santé publique

- Réformer les **systèmes de collecte de renseignements en santé publique** du Canada, notamment en rétablissant le Réseau mondial d'information en santé publique (RMISP), fermé par le gouvernement libéral, et améliorer le partage d'information en santé publique dans l'ensemble du gouvernement fédéral et avec les provinces et les territoires.
- Établir un système d'avertissement des menaces utilisant des points et des sources de données des **systèmes de collecte de renseignement en santé publique** pour attribuer des niveaux de risque de 1 à 5 quand un nouveau virus est détecté.
- Réformer l'infrastructure catastrophique de **communication des risques** du gouvernement fédéral, notamment en développant des mécanismes fiables pour faire état de la réelle menace des pathogènes nouveaux et émergents et communiquer l'information toujours changeante.

Partie 4 : Contrer la menace

Leadership scientifique

- Assigner la responsabilité ultime de l'**Agence de santé publique du Canada (ASPC)** à un **médecin qualifié** – un expert en santé publique avec une expérience du terrain et du travail en première ligne.
- Créer un ensemble de mesures correspondant à chaque niveau de risque du nouveau système d'avertissement des menaces, notamment quand des mesures frontalières vont être prises et quand les voyages devraient être limités, et sur les exigences de partage des données entre les juridictions.
- Créer un **système de jalons fondé sur des données** pour éliminer les interdictions, les restrictions et les mises en quarantaine afin d'offrir une certitude aux entreprises et à la population.
- Assurer l'**application** adéquate de ces mesures et une **surveillance** internationale et nationale continue.
- **Rétablir le rôle de double leadership du Laboratoire national de microbiologie** de Winnipeg au sein de l'Agence de la santé publique du Canada pour que la science et l'expertise sur les maladies infectieuses dirigent la réponse nationale à la pandémie et pour que le Canada redevienne un chef de file mondial du contrôle des pandémies.
- **Réformer le Plan d'intervention et de préparation en cas de pandémie** pour qu'il comprenne un volet axé sur les maladies infectieuses et les menaces de bioterrorisme, et non pas seulement sur la grippe, pour empêcher la même réponse lente et la mauvaise gestion de la pandémie de coronavirus par Ottawa.
- Maintenir les **protocoles stricts sur la sécurité d'accès et la vérification** des scientifiques autorisés à accéder au Laboratoire de microbiologie de Winnipeg.

• Renforcer Santé Canada

- Renforcer le ministère pour **s'assurer qu'il peut rapidement étudier des innovations cruciales** comme de nouveaux tests, traitements et vaccins. Alors que des nouveaux variants arrivent, nous ne pouvons pas nous permettre la même lenteur bureaucratique.
- **Former des partenariats avec le secteur privé** au lieu de dépendre du gouvernement. Nous allons reconnaître que certaines choses sont mieux faites par le secteur privé et allons y faire appel plus rapidement.
- Travailler avec les provinces pour harmoniser la formation en soins intensifs afin d'assurer que les titres de compétences sont transférables pour améliorer la capacité en situation d'urgence.





Un plan détaillé pour protéger le système de santé

La pandémie de COVID-19 a mis au jour les lacunes de notre système de santé et nous a rappelé qu'il doit être renforcé. Les conservateurs du Canada pensent que le gouvernement fédéral devrait payer sa juste part. Sous le gouvernement conservateur précédent, les transferts fédéraux aux provinces augmentaient de 6 % par année. Malheureusement, en 2017, le gouvernement Trudeau a réduit ce taux de moitié, mettant des vies en péril.

Les conservateurs du Canada vont prendre des mesures immédiates pour rétablir le financement de la santé et s'attaquer aux crises urgentes de santé mentale et de toxicomanie.

Un financement sûr et prévisible

Les conservateurs du Canada rencontreront les premiers ministres provinciaux dans les 100 premiers jours au pouvoir pour proposer un nouvel accord sur la santé avec les provinces et les territoires qui portera le taux de croissance annuel du Transfert canadien en matière de santé à au moins 6 %. Cela permettra d'injecter près de 60 milliards de dollars dans notre système de santé au cours des dix prochaines années.

Traiter la santé mentale comme la santé – le Plan d'action canadien en matière de santé mentale

La santé mentale et la toxicomanie étaient de graves problèmes bien avant la COVID. Alors qu'une année de confinements a empiré la situation, notre gouvernement doit répondre à ces crises. Des Canadiens souffrent et meurent. Il est temps d'agir – et d'adopter une nouvelle approche.

Les conservateurs du Canada vont présenter le Plan d'action canadien en matière de santé *mentale*, qui va :

- Proposer aux provinces de former un partenariat avec le gouvernement fédéral en allouant une part considérable du financement pour la santé stable et prévisible à la santé mentale afin d'assurer qu'un million de Canadiens additionnels peuvent recevoir un traitement, chaque année.
- Encourager les employeurs à ajouter une protection de la santé mentale à leurs régimes d'avantages sociaux en offrant un crédit d'impôt sur 25 % du coût de cette protection additionnelle pendant les trois premières années.
- Créer un programme pilote pour allouer 150 millions de dollars en trois ans en subventions à des organisations sans but lucratif et des organismes de bienfaisance qui offrent des programmes en santé mentale et bien-être.
- Créer une ligne nationale de prévention du suicide à trois chiffres.

Aider les Canadiens souffrant de toxicomanie

Les conservateurs du Canada vont traiter l'épidémie d'opioïdes comme le problème sanitaire qu'elle est. Nous pensons que les forces de l'ordre devraient se concentrer sur les trafiquants. La dernière chose que les gens qui souffrent de toxicomanie devraient craindre est de se faire arrêter. Toute interaction avec le gouvernement devrait être axée sur leur sécurité et leur guérison.

Pour aider plus de Canadiens à se sortir de la toxicomanie, les conservateurs du Canada vont revoir le cadre politique sur l'abus de substances du gouvernement fédéral pour que la guérison en soit l'objectif ultime. Nous allons réorienter la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances afin d'assurer que chaque personne qui souffre de toxicomanie a la possibilité de guérir et de vivre une vie sans drogue, et que toutes les politiques relevant de la Stratégie visent l'objectif de réduire les dommages et d'encourager la guérison. À cette fin, nous allons :

- Investir 325 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour créer 1 000 places de traitement résidentielles et construire 50 centres communautaires, partout au pays.
 - Cela aidera les personnes qui souffrent de toxicomanie, leurs familles et les personnes qui s'en sont sorties, qui pourront obtenir l'aide dont elles ont besoin et s'entraider.
- Soutenir des approches innovatrices pour répondre aux crises de santé mentale et de toxicomanie, notamment par des programmes de traitement conçus et administrés par les communautés autochtones dans le cadre d'un plan pour améliorer la prestation de services de traitement et de prévention de la toxicomanie culturellement appropriés dans les communautés des Premières Nations ayant des besoins élevés.
- Former un partenariat avec les provinces pour s'assurer que des trousseaux de naloxone sont offertes gratuitement partout au pays.

Tirer profit du leadership canadien sur les isotopes médicaux

Le Canada a commencé à produire régulièrement des radioisotopes en 1947 et, depuis, nous sommes un chef de file mondial du développement et de l'application de la médecine nucléaire.

Du traitement des cancers et d'autres maladies à la stérilisation du matériel médical à usage unique, les isotopes médicaux sauvent des vies tous les jours et protègent les travailleurs de la santé dans le monde entier. Cependant, le Canada perd son statut de chef de file dans ce domaine critique. Il faut que le gouvernement fédéral élabore une Stratégie nationale sur les isotopes afin de consolider notre rôle de chef de file mondial de l'innovation en santé et de superpuissance pour la production d'isotopes.

Les conservateurs du Canada vont élaborer et exécuter une Stratégie nationale sur les isotopes, qui établira un cadre de coopération au sein duquel les gouvernements, les propriétaires et les exploitants de réacteurs et d'accélérateurs nucléaires, et d'autres intervenants pourront travailler ensemble afin de prévenir et d'atténuer les perturbations de l'infrastructure essentielle, de s'y préparer, d'y répondre et de s'en remettre et, point plus important, de continuer à faire avancer la recherche et le développement d'isotopes critiques pour améliorer la vie des gens.

Soutenir les Canadiens qui souffrent

Les conservateurs du Canada pensent que le gouvernement fédéral aurait dû porter en appel la décision de la Cour supérieure du Québec sur l'aide médicale à mourir. Le gouvernement Trudeau a préféré adopter une loi vague sans garanties qui dévalue la vie humaine.

Sur le plan de l'aide médicale à mourir (AMM), les conservateurs vont :

- Rétablir la période d'attente de dix jours pour s'assurer les gens ne prennent pas cette décision quand ils sont les plus vulnérables.
- Rétablir l'exigence de deux témoins pleinement indépendants pour s'assurer que les personnes vulnérables ne sont pas forcées d'agir.
- Exiger que toute discussion sur l'AMM ait lieu uniquement si elle est initiée par le patient et interdire aux travailleurs de la santé de la proposer à quelqu'un qui n'en veut pas. Les Canadiens handicapés disent se retrouver régulièrement dans des situations où l'AMM leur est suggérée ou imposée, ce qui mine leur sentiment de sécurité dans les environnements de soins de santé.
- Abolir la disposition du projet de loi C-7 permettant l'AMM pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale.
- Exiger que tout patient recevant l'AMM soit informé/rappelé immédiatement avant de la recevoir et ait la possibilité de retirer son consentement.
- Partager le droit des patients d'être soignés dans un environnement n'offrant pas l'AMM.
- Exiger que les professionnels de la santé approuvant les demandes d'AMM (évaluateurs) examinent et consultent directement le patient avant d'approuver la demande (par un examen virtuel au besoin).
- Exiger que les évaluateurs suivent une formation afin d'assurer qu'ils connaissent parfaitement et respectent les lois et les pratiques exemplaires sur l'AMM.

Nous allons aussi investir dans les soins palliatifs.

- Pour aider à faire du Canada un endroit où tous les Canadiens qui souffrent se voient offrir un répit, nous allons doubler les investissements fédéraux directs dans les soins palliatifs. Selon l'Association canadienne de soins palliatifs, moins de 30 % des Canadiens qui ont besoin de soins palliatifs les reçoivent.





Un plan détaillé pour assurer l'intégrité

En 2006, en réponse au scandale des commandites du Parti libéral, les conservateurs ont présenté la mesure législative anticorruption la plus sévère de l'histoire du Canada, la Loi fédérale sur la responsabilité.

Malheureusement, le gouvernement actuel montre que ces règles n'allaient pas assez loin. Au pire de la pandémie, les libéraux ont donné un milliard de dollars à un organisme de bienfaisance proche des libéraux qui offrait des contrats lucratifs aux membres de leur famille. Ils ont accepté des dons illégaux d'organisations faisant du lobbying auprès de leur gouvernement. Ils se sont ingérés dans le processus judiciaire pour aider leurs amis bien connectés. Ils pensent qu'ils ne sont pas sujets aux règles.

Nous avons besoin de lois plus sévères pour rétablir l'éthique au gouvernement, prévenir la dissimulation et assurer que le lobbying est correctement réglementé.

Les conservateurs du Canada vont adopter une **Loi anticorruption** afin de renforcer nos lois sur l'éthique, le lobbying et la transparence.

Éthique

Les conservateurs du Canada vont :

- Apporter de **nouveaux changements sévères au régime d'éthique du Canada** :
 - **Renforcer la Loi sur les conflits d'intérêts** en appliquant des pénalités monétaires pour toutes les infractions à la Loi. Justin Trudeau et Bill Morneau ont tous les deux manqué à l'éthique, mais n'ont fait face à aucune pénalité. Ça doit changer.
 - **Augmenter les pénalités monétaires prévues par la Loi sur les conflits d'intérêts** d'un maximum de 500 \$ à un maximum de 50 000 \$, l'amende étant proportionnelle à la gravité de l'infraction et aux antécédents et à la richesse personnelle du contrevenant.
 - **Modifier le Code de conduite des députés** pour empêcher les députés de toucher des honoraires d'allocation pendant qu'ils servent à la Chambre des communes puisque cela fait partie de leur travail.

Lobbying

Le seuil minimal de l'inscription des lobbyistes a été créé afin d'éviter d'imposer un fardeau indu aux organisations qui ne rencontrent le gouvernement qu'une seule fois ou qui rencontrent des représentants gouvernementaux de façon sporadique.

Malheureusement, il est aujourd'hui clair que les initiés libéraux abusent de cette règle pour éviter d'inscrire leurs contacts.

Les conservateurs du Canada vont :

- Assurer une pleine transparence en exigeant que toutes les sociétés et autres organisations qui font du lobbying s'inscrivent et signalent leurs réunions.
- Interdire le lobbying par un individu ou une entité sur une question faisant l'objet d'une poursuite criminelle, pour empêcher qu'un futur gouvernement libéral répète le scandale SNC-Lavalin.

Un gouvernement conservateur va respecter les obligations légales que ce gouvernement libéral ignore en procédant à l'examen de la *Loi sur le lobbying* et de la *Loi sur l'accès à l'information*, requis depuis longtemps, pour assurer qu'elles ont à jour et suffisamment sévère pour gagner la confiance des Canadiens.

Transparence : Mettre fin à la dissimulation

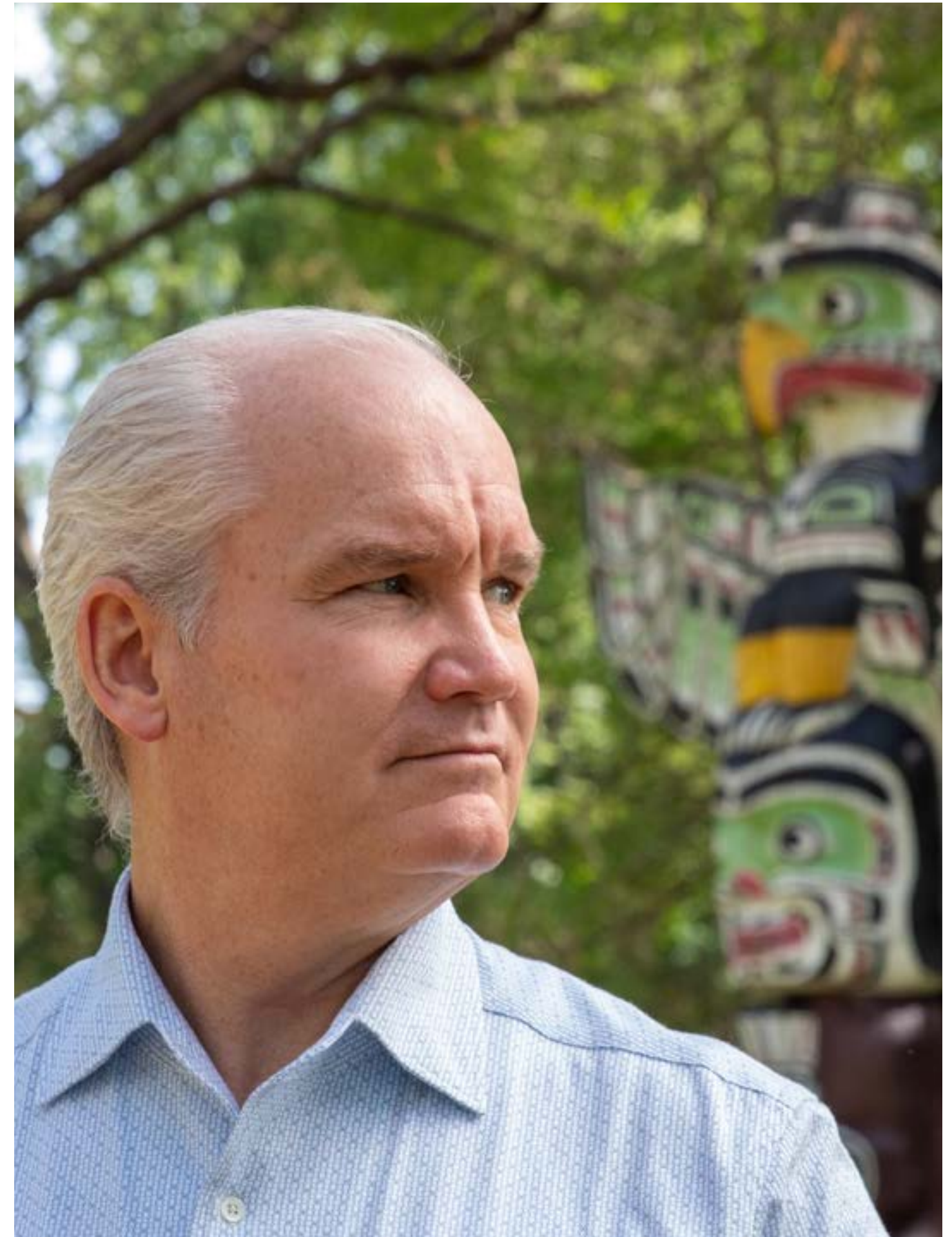
Même s'il est arrivé au pouvoir en promettant la transparence, ce gouvernement utilise tous les outils à sa disposition pour empêcher les Canadiens de connaître la vérité sur des **scandales comme celui de SNC-Lavalin**. Les Canadiens ont le droit de savoir ce que fait leur gouvernement.

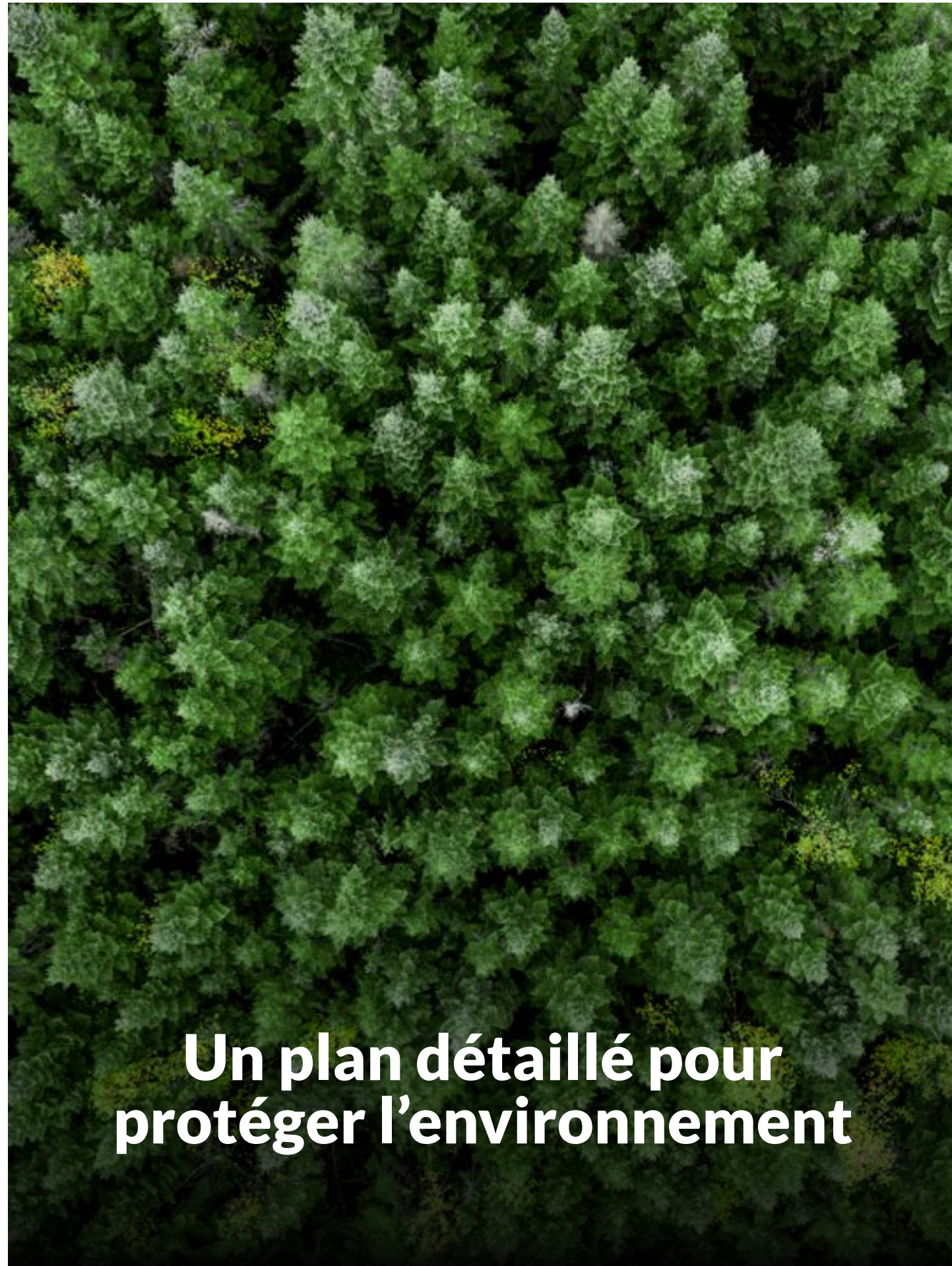
Les conservateurs du Canada vont :

- Interdire l'application d'accords de non-divulgence quand un particulier divulgue de l'information à une autorité légale ou demande des conseils médicaux ou juridiques.
 - Cela s'appliquera à toutes les entreprises sous réglementation fédérale, ainsi qu'au gouvernement.
- **Modifier la Loi sur la preuve au Canada** pour assurer que la confidentialité du cabinet ne peut plus être utilisée pour protéger des initiés contre des enquêtes criminelles.
 - Quand le gouvernement ne veut pas fournir de l'information ou permettre à la police d'interroger un responsable, la confidentialité du cabinet devra être affirmée par écrit par le greffier du Conseil privé, avec une explication des raisons pour lesquelles le gouvernement pense que la confidentialité doit s'appliquer.
 - La GRC pourra ensuite demander à la Cour fédérale d'avoir accès à l'information protégée par la confidentialité du cabinet.
 - L'information sera fournie à la GRC s'il y a un motif raisonnable de croire qu'une infraction a été commise et que l'information est pertinente à l'enquête.
 - Ce nouveau mécanisme mettra la barre haute afin de **protéger le principe de la confidentialité du cabinet** et d'assurer que les vraies délibérations du cabinet sont protégées. La confidentialité du cabinet vise à **assurer un bon gouvernement, non pas à cacher un comportement illégal**. Ces mesures protégeront notre démocratie contre les caprices de politiciens sans scrupules.
- Améliorer l'accès à l'information en donnant au commissaire à l'information le pouvoir d'ordonner aux ministères de fournir de l'information rapidement, pour mettre fin à la pratique utilisée par le gouvernement consistant à créer des retards interminables, au mépris de la loi.
- Renforcer la protection des dénonciateurs en créant un solide cadre législatif fédéral permettant de dénoncer les actes répréhensibles sans crainte de représailles.
- Obliger les ministères, les sociétés d'État et les organisations qui reçoivent des fonds publics à publier plus de données, selon les normes en vigueur.

Prévenir l'ingérence étrangère par une transparence accrue

Les conservateurs du Canada vont adopter une **Loi sur l'enregistrement des agents étrangers** exigeant l'enregistrement des particuliers et des sociétés agissant comme agents de commettants étrangers désignés (pays, société, entité ou particulier) à un titre politique ou quasi politique, ce qui comprend le lobbying, l'élaboration de politiques, la publicité et la mobilisation communautaire. Les exigences de divulgation viseront notamment le montant des paiements, la nature des relations et les activités réalisées.





Un plan détaillé pour protéger l'environnement

La protection de l'environnement a toujours été une valeur conservatrice essentielle. Notre parti a été créé par des agriculteurs, des chasseurs et des pêcheurs – des gens qui respectent les terres et les eaux que nous devons conserver, et qui en vivent.

Nous voulons un avenir vert pour nos enfants.

Un avenir d'air pur et d'eau propre, où les beaux espaces sauvages du Canada sont protégés. Un avenir où nous produisons moins de déchets et traitons les déchets que nous créons de façon responsable.

C'est l'avenir que les conservateurs du Canada envisagent et vont offrir aux Canadiens.

Les conservateurs du Canada vont agir pour protéger notre environnement.

Transport en commun

Nous allons investir immédiatement dans des projets qui vont mettre les Canadiens au travail, réduire les temps de déplacement et rendre l'environnement plus propre.

Conservation

Les conservateurs ont un fier bilan de solide défense de la conservation et de la création de parcs et de protection d'habitats critiques. En 2010, le gouvernement conservateur précédent s'est engagé à protéger 17 % des terres par l'intermédiaire de mesures pour les terres protégées et d'autres mesures de conservation efficaces. En janvier 2020, le Canada avait atteint cet objectif à 12 %.

Nous restons déterminés à atteindre cet objectif et allons l'augmenter à 25 %. Cependant, nous savons que le fait d'exprimer notre ambition uniquement selon la superficie des terres protégées pose un risque considérable. Si nous nous concentrons uniquement sur la superficie, nous aurons tendance à favoriser la création de grands parcs dans des régions éloignées, ce qui pourrait rendre plus difficile la protection de nos écosystèmes les plus menacés, qui se trouvent principalement dans les paysages fonctionnels du sud.

La protection des paysages fonctionnels du sud pose de nombreux défis, mais apporte de nombreux avantages. La majeure partie fait déjà l'objet d'une utilisation productive, et il est donc plus difficile de la protéger, mais sa protection est essentielle. Elle peut bénéficier considérablement aux communautés locales et est importante pour des choses comme la protection contre les inondations et la sécheresse, et la séquestration du carbone.

Pour protéger les terres partout au Canada, ce qui comprend les paysages fonctionnels du sud, les conservateurs vont :

- **Atteindre l'objectif** de protéger 17 % des terres et des eaux du Canada et viser l'objectif de 25 %, en se concentrant sur :
 - L'utilisation de la télédétection pour identifier les lacunes de conservation des paysages fonctionnels du sud et recueillir des données pouvant permettre de déterminer le potentiel des terres de fournir des écoservices.
 - La prise d'autres mesures de conservation par zone efficaces dans les paysages fonctionnels du sud.
 - La collaboration avec les communautés autochtones pour intensifier la création d'aires protégées et de conservations autochtones (APCA) gérées par des gardiens autochtones.
 - Le développement d'autres parcs et zones protégées partout au Canada.
- **Rétablir le financement du Fonds national de conservation des milieux humides et du Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives**, que Justin Trudeau a annulés.
- **Soutenir la protection des milieux humides et des bassins hydrographiques.** Nos milieux humides, rivières et lacs sont essentiels à notre qualité de vie. Ils nous fournissent de l'eau potable, des habitats critiques pour les poissons et la faune, et des possibilités récréatives.

Pour soutenir nos milieux humides, rivières et lacs, nous allons :

- Compléter le Répertoire des milieux humides du Canada.
- Étudier des façons de protéger les milieux humides sur les terres privées.
- Offrir un financement pour la protection des bassins hydrographiques, notamment en rétablissant le financement de l'assainissement du lac Simcoe et en maintenant le financement des Grands Lacs en Ontario et du lac Winnipeg au Manitoba.
- Créer un puissant incitatif pour les secteurs agricole et forestier afin de protéger l'environnement et de séquestrer le carbone avec un plus grand nombre de crédits compensatoires par zone.
- Investir 3 milliards de dollars additionnels d'ici 2030 dans des solutions climatiques naturelles axées sur la gestion des forêts, des cultures et des pâturages et la restauration des prairies, des milieux humides et des forêts.

Qualité de l'eau

Pour assainir nos eaux et protéger la qualité de l'eau, nous allons :

- **Mettre fin au déversement d'eaux usées non traitées**
 - Pour mettre fin à la pratique consistant à déverser des eaux usées non traitées dans nos lacs, nos rivières et nos océans, nous allons travailler avec les provinces, les territoires et les municipalités. Depuis qu'il est au pouvoir, Justin Trudeau échoue à protéger nos cours d'eau contre la pollution. L'une des premières choses qu'a faites ce gouvernement a été de permettre à la Ville de Montréal de rejeter 8 milliards de litres d'eaux usées dans le Saint-Laurent.
 - Nous allons renforcer les règles sur les bateaux de croisière dans les eaux canadiennes, selon les règles de l'Alaska, et empêcher le rejet des eaux usées.

- **Rétablir le Fonds d'assainissement du lac Simcoe**
 - Pour protéger cette ressource naturelle vitale dont tant de gens dépendent, nous allons rétablir le Fonds d'assainissement du lac Simcoe.
 - Justin Trudeau a annulé ce Fonds en 2017. Il finançait plus de 200 projets communautaires de rétablissement des populations de poissons et de faune, de plantation de milliers de nouveaux arbres et de réduction du rejet des eaux usées et des eaux d'égout.

Relever le défi des déchets de plastique

Nous reconnaissons tous que nous devons réduire l'utilisation de plastique à usage unique, minimiser la quantité de plastique jeté et garder le plastique loin de nos océans.

L'approche du gouvernement est forte en slogans, mais faible en action. Déclarer que le plastique est « toxique » n'aide pas notre environnement, mais chasse des emplois du Canada. Cette dernière année nous a rappelé l'importance de la capacité nationale de production de choses comme l'ÉPI. Nous devons assurer que nous fabriquons ces produits ici – de la manière la plus écologique possible – tout en éliminant de façon responsable les déchets que nous produisons.

Au lieu d'interdictions ou de déclarations pompeuses, les conservateurs du Canada vont se concentrer sur la réduction de l'utilisation du plastique à usage unique, assurant que les produits de plastique sont fabriqués de manière plus respectueuse de l'environnement, encourageant une économie circulaire et assurant que les déchets de plastique sont recyclés de manière responsable et ne se retrouvent pas dans les océans.

Les conservateurs du Canada vont :

- **Interdire l'exportation de déchets de plastique**
 - Pour gérer nos déchets de plastique, au lieu d'utiliser d'autres pays comme décharges, nous allons interdire l'exportation de déchets de plastique sauf si l'exportateur montre qu'ils seront recyclés. Trop souvent, le plastique que le Canada envoie vers des pays en développement ne l'est pas.
- **Travailler avec nos partenaires internationaux pour combattre le plastique dans les océans**
 - Pour lutter sérieusement contre le plastique dans les océans, nous devons reconnaître que c'est un problème mondial et qu'une grande partie du plastique qui se retrouve dans les océans provient des pays en développement qui n'ont pas les moyens de bien gérer le plastique. Le refus de Justin Trudeau de reconnaître cette réalité freine les efforts déployés par le Canada pour faire partie de la solution. Il y a de bonnes raisons pour lesquelles le Canada devrait mieux gérer ses déchets de plastique, mais ce n'est pas parce que nous contribuons beaucoup au plastique dans les océans. L'interdiction des pailles de plastique à Toronto n'aura aucun effet sur le plastique dans l'océan Pacifique.
 - Les conservateurs vont se concentrer sur le vrai problème et travailler avec nos partenaires internationaux pour s'assurer que le Canada contribue de manière significative aux solutions pratiques.
- **Améliorer la récupération de la valeur du plastique**
 - Nous allons travailler avec les provinces et les territoires pour augmenter la récupération de produits d'énergie propre et d'autres sous-produits utiles provenant des déchets de plastique. Les déchets de plastique sont un problème, mais aussi une ressource potentielle. La technologie va nous permettre de transformer le plastique – même le plastique non recyclable – en produits utiles comme des produits chimiques et des carburants renouvelables.



Un plan détaillé pour lutter contre le changement climatique

Le Canada ne peut pas ignorer la réalité du changement climatique. Il touche nos écosystèmes, nuit à nos communautés et endommage notre infrastructure. Alors que le monde continue de se mobiliser pour relever ce défi, cela va inévitablement apporter des changements. Cela posera des défis pour le Canada, mais présentera également des possibilités si nous faisons preuve de bon sens. Si nous voulons protéger notre avenir, nous devons être prêts aux deux éventualités.

Le monde aura de plus en plus besoin de produits plus propres, et les investisseurs vont exiger de réels efforts pour réduire les émissions. Heureusement, le Canada est bien placé pour être concurrentiel à cet égard. Tout ce dont il a besoin est d'un gouvernement qui veut aider les Canadiens à réussir dans tous les secteurs et dans toutes les régions du pays.

Nous allons lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement, mais nous n'allons pas le faire au détriment des travailleurs canadiens ou de l'économie. Les Canadiens ne peuvent pas se permettre l'augmentation de la taxe sur le carbone de Justin Trudeau.

Les conservateurs du Canada vont respecter notre engagement au titre de l'Accord de Paris et réduire les émissions d'ici 2030, mais sans que le gouvernement impose une taxe aux travailleurs canadiens et chasse les emplois et les investissements du pays.

Nous reconnaissons que la façon la plus efficace de réduire nos émissions est d'utiliser des mécanismes de tarification. Cependant, une approche axée sur le marché signifie que nous ne pouvons pas ignorer le fait que notre partenaire nord-américain intégré – les États-Unis – n'a pas encore de système national de tarification du carbone. De plus, l'état actuel du commerce mondial permet à certains des plus gros pollueurs du monde de s'en tirer au détriment des travailleurs canadiens. Tout plan sérieux doit reconnaître ces réalités.

La tarification du carbone ne devrait pas faire en sorte que les Canadiens envoient des milliards de dollars en nouvelles recettes fiscales au gouvernement – recettes que le gouvernement ne voudra que dépenser.

Pour atteindre notre objectif, nous allons travailler avec les provinces pour donner au Canada la possibilité optimale d'être un leader de l'action climatique. Nous allons réunir les provinces pour discuter des prochaines étapes de l'action climatique et de la façon dont nous pouvons travailler ensemble pour atteindre l'objectif du Canada. C'est le plan que nous présenterons aux provinces en tant que partenaire fédéral.

Compte d'épargne personnel pour la réduction du carbone

Les conservateurs du Canada vont travailler avec les provinces afin de créer un Compte d'épargne personnel pour la réduction du carbone national et innovateur. Ainsi, il y aura un prix pour la consommation de carbone sans qu'un sou aille au gouvernement. Ce compte sera complètement transparent et fera participer les consommateurs au processus consistant à créer un avenir plus faible en carbone.

Les Canadiens contribueront à leur Compte d'épargne personnel pour la réduction du carbone chaque fois qu'ils achèteront du carburant à base d'hydrocarbure. Ils pourront utiliser l'argent de leur compte pour des choses les aidant à mener une vie plus écologique. Ils pourront par exemple acheter un laissez-passer pour le transport en commun ou une bicyclette, ou épargner pour se procurer un chauffe-eau plus écoénergétique, des fenêtres à plus grande efficacité énergétique ou même un véhicule électrique.

Les familles et les entreprises canadiennes sont des pionnières de l'utilisation des programmes d'affinité ou de primes et ont une immense expertise de leur gestion et de leur utilisation. Ce programme fonctionnera de manière similaire et pourra être géré par un consortium d'entreprises, comme le système INTERAC.

Nous allons abolir le filet de sécurité de la taxe sur le carbone. Partout où une taxe sur le carbone est mise à l'essai, le gouvernement est incapable de résister aux milliards de dollars qu'elle rapporte. C'est le cas au Canada, où le gouvernement Trudeau ne rend aux Canadiens qu'une partie des revenus générés par la taxe sur le carbone, et où certains Canadiens, en particulier les agriculteurs et ceux qui vivent dans des régions rurales, sont injustement pénalisés. Justin Trudeau a déjà manqué à sa promesse en augmentant la taxe sur le carbone, et les Canadiens savent qu'il sera tenté d'utiliser les revenus connexes pour financer les plans de son gros gouvernement.

Notre plan assurera que tous les Canadiens pourront faire leur part pour lutter contre le changement climatique, de la façon qui leur convient le mieux, et à un prix carbone abordable : commençant à 20 \$ la tonne et augmentant à 50 \$ la tonne, mais pas plus. Même à ce faible prix, nous allons nous assurer que ça n'impose pas un fardeau excessif aux Canadiens à faible revenu et nous allons protéger les agriculteurs en assurant qu'ils ont des options abordables.

Les entreprises non sujettes au système de tarification fondé sur le rendement, mais qui achètent de l'essence, auront un Compte d'épargne commercial pour la réduction du carbone fonctionnant de façon similaire.

Plus de véhicules à émission zéro

Le transport en commun est important, mais soyons réalistes. Le Canada est un grand pays nordique où pour de nombreuses personnes, il est tout simplement impossible de renoncer à leur voiture pour utiliser le transport en commun. Même dans les villes et les banlieues, la plupart des familles ne peuvent pas relever les défis de travailler et d'être parents sans avoir au moins une voiture. Cela rend les véhicules électriques et à hydrogène encore plus essentiels pour atteindre nos objectifs en matière de climat. Les conservateurs du Canada vont promouvoir les véhicules à émission zéro en :

- Présentant un programme sur les véhicules à émission zéro comme celui de la Colombie-Britannique, exigeant que 30 % des véhicules légers vendus au Canada soient des véhicules à émission zéro d'ici 2030.
- Travaillant avec l'administration Biden pour renforcer les normes sur les émissions des véhicules en Amérique du Nord.
- Investissant dans l'infrastructure de transmission pour apporter l'énergie propre là où elle est requise et assurer que nos réseaux électriques peuvent supporter l'augmentation du nombre de véhicules électriques.
- Investissant un milliard de dollars dans la fabrication de véhicules électriques au Canada, ce qui comprend la production de batteries et de pièces, des solutions de micromobilité et des camions électriques.

- Investissant un milliard de dollars dans la technologie de l'hydrogène, ce qui comprend les véhicules à hydrogène.
- Travaillant avec les États-Unis pour établir une norme sur le chargement, puis ajouter des stations de charge obligatoire ou encore le câblage requis pour les chargeurs au Code national du bâtiment.
- Travaillant avec les provinces, les territoires et les municipalités pour encourager l'inclusion d'un nombre minimal de places de charge électrique aux nouveaux développements.
- Exigeant que chaque édifice où le gouvernement fédéral a des employés ou offre des services au public ait une station de charge électrique d'ici 2025.
- Soutenant l'amélioration de la transformation et du recyclage des batteries des véhicules électriques afin de réduire leur impact environnemental et le coût des véhicules sur le marché de la revente.

Réduction des émissions industrielles

Le Canada dispose maintenant d'un système pour réduire les émissions de carbone de l'industrie grâce au leadership des gouvernements provinciaux partout au pays.

Nous n'allons pas inutilement changer les règles. Justin Trudeau crée déjà une incertitude beaucoup trop grande en matière de réglementation, chassant des investissements et des emplois. Nous allons minimiser les changements apportés aux règles que l'industrie suit déjà afin de rétablir la réputation du Canada comme un endroit sûr où investir et créer des emplois.

Si nous devons apporter des changements, nous allons améliorer le système pour augmenter la réduction des émissions.

Nous allons le faire en proposant à l'administration Biden des normes nord-américaines minimales pour les secteurs industriels clés, soutenues par des ajustements à la frontière pour empêcher la fuite des émissions – et des emplois – vers des pays qui ont des normes moins sévères sur la protection de l'environnement et les émissions comme la Chine. Cela nous permettra d'augmenter les normes pour les secteurs exposés au commerce.

Au lieu d'établir une tarification du carbone arbitraire à l'avance, nous allons rendre la tarification industrielle tributaire de celle de nos principaux partenaires commerciaux – l'Union européenne et les États-Unis – en commençant par les régions qui ont un marché du carbone, et élargir cette tarification alors que les États-Unis créent un marché national. Cela assurera que nous visons l'atteinte des objectifs de Paris ensemble, tout en réduisant le risque que l'action climatique sérieuse chasse des emplois vers des pays concurrents.

Nous allons évaluer les progrès réalisés après deux ans et être prêts à établir une tarification du carbone industriel de 170 \$ la tonne d'ici 2030, mais seulement si l'adoption d'une tarification fondée sur celle de nos principaux partenaires commerciaux et le respect des normes nord-américaines n'assure pas que nous allons atteindre les objectifs de Paris.

Plus de gaz naturel renouvelable

Nous allons présenter un Programme sur le gaz naturel renouvelable, fondé sur la politique de la Colombie-Britannique, exigeant que 15 % de la consommation en aval soit renouvelable d'ici 2030.

Le captage du méthane de sources biologiques comme les fermes et les décharges permet de réduire les émissions de carbone et de créer une source d'énergie renouvelable. Nous allons établir une exigence minimale de 15 % de contenu renouvelable dans le gaz naturel d'ici 2030. Ainsi, le gaz naturel que nous consommons dans nos centrales, chaudières, chauffe-eau, sécheuses, cuisinières et autres appareils aura moins de répercussions sur l'environnement, et le méthane provenant de l'agriculture, des égouts et des décharges sera considérablement réduit.

Norme sur le carburant faible en carbone

Nous allons finaliser et améliorer le Règlement sur les combustibles propres afin de réduire les émissions de carbone de chaque litre d'essence (et des autres combustibles liquides) consommé, pour avoir une véritable Norme sur le carburant faible en carbone.

Nos améliorations seront entre autres les suivantes :

- Fonder notre Norme sur le carburant faible en carbone sur la politique de la Colombie-Britannique afin de réduire l'intensité des émissions des combustibles de transport de 20 %.
- Augmenter la capacité des secteurs agricoles et forestiers de créer des crédits compensatoires en améliorant la séquestration du carbone sur les terres agricoles et dans les forêts gérées, et encourager la protection de l'environnement dans ces secteurs. Cela permettra de réduire les émissions à un coût plus faible et de protéger les emplois canadiens.
- Rendre l'énergie de la biomasse propre et neutre en carbone, par exemple les déchets du bois ou les déchets agricoles, admissible aux crédits de carbone si c'est approprié.
- Reconnaître les lois existantes sur l'utilisation des terres et la biodiversité et les harmoniser aux règles provinciales.

Nous allons aussi diriger l'utilisation de carburants renouvelables dans les Forces armées canadiennes (FAC), qui consomme beaucoup de carburant, dans le but d'utiliser les achats des FAC pour stimuler l'augmentation de la production de carburants renouvelables au Canada.

Captage du carbone

Bien que les véhicules électriques gagnent vite en popularité, le fait est que le monde va continuer à consommer du pétrole et du gaz pendant des décennies. Nous pouvons faire notre part pour la planète en aidant à assurer que l'énergie consommée est produite de la manière la plus propre possible. Le secteur énergétique du Canada fait d'immenses progrès avec la réduction de son impact sur la planète, et nous allons travailler avec ce secteur pour l'aider à aller encore plus loin.

Le captage, l'utilisation et la séquestration du carbone (CUSC) sont un élément clé pour permettre à notre secteur énergétique d'être encore plus écologique et un pilier majeur de la transition énergétique.

Les conservateurs du Canada vont créer un crédit d'impôt pour accélérer le déploiement de la technologie CUSC dans le secteur énergétique et d'importantes industries qui n'ont pas beaucoup d'autres options que les carburants renouvelables, par exemple la production d'engrais et de produits chimiques. Ce crédit d'impôt comprendra une prime pour les installations qui adoptent la technologie CUSC avant 2030.

Les libéraux pensent que la seule façon de réduire les émissions est d'éliminer progressivement des industries entières et les emplois qui offrent un gagne-pain sûr à des centaines de milliers de familles canadiennes. Les conservateurs savent que nous ne pouvons pas créer un avenir plus propre si les Canadiens n'ont pas de travail.

Nous allons investir dans le captage direct dans l'air, une technologie prometteuse qui capte le dioxyde de carbone dans l'air. Le Canada est un leader dans ce domaine. En formant un partenariat avec des innovateurs canadiens afin d'assurer notre leadership dans ce domaine important, nous allons réduire les émissions au Canada et développer une technologie que le Canada pourrait bientôt exporter dans le reste du monde.

Au total, nous investissons 5 milliards de dollars dans la technologie CUSC.

Solutions climatiques naturelles

Nous allons investir 3 milliards de dollars additionnels d'ici 2030 pour trouver des solutions climatiques naturelles axées sur la gestion des forêts, des cultures et des pâturages, et la restauration des prairies, des milieux humides et des forêts. Ces solutions peuvent avoir de nombreux avantages. Non seulement elles aident à séquestrer le carbone, mais elles protègent les communautés et la faune.

Nous allons reconnaître et exploiter les pratiques durables de calibre mondial des secteurs agricoles et forestiers du Canada en :

- Reconnaissant et encourageant des pratiques permettant de réduire les émissions comme le travail minimal du sol et la gérance des nutriments 4B.
- Établissant des normes transparentes et fiables pour les crédits de carbone relatifs aux pratiques de gestion des terres dans le but de créer un marché de crédits compensatoires national. Ce marché relierait les programmes de conformité existants aux règlements fédéraux et provinciaux.
- Étudiant l'utilisation d'incitatifs pour protéger et améliorer l'infrastructure naturelle sur les terres privées qui contribue à l'atténuation et à l'adaptation, en nous concentrant sur les endroits ayant des répercussions en aval sur les régions habitées.
- Travaillant avec les provinces, les territoires et les secteurs agricole et forestier pour définir et soutenir les façons dont ils peuvent aider à améliorer la séquestration du carbone.
- Investissant dans la santé des forêts et la prévention et la détection des feux de forêt.
- Travaillant avec les communautés autochtones, notamment en élargissant les Aires protégées et de conservations autochtones (APCA) gérées par des gardiens autochtones.

Tarif frontalier sur le carbone

Nous allons défendre le Canada sur la scène mondiale en insistant pour que les gros pollueurs comme la Chine contribuent à faire leur part. Nous n'allons pas ralentir la croissance du Canada pendant que les pires pollueurs ne font rien.

Nous allons envisager l'imposition d'un tarif frontalier sur le carbone en fonction de la quantité des émissions de carbone liées aux produits importés. Les producteurs des pays dotés de mécanismes de réduction des émissions compatibles avec les nôtres en seront exemptés. Nous allons presser nos partenaires commerciaux américains d'adopter cette approche.

Politique des « cinq premières installations » pour déployer une nouvelle technologie de réduction des émissions

L'un des principaux obstacles au déploiement d'une nouvelle technologie de réduction des émissions est que les avant-gardistes paient souvent un prix élevé alors qu'ils apprennent à appliquer la nouvelle technologie à des situations en monde réel. Pour reconnaître cette réalité, nous allons offrir un allègement fiscal pour les cinq premières installations qui utilisent une nouvelle technologie qui permet de réduire les émissions et dont la mise en application est coûteuse.

Stratégie nationale sur l'énergie propre

Nous allons élaborer une Stratégie nationale sur l'énergie propre qui comprendra les éléments suivants :

- Renforcer le réseau électrique canadien : Un plan pour créer un réseau électrique plus propre et plus résilient, adaptable aux conditions et aux priorités régionales. Cela comprendra des stratégies de développement et d'agrandissement de réseaux intelligents, d'amélioration des interconnexions, d'augmentation de l'utilisation du stockage de masse, et de conception et de déploiement de nouvelles technologies d'énergie propre comme l'énergie nucléaire, l'hydrogène et l'énergie renouvelable.
- Leadership ESG-A : Les marchés de capitaux mondiaux recherchent de plus en plus une approche sérieuse des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et le Canada est devenu un leader mondial de l'engagement et des partenariats autochtones (A) dans le secteur énergétique. Le leadership ESG-A du Canada nous aidera à démontrer le leadership de notre secteur pétrolier et gazier en ce qui a trait à la réduction de l'intensité des émissions, à la saine gestion et aux partenariats autochtones, alors que nous cherchons à rééquilibrer le commerce mondial et les pratiques relatives aux ressources.
- Bâtir un avenir fondé sur l'hydrogène : Un plan pour étudier comment le Canada peut devenir un leader de la production d'hydrogène bleu et vert, comment la technologie de l'hydrogène peut contribuer à un avenir plus faible en carbone et comment le Canada peut jeter les fondations pour profiter du potentiel de l'hydrogène.
- Exportations de gaz naturel liquéfié : Grâce à son réseau électrique propre, le Canada peut produire le GNL le plus faible en émissions du monde. Le GNL peut être un important carburant de transition afin de remplacer le charbon comme source d'alimentation fiable, et être une alimentation de secours sûre en l'absence de stockage adéquat. Il peut aussi être un carburant de transition important pour les pays en développement voulant se défaire des combustibles de subsistance comme le bois et le fumier. Notre stratégie sera axée sur les exportations de GNL tout en assurant que les nouvelles usines sont électrifiées afin de réduire les émissions.

Plan pour des édifices propres

Il existe une réelle possibilité de réduire les émissions dans ce secteur, car l'amélioration de l'efficacité énergétique des édifices entraîne des économies à long terme, de plus la réduction des émissions est durable. Cependant, l'obtention de ces avantages pose des défis. Les coûts initiaux sont un obstacle considérable pour de nombreuses personnes, et nous n'avons pas suffisamment de travailleurs spécialisés pour faire ces rénovations en fonction de nos besoins d'ici 2050.

Dans le but de lancer la réduction des émissions des bâtiments d'ici 2030 et d'obtenir des résultats significatifs d'ici 2050, les conservateurs vont :

- Offrir un cadre réglementaire et financier facilitant les contrats de performance énergétique. Selon ce modèle, le secteur privé finance et fait des rénovations, et se fait ensuite rembourser par l'intermédiaire des économies réalisées. Notre programme sera inspiré de la SOFIAC au Québec.
 - Nous allons travailler avec les provinces et les territoires pour promouvoir les contrats de performance énergétique pour les édifices gouvernementaux et financés publiquement, notamment une « prime 2030 » qui offrira un avantage additionnel pour les édifices rénovés avant 2030.
- Élaborer un programme de fondations nettes zéro pour commencer à mettre en place les fondations requises pour atteindre nos objectifs de carboneutralité. Cela comprendra les mesures suivantes :
 - Continuer de développer les codes et les normes du bâtiment nécessaires pour soutenir les objectifs de carboneutralité pour les nouveaux édifices et les rénovations.
 - Concevoir des programmes pour les écoles de métier et les instituts soutenant la conception et la construction.
 - Améliorer les normes de certification.
 - Prendre des initiatives pour tester de nouvelles technologies et solutions pour réduire les coûts et accélérer les rénovations, en particulier dans le domaine de la rénovation domiciliaire.
- Travailler avec les provinces, les territoires et les services publics applicables pour réaliser une initiative de rénovation domiciliaire qui :
 - Offre un service de « concierge en efficacité énergétique » pour les propriétaires, qui auront ainsi un guichet unique pour connaître les programmes et obtenir de l'information.
 - Appliquer les leçons tirées des projets pilotes et des rénovations gouvernementales, institutionnelles et commerciales et les appliquer au contexte résidentiel.

Et beaucoup plus

Nous allons aussi prendre d'autres mesures pour réduire les émissions :

- Créer un processus accéléré d'évaluation de l'impact pour les projets permettant de réduire les émissions de GES.
- Investir un milliard de dollars dans de petits réacteurs modulaires, pour que cette source d'électricité et de chaleur sans émission soit utilisée partout au pays, notamment dans les sables bitumineux.
- Étudier le potentiel de l'imposition de nouvelles taxes aux grands voyageurs, aux véhicules de luxe non électriques et aux résidences secondaires afin de décourager les activités qui nuisent à l'environnement.

Les conservateurs du Canada vont présenter ce plan aux provinces, mais contrairement au gouvernement actuel, nous allons travailler avec elles, car c'est ainsi que nous obtiendrons des résultats optimaux.

Le leadership commence chez soi, mais le fait est que le Canada est responsable de moins de 2 % des émissions mondiales. Si nous voulons faire notre part au palier mondial, nous devons aider les autres pays à réduire leurs émissions – en particulier ceux qui n'ont pas notre richesse ou nos ressources.

À cette fin, les conservateurs du Canada vont :

- Exécuter une stratégie d'exportation de gaz naturel liquéfié pour éliminer le charbon pour la production d'électricité. L'utilisation de gaz naturel au lieu de charbon permet de réduire les émissions de moitié, et des pays partout en Asie veulent acheter le gaz naturel canadien. La paperasserie imposée par les libéraux fait en sorte que des projets majeurs comme Kitimat LNG risquent d'être annulés, ce qui va nuire à la planète et coûtera des emplois canadiens.
- Développer des marchés d'exportation pour la technologie nucléaire et l'uranium canadiens, afin d'aider les autres pays à produire plus d'électricité avec cette source d'énergie sans émission.
- Augmenter les exportations de nos ressources et produits les plus propres pour remplacer les produits dont la fabrication est plus polluante. Par exemple, le Canada produit de l'aluminium de façon plus écoénergétique que le reste du monde, et cette production sera encore plus propre alors que les producteurs canadiens continuent à innover. Alors que nous rendons les normes plus sévères ici au pays, nous avons la possibilité d'aider le reste du monde tout en créant des emplois chez nous.
- Exporter la technologie canadienne de réduction des émissions dans le monde entier

Notre plan a fait l'objet d'une analyse indépendante par Navius Research, un leader canadien des effets de la politique énergétique et climatique. Navius a simulé le résultat attendu de notre plan à l'aide d'un modèle tenant compte de toute l'activité économique au Canada.

Ce modèle est utilisé par la plupart des gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral pour évaluer l'impact de la politique climatique.

Navius a conclu que notre plan permettrait de réaliser pratiquement les mêmes réductions des émissions d'ici 2030 que le plan Un environnement sain et une économie saine, le plan du gouvernement de décembre 2020 visant à atteindre les objectifs de Paris, tout en stimulant l'emploi et l'économie.

Composer avec les effets du changement climatique

Il est primordial que le Canada contribue à réduire ses émissions, à la fois pour respecter nos engagements internationaux et pour assurer que le pays peut réussir dans un monde où l'action climatique sera une considération importante dans le cadre du commerce international. Cependant, comme le Canada produit moins de 2 % des émissions mondiales, nous devons reconnaître que même si nous atteignons la carboneutralité d'ici 2050, nous serons toujours aux prises avec les effets du changement climatique.

Le changement climatique augmente les risques de feux de forêt, de sécheresse, d'inondations et conditions météorologiques extrêmes. Le Canada subit déjà les conséquences de cette réalité, les paiements d'assurance qui sont liés aux événements environnementaux – surtout les inondations – ont considérablement augmenté depuis les 12 dernières années. Par conséquent, il est plus difficile d'assurer les habitations, le coût des assurances augmente et les paiements maximaux diminuent.

Les conservateurs du Canada vont assurer une résilience et mieux préparer le Canada aux effets du changement climatique en :

- Nommant un conseiller national sur la résilience aux catastrophes au Bureau du Conseil privé.
 - Ce poste sera semblable à celui du conseiller à la sécurité nationale et au renseignement créé après le 11 septembre. Son titulaire conseillera le Cabinet du premier ministre, aidant à assurer que le gouvernement est préparé aux futurs risques.
- Exécutant un plan d'action national sur les inondations, ce qui comprend la création d'un régime d'assurance contre les inondations résidentielles, afin d'assurer que tous les Canadiens bénéficient d'une protection financière tout en évitant les futures subventions gouvernementales.
- Concevant et exécutant une stratégie nationale d'adaptation climatique qui :
 - Repose sur des objectifs mesurables.
 - Répond aux préoccupations provinciales existantes sur la préparation aux inondations tout en utilisant les solutions du secteur privé pour réduire l'exposition et les dépenses gouvernementales.
 - Contre l'exposition aux feux de forêt et à la sécheresse en collaboration avec les agriculteurs, les éleveurs et les forestiers.
- Donnant une optique d'atténuation et d'adaptation aux investissements gouvernementaux dans l'infrastructure.
 - Les communautés doivent pouvoir définir les risques et être prêtes à y répondre. L'adaptation peut comprendre une infrastructure conçue pour résister aux conditions météorologiques extrêmes, mais elle pourrait aussi comprendre la conception d'autres infrastructures pour nous protéger contre les dangers connus. De toute façon, cela aidera les communautés à être prêtes en cas d'urgence.
- Travaillant avec les provinces et les territoires pour élaborer un plan sur l'infrastructure naturelle comprenant :
 - Une norme nationale pour évaluer la valeur de l'infrastructure naturelle.
 - Une exigence que les pratiques comptables du secteur public soient mises à jour pour assurer l'évaluation de l'infrastructure naturelle existante.
 - Des exigences pour incorporer la rétention de l'infrastructure naturelle dans les conceptions communautaires.
 - Des incitatifs pour que les agriculteurs et les propriétaires terriens protègent et restaurent l'infrastructure naturelle.
- Investissant dans la technologie pouvant améliorer la détection précoce des feux de forêt et mieux prévoir leur comportement.

**« UNE VOIE CRÉDIBLE POUR ATTEINDRE
LES OBJECTIFS DE PARIS EN 2030 »**

- Michael Bernstein,
directeur exécutif, Clean Prosperity

« UN PLAN SÉRIEUX »

- Nic Rivers,
*professeur agrégé, Université d'Ottawa,
et président, Recherche sur la politique climatique et énergétique*

**« ILS PRENNENT LA POLITIQUE
CLIMATIQUE AU SÉRIEUX »**

- Dale Beugin,
*vice-président, Recherche et Analyse,
Institut canadien pour des choix climatiques*





Un plan détaillé pour assurer la sécurité publique

Le travail le plus important de tout gouvernement est d'assurer la sécurité des Canadiens.

Les conservateurs du Canada sont conscients des menaces auxquelles nous faisons face – des pandémies aux feux de forêt, du terrorisme aux régimes voyous, et des gangs aux conjoints violents. Nous allons protéger les Canadiens et défendre les courageux hommes et femmes qui mettent leur vie en danger tous les jours pour nous protéger.

Justice

Les Canadiens sont en droit d'être protégés contre la criminalité violente et l'exploitation. Un gouvernement conservateur fera de ce droit une réalité pour les millions de Canadiens qui sont touchés par le crime.

Cependant, les Canadiens veulent aussi que notre système carcéral soit plus qu'un endroit où isoler les contrevenants de la société. Notre système correctionnel doit vraiment corriger – et offrir une voie vers une vie loin du crime.

Nous croyons aux mesures de dissuasion qui font une distinction claire entre ceux qui commettent des crimes et leurs victimes et victimes potentielles. Cependant, nous croyons aussi à ceux qui se détournent de façon permanente d'un passé criminel pour se tourner vers un avenir respectueux des droits des autres Canadiens.

Agir contre la violence conjugale

Depuis trop longtemps, nous laissons les gens qui se livrent à la violence conjugale s'en sortir avec une tache sur les doigts. Cela nuit considérablement aux innocentes victimes qui continuent à souffrir. De plus, cela pose un risque pour la communauté. Nous voyons régulièrement que les criminels qui commettent des actes de violence commencent presque toujours par s'en prendre à leur conjointe ou leur partenaire.

Les conservateurs du Canada pensent que nous devrions imposer des peines sévères à ceux qui agressent leur conjointe ou leur partenaire, tout en aidant les victimes à leur échapper et à rebâtir leur vie.

Les conservateurs du Canada vont protéger les victimes en :

- Modifiant le Code criminel pour faire une circonstance aggravante le fait que l'agression est commise quand la victime est dans une relation conjugale ou dépendante avec l'agresseur.
- Ajoutant une disposition au Code criminel précisant que l'infraction est un acte criminel et imposer une peine minimale exécutoire de deux ans si la Couronne peut démontrer que l'infraction de voies de fait, de voies de fait avec une arme ou causant des dommages corporels, et de voies de fait graves fait partie d'une conduite habituelle avec la victime, la Couronne devant donner un avis avant le procès de son intention d'imposer cette peine plus sévère.

- Interdisant aux personnes faisant l'objet d'un engagement à ne pas troubler l'ordre public ou d'une ordonnance préventive de posséder une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substances explosives ou toutes ces choses.
- Appliquer la *Loi de Clare* pour assurer que lorsque la police enquête sur une plainte de présumée violence conjugale, elle est tenue d'informer la victime des antécédents criminels pertinents du suspect.

Les conservateurs du Canada vont soutenir les victimes en :

- Aidant les femmes à fuir la violence conjugale et à se cacher de leur agresseur.
- Augmentant l'Allocation canadienne pour enfants de 500 \$ par mois par enfant pendant la première année, et de 250 \$ par mois, par enfant, pendant la deuxième année pour les femmes vivant dans des refuges, afin de les aider à faire la transition vers un logement à long terme.
- Créant un fonds pour encourager les établissements d'enseignement et les organisations du secteur privé à former des partenariats avec des refuges pour femmes afin d'offrir une formation professionnelle.

Contre la traite de personnes et l'exploitation sexuelle

Les conservateurs du Canada vont :

- Renforcer les lois sur la traite de personnes pour qu'elles respectent le Protocole de Palerme et éliminer l'exigence de prouver qu'un trafiquant a eu recours à la peur ou à l'intimidation envers une victime.
- Éliminer les enquêtes préliminaires dans les cas d'agression sexuelle pour empêcher aux victimes de revivre l'agression, ce qui comprend les enfants qui méritent notre protection.
- Modifier le Code criminel pour préciser qu'une infraction a lieu au Canada si, au moment de l'infraction, la victime se trouvait au Canada.
- Adopter une mesure législative pour assurer que les trafiquants de personnes purgent des peines consécutives pour de multiples infractions de traite de personnes.
- Modifier le Code criminel en ajoutant le proxénétisme à la liste des infractions désignées pouvant faire l'objet d'une confiscation des produits de la criminalité. Cela assurera que ceux qui profitent de l'exploitation sexuelle se voient confisquer leurs produits, comme les trafiquants de drogue et les organisations criminelles.
- Allouer 100 millions de dollars sur cinq ans à la formation des forces de police non provinciales dans les domaines suivants :
 - Exploitation sexuelle
 - Infractions relatives à la cybersécurité et en ligne
 - Enquête sur les agressions sexuelles

Lutter contre la violence des gangs de rue

Les conservateurs du Canada vont lutter contre la violence des gangs de rue, qui oblige beaucoup trop de Canadiens à vivre dans la peur en prenant les mesures suivantes :

- Engager 200 agents de la GRC additionnels pour lutter contre les gangs de rue et la contrebande d'armes et de drogue ;
 - Les agents seront basés dans la grande région de Toronto et la vallée du Bas Fraser et aideront à assurer la sécurité de nos communautés.
- Établir une liste des entités criminelles ;
 - Cela éliminera l'exigence que les procureurs prouvent qu'une organisation est criminelle, devant seulement prouver que l'accusé est membre d'une telle organisation.
- Modifier les dispositions sur la détention automatique du Code criminel en ajoutant :
 - « une infraction présumée perpétrée avec l'usage, une tentative ou une menace de violence et dont l'accusé a déjà été condamné au bénéfice d'une organisation criminelle, sous ses directives ou en association avec celle-ci. »
- Modifier le Code criminel pour que l'utilisation de la même arme à feu par deux individus distincts pour commettre un crime crée une présomption réfutable qu'une organisation criminelle a commis les infractions ;
- Former un partenariat avec le secteur privé afin de créer une stratégie de sortie des gangs de rue, mettant à profit le pouvoir du secteur privé de permettre aux contrevenants de se libérer d'un cycle de violence et de repartir à zéro à un nouvel endroit, avec un bon emploi et le soutien requis pour quitter une vie de crime ;
- Travailler avec des organisations partenaires partout au pays pour élaborer et élargir les programmes visant à sortir les jeunes des gangs de rue.

Combattre la violence armée en gardant les armes à feu loin des criminels

Les conservateurs du Canada vont lutter contre la contrebande d'armes en :

- S'attaquant à l'achat d'armes à feu par prête-nom en :
 - Modifiant la *Loi sur les armes à feu* pour qu'un particulier qui, à trois occasions distinctes pendant une année civile, transfère une arme à feu à des fins financières détienne un permis commercial ;
 - Modifiant le Code criminel pour ajouter les circonstances aggravantes suivantes à la détermination de la peine :
 - Le nombre d'armes à feu transférées
 - L'existence d'une contrepartie financière
 - Le montant de la contrepartie financière

- Modifier les dispositions du Code criminel sur l'importation non autorisée aux fins suivantes :
 - C'est une circonstance aggravante pour la détermination de la peine si plus d'une arme à feu est importée autrement qu'en vertu de la *Loi sur les armes à feu*.
 - Une peine minimale exécutoire de trois ans s'applique quand l'importation non autorisée est faite pour une contrepartie financière.
- Soutenir l'application de la loi spécialisée contre les armes à feu illégales ;
 - L'Agence des services frontaliers du Canada et la GRC, en collaboration étroite avec les autorités américaines, vont cibler les opérations de contrebande avant que les armes illégales atteignent la frontière, ce qui comprend l'amélioration de la contribution de la GRC aux équipes intégrées de la police des frontières.

Les conservateurs du Canada ont un plan pour agir contre l'utilisation criminelle des armes à feu. Nous allons :

- Modifier les dispositions du Code criminel sur la possession d'une arme à feu à des fins dangereuses, pour faire une circonstance aggravante à la détermination de la peine le fait qu'un individu commet l'infraction alors qu'il fait l'objet d'une interdiction en vertu de la Loi sur les armes à feu et s'il a déjà été condamné pour une infraction en vertu de cet article ou d'une infraction contre une personne alors qu'il était en possession d'une arme à feu.
 - L'infraction sera sujette à une peine de deux à dix ans.
- Modifier les dispositions du Code criminel sur la possession non autorisée d'une arme à feu en imposant une peine minimale exécutoire de deux ans si la personne faisait l'objet d'une ordonnance d'interdiction au moment des événements entraînant la condamnation ou a déjà été condamnée pour une infraction impliquant une arme à feu.
- Former un partenariat avec la police provinciale de l'Ontario pour élargir la base de données sur la surveillance et le contrôle des armes à feu, et prendre des mesures pour que tous les crimes armés soient soumis à un test et une analyse et qui soient ensuite rentrés dans la base de données.

Nous allons chercher à garder les armes à feu loin des mains des criminels. Cela présente un contraste avec les libéraux soient qui refusent d'agir contre les gangs de rue et qui harcèlent les chasseurs et les tireurs sportifs. Les conservateurs du Canada vont améliorer la réglementation des armes à feu légales pour qu'elle repose sur des données probantes et qu'elle soit axée sur la protection de la sécurité publique.

Nous allons commencer par abolir le projet de loi C-71 et le décret de mai 2020, et faire un examen de la *Loi sur les armes à feu* avec la participation des forces de l'ordre, des propriétaires d'armes à feu, des fabricants et du public.¹ Nous allons ensuite la mettre à jour en créant un système de classification simplifié et en le codifiant dans la loi pour bien préciser quels types d'armes entrent dans chaque catégorie et assurer que les décisions sur la classification peuvent être prises rapidement, le public et les propriétaires d'armes à feu ayant l'assurance qu'elles ne sont pas arbitraires. De plus, pour la première fois, la mesure législative comprendra des définitions des termes actuellement ambigus comme « variante ».

¹ Toutes les armes à feu actuellement interdites le resteront

Les conservateurs du Canada vont mettre à jour et améliorer nos lois sur les armes à feu en prenant les mesures suivantes :

- Obliger la remise automatique des armes à feu aux forces de l'ordre si un individu est accusé d'une infraction contre la personne, tout en exigeant que les forces de l'ordre remettent les armes à feu si l'accusation est rejetée ;
- Modifier la *Loi sur les armes à feu* pour autoriser un hôpital, un institut ou une clinique psychiatrique ou un professionnel de la santé à informer le contrôleur des armes à feu s'il traite une personne pour maladie mentale pour qui il a des motifs raisonnables de croire qu'elle possède une arme à feu et peut poser un danger pour elle-même ou autrui ;
- Élaborer une stratégie de prévention du suicide qui encourage les gens – ce qui comprend les propriétaires d'armes à feu légales – à demander de l'aide quand ils en ont besoin :
 - Le système actuel aggrave la stigmatisation liée à la santé mentale et dissuade les propriétaires d'armes à feu de demander de l'aide.
- Modifier les lois sur les armes à feu pour assurer qu'aucune expiration administrative ne peut entraîner la portée d'accusations criminelles ou la saisie des armes à feu d'un détenteur légal :
- Avant le renouvellement d'un permis expiré, il restera illégal d'acquiescer, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles armes ou des munitions.

Protéger les aînés vulnérables

Les Canadiens ont été horrifiés de constater l'année dernière que des aînés étaient laissés à eux-mêmes pendant que la COVID-19 se propageait dans certains établissements de soins de longue durée. Ceux qui abandonnent ou négligent nos aînés doivent être tenus responsables.

Les conservateurs du Canada vont offrir une protection plus solide aux aînés en modifiant les dispositions du Code criminel sur l'échec à fournir les nécessités de base afin de bien préciser que les dirigeants des centres de santé agréés sont présumés avoir un devoir légal envers les résidents de ces établissements.

Des peines appropriées pour les crimes les plus graves

Les conservateurs du Canada vont continuer à porter en appel la décision de la Cour d'appel du Québec sur la réduction de la peine du meurtrier de la Mosquée de Québec. Si la loi en vertu de laquelle il a été condamné est abolie, nous allons présenter une nouvelle mesure législative pour assurer que les meurtriers de masse sont sujets à des peines plus sévères.

Protéger les infrastructures essentielles

Les barrages ferroviaires de l'année dernière ont démontré l'importance et la vulnérabilité des infrastructures qui relient notre pays. Les conservateurs du Canada vont modifier le Code criminel pour faire d'une infraction punissable par procédure sommaire ou mise en accusation, selon la gravité de l'infraction, le fait d'entrer par infraction dans une infrastructure ou un système de transport public. Les manifestations pacifiques sont un droit fondamental au Canada, mais le respect de la primauté du droit fait en sorte que les barrages illégaux fermant une infrastructure critique, menaçant l'accès à des fournitures essentielles ou mettant des vies en danger, ne peuvent pas être tolérés.

S'attaquer à la criminalité rurale

Un trop grand nombre de politiciens et de journalistes qui vivent dans de grandes villes ignorent, ne comprennent pas, ou se fichent tout simplement de ce qui se passe hors des grands centres urbains. Le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces pour lutter contre le problème croissant de la criminalité rurale et pour que les familles dans les petites villes et les régions rurales se sentent en sécurité chez elles et sur leurs fermes.

Les conservateurs du Canada vont ajouter une mesure pour la détermination de la peine fondée sur la preuve qu'une infraction « visait une propriété ou une personne qui était vulnérable en raison de son éloignement des services d'urgence ».

Lutter contre l'incitation en ligne

Les Canadiens reconnaissent le lien qui existe entre l'incitation à la violence, en particulier en ligne, et les actes de violence au Canada et dans d'autres pays. Les conservateurs vont lutter contre l'incitation et la haine en ligne en criminalisant clairement les déclarations qui encouragent la violence envers d'autres personnes ou des groupes identifiables.

Les conservateurs vont aussi protéger les formes de discours, les critiques et les arguments qui n'encouragent pas la violence. La lutte contre le discours haineux est trop importante pour être laissée aux tribunaux des droits de la personne. Ceux qui encouragent la violence doivent être poursuivis au criminel.

Protéger la sécurité des communautés

La récente augmentation des crimes haineux horrifie les Canadiens, avec raison, et il faut agir. Les conservateurs du Canada vont :

- Doubler le financement du Programme d'infrastructure de sécurité ;
- Simplifier le processus de demande et éliminer la nécessité de démontrer le risque qui fait souvent en sorte qu'une institution doit faire l'objet d'un crime haineux pour être admissible au Programme ;
- Permettre que le financement soit utilisé pour des dépenses plus variées, par exemple des gardiens de sécurité et la formation de bénévoles.

Bien-être des animaux

Les Canadiens adorent les animaux, maintenant plus que jamais. Pendant la pandémie, de plus en plus de Canadiens ont adopté un animal de compagnie. Plus de la moitié des ménages canadiens ont maintenant un animal de compagnie et 90 % d'entre eux considèrent qu'il fait partie de la famille.

Cependant, la forte augmentation de la demande d'animaux de compagnie pendant la pandémie a entraîné la croissance d'usines à chiots et d'autres pratiques non éthiques, profitant de l'amour des Canadiens pour leurs animaux de compagnie. De plus, un trop grand nombre de ces animaux sont maltraités et, souvent, les agresseurs s'en prennent aussi aux conjoints et aux enfants.

Les conservateurs du Canada vont protéger les animaux et les humains qui en prennent soin en :

- Interdisant les usines à chiots :
 - Empêcher les éleveurs et les vendeurs non éthiques de tromper le public en disant qu'ils sauvent des animaux en les élevant dans de mauvaises conditions alors que ce n'est pas le cas ;
 - Interdire l'importation d'animaux élevés dans de mauvaises conditions ;
 - Renforcer la capacité de l'Agence canadienne d'inspection des aliments d'appliquer la réglementation existante et de saisir les animaux quand ils sont importés dans de mauvaises conditions ;
- Interdire les essais cosmétiques sur les animaux. Modifier la Loi sur les aliments et drogues et le règlement connexe pour mettre bannir cette pratique selon le modèle de l'Union européenne.
- Répondre au lien entre la violence contre les animaux et la violence contre les personnes :
 - Allouer dix millions de dollars par année pour former les juges et les procureurs sur le lien qui existe entre la violence contre les animaux et la violence contre les personnes ;
 - Améliorer l'échange d'information entre les agences sur le bien-être des animaux et le bien-être des enfants ;
 - Ajouter la cruauté animale comme circonstance aggravante pendant les poursuites pour violence conjugale afin de cibler les agresseurs qui blessent leur conjointe en blessant leur animal de compagnie.
- Soutenir les Femmes qui fuient la violence conjugale, sans qu'elles doivent abandonner leurs animaux de compagnie.
- Travailler avec le Conseil des ministres de l'Éducation pour promouvoir l'éducation humaine dans le cadre de la formation sur l'environnement et la durabilité.
- Répondre à la menace posée par le marché des animaux et le commerce des animaux sauvages :
 - Soutenir et encourager la fermeture des marchés mondiaux d'animaux sauvages mal réglementés qui posent un risque élevé de futures pandémies ;
 - Mettre fin à l'importation et au commerce des animaux sauvages ou exotiques et de leurs produits qui posent un risque élevé de propagation de zoonoses.





Un plan détaillé pour défendre l'intérêt national

Les Canadiens font face à des menaces croissantes pour leur sécurité. Une pandémie mondiale, les rivalités des grandes puissances, les organisations criminelles transnationales, le terrorisme, les campagnes de désinformation et les cyberattaques posent des menaces continues pour les Canadiens.

Les conservateurs du Canada vont :

- Nommer un ministre de la Sécurité nationale et publique chargé de protéger les Canadiens contre les menaces en s'occupant des données et de la cybersécurité, des opérations du renseignement, des menaces d'acteurs étrangers contre des résidents canadiens, du financement de l'extrémisme, de l'espace et de la surveillance, de même que les infrastructures industrielles et essentielles.
- Protéger la démocratie canadienne contre l'ingérence étrangère. Le gouvernement Trudeau a pris des mesures limitées pour contrer la désinformation et les opérations d'influence avant les élections fédérales de 2019. Ces efforts ont pris fin avec les élections et le gouvernement n'a pas élaboré ou exécuté de stratégie permanente pour répondre à la menace à long terme. Les conservateurs du Canada vont reconnaître que la guerre de l'information et les opérations d'influence ne ciblent pas seulement nos cycles électoraux, mais sont une menace constante pour l'ensemble de notre système démocratique.

Pour protéger notre démocratie contre l'ingérence étrangère, nous allons :

- Créer un groupe de travail permanent sur l'ingérence étrangère qui :
 - Contrera la désinformation et les opérations d'influence en ligne et dans nos rues. Il sera formé de la Défense nationale, Affaires mondiales Canada, le SCRS, le CST, les organismes provinciaux et municipaux, la société civile, les plateformes de médias sociaux et les médias.
 - Répondra aux menaces d'acteurs étrangers contre des résidents canadiens, notamment les opérations récemment signalées contre des diasporas au Canada ;
 - Travaillera avec nos alliés et d'autres démocraties pour surveiller, détecter et exposer les attaques et les menaces de désinformation d'acteurs étrangers.
- Adopter une Loi sur l'enregistrement des agents étrangers exigeant l'enregistrement des particuliers et des sociétés agissant comme agents de commettants étrangers désignés (pays, société, entité ou particulier) à un titre politique ou quasi politique, ce qui comprend le lobbyisme, l'élaboration de politiques, la publicité et la mobilisation communautaire. Les exigences de divulgation viseraient notamment le montant des paiements, la nature des relations et les activités réalisées.
- Faire une infraction le fait qu'une entité dépensant plus de 100 000 \$ pendant une année civile pour des activités politiques de toutes sortes (fédérales, provinciales ou municipales) reçoive des dons étrangers, de quelque montant que ce soit.

- Modifier la *Loi électorale* pour :
 - Interdire à toute entité recevant plus de 2,5 % de ses dons totaux de sources étrangères l'année précédant une période électorale de faire de la publicité pendant ou avant la campagne électorale.
 - Créer une obligation formelle de retracer tous les fonds dépensés pour une source canadienne par une entité pendant une période électorale.
- Réformer le droit canadien et la sécurité nationale :
 - Les conservateurs du Canada vont rechercher un consensus international et adopter une mesure législative pour décourager et sanctionner l'utilisation d'innocents civils comme boucliers humains ce qui :
 - Permettra au gouvernement d'imposer des sanctions aux pays et aux ressortissants étrangers qui prennent des Canadiens en otage.
 - Exigera que le gouvernement du Canada communique avec les familles des otages, les dirige vers les ressources et le soutien appropriés, et les aide à obtenir de l'information pertinente de tout ressortissant ou pays étranger qui ne veut pas fournir l'information directement aux familles.
 - Établira un cadre de collaboration multilatérale et bilatérale, reconnaissant que les pays qui partagent les mêmes valeurs doivent travailler ensemble s'ils veulent récupérer les otages de façon sécuritaire.
 - Permettra au ministre des Affaires étrangères d'offrir des récompenses monétaires et/ou l'asile aux ressortissants étrangers qui fournissent de l'information permettant la libération et le rapatriement d'otages canadiens, encourageant le soutien local et prenant soin des gens qui nous aident.
- Aider les victimes de terrorisme à rebâtir leur vie, en commençant par les familles du vol 752 d'Ukrainian Airlines.
- Mettre à jour la Loi de Magnitsky et appliquer la Diplomatie de Magnitsky en adoptant nombre des recommandations faites par Irwin Cotler, ancien ministre libéral de la Justice, que les libéraux de Trudeau refusent d'accepter, ce qui comprend :
 - Comblent les lacunes entre les particuliers et leurs complices. Les conservateurs du Canada vont élargir la liste des contrevenants visés par la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus* afin d'y ajouter les sociétés directement impliquées dans les violations des droits de la personne et les participants secondaires ;
 - Officialiser un rôle pour le public et le Parlement, offrant plus de transparence et encourageant la participation des Canadiens ;
 - Créer un mécanisme judiciairement contrôlé pour transférer les actifs gelés aux victimes, permettant la réclamation par celles-ci et les membres de leurs familles, et mettant un terme à l'exclusion des réfugiés ;
 - Coordonner l'application des sanctions avec nos alliés afin de maximiser leur effet dissuasif.

Défense

Beaucoup trop souvent, nous tenons pour acquises notre paix, notre sécurité et notre prospérité. Nous n'avons plus ce luxe aujourd'hui. Les conservateurs du Canada vont assurer que le Canada est préparé et capable de défendre nos intérêts nationaux et de protéger notre mode de vie.

Les conservateurs du Canada vont doter le Canada d'un plan pour le monde dangereux dans lequel nous vivons. Notre position défensive doit tenir compte des menaces grandissantes dans l'Arctique, le long de nos côtes, dans la mer, dans les airs et dans le cyberspace.

Soutenir les hommes et les femmes membres des Forces armées canadiennes (FAC)

Le fait de voir des militaires dans les établissements de soins de longue durée dans le cadre des éclosions de COVID-19 nous a de nouveau rappelé que les militaires mettent leur vie en péril pour protéger la vie et la sécurité des Canadiens. Nous avons le devoir moral de les soutenir et de leur donner les outils et le support dont ils ont besoin.

Les conservateurs du Canada vont reconnaître que l'atout de défense le plus important du Canada sont ces gens en :

- Mettant fin au harcèlement et à la discrimination et en faisant des FAC un meilleur lieu de travail :
 - Améliorer la participation des femmes, des peuples autochtones et des minorités visibles par un recrutement proactif au sein des communautés ;
 - Assurer aux militaires un environnement respectueux et professionnel, libre d'inconduite sexuelle et de discrimination ;
 - Exiger une enquête publique sur le harcèlement et la discrimination dans les Forces armées canadiennes et apporter des changements immédiats, notamment l'interdiction des commandants à avoir accès aux dossiers médicaux de leurs subalternes ;
 - Ordonner une enquête indépendante sur les inconduites sexuelles dans les Forces armées canadiennes ;
 - Adopter des politiques pour assurer que les futures plaintes sont faites à un organisme externe et indépendant de la chaîne de commandement ;
 - Faire de l'ombudsman des FAC et du Ministère de la Défense nationale un fonctionnaire du Parlement indépendant.
- Relever les défis posés par les déploiements et les affectations :
 - Comprendre la lourde pression posée par les opérations qui déchire des familles de militaires et mine la capacité de déploiement du Canada, déployant uniquement nos forces quand elles ont des missions claires et réalistes avec les ressources requises pour les réaliser ;
 - Prolonger les affectations quand c'est possible afin de permettre aux familles de s'installer ;
 - Travailler avec les provinces pour aider à assurer que le déménagement entre les provinces est le plus aisé possible pour les familles de militaires.
- Traiter en priorité le recrutement et la rétention, notamment en mettant l'accent sur le perfectionnement et l'acquisition de compétences afin de permettre à ceux qui veulent continuer à servir de le faire.
- Travailler avec les gouvernements provinciaux pour élaborer une mesure législative exhaustive sur la protection au travail qui protège les réservistes qui quittent leur emploi pour être déployés, car la défense de ses voisins ne devrait pas entraîner la perte de son emploi.

- Rétablir le Programme de formation des officiers de la Force régulière (PFOR) dans les universités civiles afin d'offrir des possibilités aux jeunes qui veulent servir leur pays.
- Harmoniser la formation commerciale dans les Forces armées aux qualifications Sceau rouge pour que le service militaire soit un incubateur de travailleurs qualifiés pouvant facilement faire une transition productive vers l'économie civile.

Défendre le Canada contre les cyberattaques

La sécurité nationale du Canada doit être prête à répondre aux menaces de cyberguerre. Pour le moment, les Forces armées canadiennes n'ont pas les cybercapacités dont elles ont besoin.

Pour s'assurer que nous sommes prêts, les conservateurs du Canada vont :

- Terminer la mise en place d'un cybercommandement correctement financé et équipé, tout en se dotant d'un personnel dédié afin de défendre le Canada contre les cyberattaques ;
- Augmenter la participation de la réserve au cybercommandement ;
- Établir une collaboration plus étroite entre le secteur privé de la cybersécurité et le cybercommandement des FAC ;
- Créer des capacités pour les cyberopérations.

Défendre notre souveraineté dans l'Arctique

Avec la fonte des glaces, nous ne pouvons plus dépendre de Mère Nature pour défendre notre Nord, que ce soit contre l'agression territoriale russe ou les dommages environnementaux causés par l'augmentation du trafic commercial. Les conservateurs du Canada vont :

- Augmenter le nombre de Rangers canadiens et leur mandat, tout en investissant dans leur équipement et leur formation.
- Remettre à neuf les emplacements d'opérations avancés de l'Aviation Royale canadienne et permettre aux autorités aéroportuaires civiles d'utiliser les pistes ou de construire des pistes voisines.
- Terminer l'installation navale de Nanisivik sur l'île de Baffin et développer une nouvelle base navale arctique à Churchill, au Manitoba, qui rendra l'Arctique plus accessible à la Marine toute l'année et permettra l'exploitation conjointe de ces ports avec les communautés locales.
- Déployer de nouveaux véhicules autonomes pour les opérations de surveillance aérienne et maritime dans l'Arctique dans le cadre d'une nouvelle stratégie sur la souveraineté, la dissuasion et la détection, Bagotville étant le site principal de l'aéronef télépiloté du gouvernement du Canada.
- Élargir la Constellation RADARSAT et lancer plus de satellites en orbite basse pour les télécommunications et la défense dans l'Arctique.

Moderniser le NORAD

Les conservateurs du Canada vont mettre à jour et améliorer le Système d'alerte du Nord dans le cadre du NORAD et l'élargir afin de protéger tout l'Arctique canadien, ce qui comprend nos archipels.

Être un partenaire fiable de l'OTAN : Renforcer le pilier de la politique de défense du Canada

L'OTAN est la plus grande force défensive sur terre. Pour qu'elle le reste, il faut que chacun de ses membres, dont le Canada, respecte certaines attentes et contributions.

Les conservateurs du Canada vont renouveler l'engagement du Canada envers l'OTAN en :

- Augmentant les dépenses pour la défense nationale afin de nous rapprocher de l'objectif de 2 %.
- Élargissant la contribution du Canada aux patrouilles aériennes dans la mer Baltique et à la présence avancée renforcée en Lettonie de l'OTAN.
- Intensifiant l'opération UNIFIER, la mission de formation militaire et de création de capacité militaire des Forces armées canadiennes en Ukraine, fournissant à l'Ukraine des armes létales et l'imagerie RADARSAT.
- Créant un Centre d'excellence de l'OTAN pour la défense de l'Arctique au Centre de formation de la BFC de Resolute Bay afin d'améliorer la coopération et l'interopérabilité avec nos alliés.
- Assurant la participation canadienne active aux missions de formation et aux Centres d'excellence de l'OTAN dans les domaines de la cybersécurité, des communications stratégiques et de la sécurité énergétique.

Défendre nos partenaires dans la région Indo-Pacifique

L'instabilité croissante dans la région Indo-Pacifique est une menace pour la sécurité que le Canada ne peut plus ignorer. Les conservateurs du Canada vont élargir notre participation à la défense régionale en se joignant au Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad).

Le Canada offre actuellement plusieurs navires militaires pour les opérations dans la région, mais n'avons pas de siège à la table des discussions sur la sécurité régionale dans le cadre du Quad.

Le Quad est une alliance stratégique informelle entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, souvent appelée « l'OTAN du Pacifique ». Il vise à contrebalancer l'autoritarisme, l'influence régionale et l'expansionnisme militaire croissants de la Chine afin de protéger la sécurité économique et nationale dans la région.

À titre de nation du Pacifique, le Canada a intérêt à se joindre à nos alliés pour protéger l'avenir dans la région Indo-Pacifique.

Investir dans nos Forces armées et notre économie

Les conservateurs du Canada vont simplifier l'approvisionnement militaire et accélérer l'acquisition du matériel militaire dont les Forces armées canadiennes ont désespérément besoin.

Un approvisionnement militaire efficace nécessite un sérieux leadership aux plus hauts niveaux du gouvernement canadien. À cette fin, les conservateurs vont nommer un ministre de l'Approvisionnement de la défense qui aura un réel pouvoir décisionnel.

De plus, les conservateurs vont éliminer la politique du processus d'approvisionnement et travailler avec tous les partis en utilisant le Comité permanent de la défense nationale pour obtenir des conseils sur les futurs projets d'approvisionnement militaire.

Les conservateurs du Canada vont traiter les approvisionnements suivants en priorité :

- Accélérer la sélection d'un nouveau chasseur pour remplacer nos vieux CF-18 par l'intermédiaire du concours ouvert actuel, et mettre la nouvelle flotte de chasseurs en service le plus rapidement possible.
- Maintenir les engagements envers la Stratégie nationale de construction navale en allant de l'avant avec les navires de combat de surface, les brise-glace, les navires de soutien interarmées et les vaisseaux de la Garde côtière canadienne.
- Dans l'attente de la finition des deux navires de soutien interarmées, commander le navire Obelix au Chantier Davie afin de compléter le navire Asterix et faire du chantier Davie un participant à part entière de la Stratégie nationale de construction navale.
- Entreprendre le processus de remplacement des vieux sous-marins de classe Victoria.
- Fournir deux brise-glace lourds armés à la Marine royale canadienne afin de contribuer aux efforts pour « posséder notre Nord » face à l'intensification des activités de la Russie et de la Chine dans l'Arctique.

Défendre nos anciens combattants

Il existe une confiance sacrée entre les Canadiens et les courageux soldats, marins et aviateurs qui font passer le service avant tout.

Pour nos anciens combattants, servir signifie traiter la sécurité et le bien-être de la nation en priorité. Ça signifie des familles laissées seules et, trop souvent, des blessures ou la mort.

Nous devons à nos militaires de reconnaître et de remplir notre obligation – notre promesse de prendre soin d'eux s'ils sont blessés au service de notre pays et de les aider, eux et leurs familles, à faire la transition vers la vie civile quand leur service est terminé.

Justin Trudeau a été élu en promettant de rétablir les pensions des vétérans et d'améliorer leurs prestations. Il ne l'a pas fait. Après avoir fait cyniquement appel à eux, il a tourné le dos à nos citoyens les plus dévoués.

Il est temps d'avoir un gouvernement qui se préoccupe vraiment de nos vétérans.

Les conservateurs du Canada vont :

- Mettre fin au gâchis créé par deux régimes de prestations – les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère des Anciens Combattants (ACC) – qui ne travaillent pas ensemble et les remplacer par un seul régime de prestations simplifié, de l'engagement au service, jusqu'à la retraite.
- Assurer la sécurité financière et soutenir la transition des vétérans blessés et de leurs familles.
- Simplifier le règlement des prestations et établir des objectifs de rendement pour que le régime de prestations soit axé sur l'aide aux vétérans, et non pas sur des procédures obsolètes.
- Permettre aux vétérans et à leurs familles de choisir leurs soins et leur réhabilitation.
- Mettre l'accent sur les soins, la compassion et le respect dans tous les aspects des services aux anciens combattants.
- Assurer que le régime de prestations est axé non seulement sur l'indemnisation, mais sur l'aide aux vétérans pour qu'ils réussissent une carrière gratifiante par l'intermédiaire de partenariats avec des universités, des collèges et des entreprises.

Les mesures spécifiques que les conservateurs du Canada vont prendre pour honorer cette confiance sacrée sont entre autres :

- Permettre aux médecins militaires qui sont conscients des exigences du service et des conséquences des blessures de diagnostiquer une blessure liée au service pour tous les cas traités par les FAC et Anciens combattants Canada (ACC).
 - Il ne faut plus permettre qu'une unique évaluation médicale nie la capacité de servir, et qu'une autre évaluation refuse le versement des prestations.
- Revoir le concept de l'universalité du service pour qu'il soit spécifique à l'emploi.
 - Le concept selon lequel tout le monde est tireur est obsolète et non adapté aux réalités de la guerre moderne et fait en sorte que des militaires blessés sont mis de côté et ignorés.
 - Les catégories de condition physique doivent être spécifiques à l'emploi et ceux qui veulent continuer à servir après avoir été blessés pourront recevoir une formation dans un domaine où ils peuvent le faire.
- Assurer la transition de tous les membres des FAC qui sont libérés pour des raisons médicales, ce qui comprend une formation dans les FAC jusqu'à ce que l'ensemble des prestations et des services des FAC, d'ACC et du Régime d'assurance-revenu militaire soient confirmés et mis en place.
- Offrir une Prestation d'invalidité permanente aux vétérans qui sont modérément à grièvement blessés.
- Faire du transfert vers la Force de réserve une option pratique et aisée, et ajuster les exigences de service pour équilibrer le besoin de formation à la réalité de l'adaptation à la population active civile.
 - Cela facilitera la transition des membres de la Force régulière et renforcera la Force de réserve.
- Assurer que les familles de militaires, en particulier les conjoints, reçoivent un soutien suffisant.
- Exécuter une stratégie pour lutter contre l'itinérance chez les anciens combattants et étudier la possibilité d'utiliser les logements militaires excédentaires pour loger les anciens combattants sans-abri.
- Couvrir le coût des chiens d'assistance pour le trouble stress post-traumatique (TSPT) et établir des normes de dressage.
- Permettre aux employés d'ACC de première ligne de traiter les réclamations.
- Terminer le Monument commémoratif de la guerre en Afghanistan.
- Financer des initiatives éducatives pour sensibiliser les Canadiens au service des vétérans et à la place du Canada dans le monde.



Un plan détaillé pour promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada

La politique étrangère du Canada n'a jamais été aussi importante depuis une génération. La façon dont nos dirigeants nationaux défendent les intérêts et les valeurs du Canada n'est plus quelque chose que nous pouvons ignorer ou tenir pour acquis. Pourtant, depuis six ans, le gouvernement Trudeau dirige un Canada qui a moins d'influence sur les enjeux qui touchent notre prospérité et notre sécurité.

Les conservateurs du Canada vont adopter une politique étrangère qui vise des alliances nouvelles et renforcées avec nos alliés démocratiques et partenaires économiques qui partagent nos valeurs. Nous allons affronter la menace posée par le Parti communiste chinois, soutenir la population chinoise et promouvoir une plus grande liberté. Nous allons être d'ardents défenseurs des droits de la personne, de la dignité et de la transparence.

Au 20^e siècle, le Canada était un fier chef de file des nations confrontant le mal et la tyrannie partout où ils existaient. Nous allons récupérer cet héritage et rebâtir notre position dans ce monde perturbé.

Les conservateurs du Canada vont défendre les intérêts du Canada, chaque décision sur la scène mondiale traitant en priorité :

- La sécurité et la souveraineté des Canadiens.
- La prospérité de notre population et de nos partenaires.
- Les valeurs démocratiques qui nous définissent.

Les conservateurs du Canada vont :

- Créer un Conseil sur l'intérêt national pour mettre en œuvre nos priorités à long terme en matière de sécurité et d'économie et augmenter l'influence stratégique et économique du Canada.
- Prendre les décisions que le gouvernement actuel néglige de faire, notamment mettre à jour la politique de défense de 2017 en fonction des réalités du nouvel ordre international, investir dans le leadership canadien au Groupe des cinq et renforcer les liens avec nos alliés nouveaux et traditionnels.
- En coopération avec nos alliés du Groupe des cinq, bâtir une capacité canadienne de contribution au renseignement étranger – axée sur la correction des lacunes existantes dans la compréhension des menaces que sont la coercition économique, les menaces numériques et l'ingérence étrangère.

Les conservateurs du Canada seront prêts, avec un plan clair et ciblé pour répondre aux priorités internationales de la population canadienne. Notre plan porte sur huit aspects.

1. Diplomatie dans le Nord et l'Arctique canadiens

Les intérêts stratégiques changeants et les changements climatiques transforment les enjeux relatifs à l'Arctique. La Russie élargit ses revendications sur le Nord canadien et établit une présence militaire dans l'Arctique. La Chine développe une capacité maritime arctique considérable et veut obtenir des intérêts dans les minéraux critiques.

Les conservateurs du Canada vont créer des infrastructures, de la réconciliation économique et de l'expression de notre souveraineté des priorités absolues de notre approche du Nord.

Notre plan pour le Nord prévoit des investissements considérables dans le renforcement de notre présence, ainsi qu'un plan économique pour développer nos ressources nordiques et les emplois connexes, et une vision de l'infrastructure nordique qui reliera le Nord au reste du Canada et du monde.

Les conservateurs du Canada vont former un partenariat avec les États-Unis et l'OTAN afin d'empêcher la Russie et la Chine de dominer notre Arctique, tout en investissant dans l'intensification de notre présence dans l'Arctique.

- Cela comprendra l'établissement d'un Centre d'excellence des opérations dans l'Arctique de l'OTAN, la réalisation d'exercices dans l'Arctique avec nos alliés et la protection du Nord canadien, des mers à l'espace.

2. Le Canada et l'Amérique – Amis et partenaires dans le monde

Notre alliance indispensable avec les États-Unis est négligée et diminuée : le gouvernement actuel échoue à mettre à jour notre partenariat économique et de sécurité. Les conservateurs du Canada vont travailler avec nos partenaires américains sur les enjeux critiques, comme le leadership nord-américain en matière de sécurité et de transition énergétique, les infrastructures partagées à la frontière et la responsabilité environnementale des pipelines situés sous la frontière, et une approche nord-américaine commune pour atteindre la sécurité sanitaire et assurer la reprise économique.

À cette fin, les conservateurs du Canada vont apporter une ambition renouvelée au succès d'un partenariat Canada-États-Unis dans le monde. Nous allons :

- Renforcer notre partenariat stratégique avec les États-Unis dans le cadre de la souveraineté de nos frontières et de nos côtes nordiques, relevant le défi posé par les ambitions militaires et économiques de la Russie et de la Chine dans l'Arctique en exécutant un ordre du jour commun de prospérité pour les gens du Nord, la gestion environnementale et la paix.
- Moderniser le NORAD face aux menaces partagées, des mers à l'espace, défendre nos intérêts partagés dans l'alliance transatlantique et former des partenariats plus étroits avec la concurrence stratégique mondiale.
- Avec les États-Unis, assurer un leadership dans toutes les Amériques – défendant nos intérêts et nos valeurs partagées avec nos partenaires dans le cadre de la gestion de la pandémie, de la reprise économique et de la résistance aux autocraties.

3. Une coopération fondée sur des principes de la scène mondiale, ce qui comprend les Nations Unies, la Francophonie et le Commonwealth

Les conservateurs du Canada vont remplacer la proclamation de vertu par un véritable ordre du jour international axé sur la défense de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit. Nous allons :

- Travailler avec nos alliés pour contrer les efforts déployés par la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres États qui minent activement les normes, et les institutions démocratiques et la primauté du droit.
- Présenter l'idée d'un Tribunal international sur la corruption chargé de poursuivre les pires contrevenants du monde qui refusent le progrès et la démocratie au détriment des plus vulnérables.

- Adopter une mesure législative pour créer un Bureau de la liberté de religion et de conscience afin de respecter l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
 - Dans les pires conflits du monde, la coexistence religieuse, l'extrémisme et les identités personnelle et collective sont souvent des lignes de faille stratégiques déterminantes.
 - Les conservateurs du Canada vont s'assurer que le Bureau de la liberté de religion et de conscience conseille les ministres canadiens sur les menaces pour la sécurité internationale, encourage la diplomatie auprès des communautés religieuses et informe les programmes canadiens de développement international afin de promouvoir la liberté, le pluralisme, la coexistence religieuse et la tolérance.
- Moderniser la diplomatie canadienne à la Communauté des démocraties, établissant des priorités qui améliorent la coopération démocratique contre les régimes autoritaires en croissance.
- Former de nouveaux partenariats en Eurasie par l'intermédiaire des relations diplomatiques historiques que les conservateurs du Canada ont établies avec le Protocole d'entente entre le Canada et l'imamat ismaélien.

Renforcer nos liens avec la Francophonie

D'ici 2050, le français sera la langue principale de plus de 700 millions de personnes dans le monde. Le Canada est un membre fondateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et nous pouvons jouer un rôle de premier plan.

Nous allons :

- Encourager une plus grande coopération économique entre les pays démocratiques membres de l'OIF pour aider cette organisation multilatérale à contribuer au réaligement des structures commerciales mondiales après la crise de la COVID-19.
- Faciliter le commerce et les investissements entre les entreprises canadiennes et les pays de l'OIF pour créer des liens économiques solides, en particulier entre le Canada et l'Afrique.

Renforcer nos liens avec le Commonwealth

Le Canada est membre du Commonwealth depuis sa création. Le Commonwealth est une association de 54 pays, la plupart ayant des liens historiques avec le Royaume-Uni et comprend plus de 2,4 milliards de citoyens répartis sur cinq continents.

Nous allons :

- Continuer à soutenir le Commonwealth of Learning. Le Commonwealth of Learning se trouve à Burnaby, en Colombie-Britannique, et vise à réduire la pauvreté et les inégalités des femmes et des enfants, en renforçant l'éducation dans les pays du Commonwealth afin d'offrir une éducation abordable à de nombreuses personnes à l'aide d'un apprentissage ouvert, à distance et fondé sur la technologie.

Un leadership aux Nations Unies

Les conservateurs du Canada vont traiter en priorité les intérêts et les valeurs du Canada aux Nations Unies, et ne pas plier devant les priorités des dictateurs et des despotes. Nous allons :

- Nous opposer aux dictateurs, défendre les groupes les plus marginalisés et être une voix forte pour les valeurs universelles.
- Ordonner un examen de tous les postes canadiens dans les institutions multilatérales, évaluant clairement les intérêts nationaux du Canada.
- Travailler avec les États-Unis et d'autres alliés internationaux pour contrer les efforts déployés pour faire du Tribunal pénal international un organisme politique.
- Promouvoir la réforme du Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour empêcher que les pays qui violent les droits de la personne en deviennent membres, tenir des séances d'urgence régulières pour répondre aux crises des droits de la personne dans le monde et empêcher le Conseil de cibler injustement Israël.

Promouvoir les droits de la personne

Les conservateurs du Canada ont entrepris et dirigé la lutte pour les droits de la personne dans le Canada moderne, plus particulièrement sous le premier ministre conservateur John Diefenbaker.

Diefenbaker était un avocat passionné par les droits de la personne. Il a présenté la première loi canadienne sur la protection des droits de la personne, la Déclaration canadienne des droits. Il a aussi radicalement réformé les lois sur l'immigration afin de réduire considérablement la discrimination raciale et a adopté une loi permettant aux peuples autochtones de voter aux élections fédérales tout en maintenant leur statut. Sa vision de la pleine égalité et de la pleine inclusion des nouveaux Canadiens doit être enseignée à toutes les générations.

Cet engagement envers les droits de la personne fondamentaux est essentiel pour les conservateurs du Canada. Pour défendre les droits de la personne et la démocratie, nous allons :

- Faire un examen exhaustif des lois sur les chaînes d'approvisionnement pour respecter l'engagement du Canada à ne pas importer de produits fabriqués par le travail forcé.
- Faire une infraction criminelle le fait que des Canadiens se rendent à l'étranger pour bénéficier de graves violations des droits de la personne, par exemple en étant complices du trafic d'organes en recevant un organe qui a été prélevé de force.
- Imposer des limites à la capacité du gouvernement du Canada d'accorder des dérogations permettant aux complices ou aux responsables de graves violations des droits de la personne de venir au Canada.
- Exiger que le ministre des Affaires étrangères présente un rapport annuel au Parlement sur le travail réalisé par le gouvernement pour protéger et promouvoir les droits de la personne et la démocratie.
- Exiger que le gouvernement du Canada tienne une liste publique des prisonniers d'opinion particulièrement préoccupants et crée des mécanismes permettant aux citoyens de faire des pétitions pour ajouter des noms à cette liste.

- Former un Comité consultatif des droits de la personne internationaux, avec une vaste représentation de diverses communautés culturelles et religieuses au Canada, afin de conseiller le gouvernement sur les enjeux internationaux liés aux droits de la personne.
- Modifier la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle afin d'empêcher l'aide au développement qui nuit à la paix et à la sécurité internationales.
- Mettre à jour la Loi de Sergei Magnitsky pour permettre au Parlement et à des groupes de citoyens de faire directement pression sur le ministre pour qu'il désigne des responsables en vertu de la Loi et exiger que le ministre réponde par écrit aux pétitions ayant un certain degré de soutien.
- Rétablir le leadership canadien dans la défense des minorités sexuelles persécutées. Le gouvernement Trudeau ne se tient pas aux côtés des défenseurs LGBTQ2+, préférant plier devant les régimes autoritaires. Un gouvernement conservateur va défendre clairement et avec assurance la dignité humaine inaliénable des personnes LGBTQ2+ et déployer des ressources pour aider leurs militants.

4. Le Canada est une nation du Pacifique

Contre l'agression chinoise

Nous devons tenir tête au gouvernement communiste chinois. Nous ne sommes pas contre la population chinoise – qui fait partie d'une civilisation ancienne qui contribue énormément à l'humanité. Nous soutenons particulièrement les Chinois canadiens dont la contribution au Canada est incommensurable et qui subit une augmentation sidérante de la haine et de la discrimination anti-asiatiques. Et nous soutenons les Ouïghours musulmans, les Tibétains, les adeptes du Falun Gong, les Hongkongais et les chrétiens chinois.

Nous nous opposons au gouvernement communiste et aux dirigeants chinois. Les dirigeants communistes représentent une menace claire et grandissante pour les intérêts canadiens et pour nos valeurs. Ils enlèvent nos citoyens, ciblent notre économie et intimident les membres de la communauté canadienne chinoise.

Pendant plusieurs années, les conservateurs du Canada ont été le seul parti à vouloir dénoncer ces faits évidents, qui sont confirmés par les plus proches alliés du Canada et de nombreux ONG, universitaires, groupes de réflexion et journalistes.

Les libéraux, le NPD, le Bloc et les verts ne prennent pas ces menaces au sérieux. La politique de Trudeau à l'égard de la Chine vise avant tout à améliorer les relations commerciales des libéraux bien connectés, et non pas à défendre les intérêts et les valeurs du Canada.

Les conservateurs du Canada vont :

- Travailler avec nos alliés pour créer une « coalition de démocraties » dans le but de détacher des éléments critiques de nos chaînes d'approvisionnement de la Chine.
- En tant que gouvernement du Canada, reconnaître le génocide des Ouïghours et encourager nos alliés à faire de même.

- Interdire les importations de produits fabriqués par le travail forcé des Ouïghours.
- Mettre fin aux politiques accordant un traitement spécial à Hong Kong, reconnaissant que la décision de Beijing d'attaquer son autonomie ne justifie plus ce traitement spécial.
- Soutenir la population de Hong Kong qui se bat pour la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit en :
 - Soutenant un programme de « jeunes talents » afin d'encourager les jeunes Hongkongais à venir étudier au Canada.
 - Éliminer les dossiers sur les arrestations, les accusations ou les condamnations relatives aux manifestations prodémocratie à Hong Kong au moment du traitement des visas.
 - Fournir de la documentation aux gens qui fuient Hong Kong et cherchent asile au Canada et qui ne peuvent pas se procurer cette documentation auprès des autorités de Hong Kong.
- Retirer le Canada de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures dirigée par la Chine.
- Interdire Huawei de l'infrastructure 5G canadienne et enquêter plus sur le rôle de l'entreprise dans l'offre de capacités de surveillance qui ont été utilisées contre les Ouïghours et d'autres minorités persécutées en Chine.
- Déconseiller aux universités de former des partenariats avec des entreprises et des organisations chinoises contrôlées par l'État et interdire aux conseils subventionnaires fédéraux de participer à ces partenariats.
- Accepter la proposition du Royaume-Uni de former une alliance numérique pour protéger les données des sociétés libres et la cybersouveraineté.
- Contrer les opérations d'influence étrangère de la Chine en sol canadien en :
 - Faisant bien comprendre aux diplomates chinois que toute implication dans l'intimidation ou les menaces envers quiconque au Canada sera un motif pour les déclarer persona non grata et les expulser du Canada.
 - Annulant le visa des ressortissants chinois qui, selon nos organismes de sécurité nationale, font de l'espionnage ou volent de la propriété intellectuelle.
 - Annulant le permis des radiodiffuseurs chinois dirigés et contrôlés par l'État qui font de la désinformation.
 - Interdire aux titulaires d'une charge publique de haut rang, pendant les cinq années suivant leur départ (ce qui comprend les anciens premiers ministres, ministres, greffiers du Conseil privé, sous-ministres, sous-ministres adjoints et ambassadeurs), de travailler pour ou d'avoir des contrats avec le gouvernement chinois ou une entité contrôlée par le gouvernement chinois. Cette interdiction s'appliquera au travail pour une firme de conseil ou juridique.
- Appliquer les sanctions de Magnitsky aux pires contrevenants aux droits de la personne de la Chine.
- Donner asile aux défenseurs de la liberté en Chine continentale et aux minorités persécutées, ce qui comprend notamment les Tibétains et les adeptes du Falun Gong.
- Mettre tout en œuvre pour assurer que les Jeux olympiques d'hiver de 2022 de Beijing ne servent pas de plateforme à la propagande chinoise internationale.

Un nouveau leadership dans la région Indo-Pacifique

L'importance de la région Indo-Pacifique au prochain siècle est évidente.

Alors que des démocraties comme l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis forment des alliances économiques et de sécurité dans la région, les libéraux de Trudeau ne font rien ou minent les relations du Canada avec les pays les plus importants de la région. Les conservateurs du Canada vont promouvoir de manière exhaustive les objectifs canadiens de l'ordre fondé sur des règles et des intérêts économiques et de sécurité du Canada.

Nous allons prendre les mesures nécessaires pour nous joindre au Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad), un réseau opérationnel croissant faisant la promotion de la sécurité régionale et protégeant l'ordre fondé sur des règles dans la région.

Dans le cadre de la défense de la prospérité et de la sécurité des Canadiens par l'intermédiaire de l'engagement avec la région Indo-Pacifique, ce qui comprend les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), cinq piliers vont définir l'engagement du Canada :

- Le commerce et la technologie, notamment la promotion du développement de règles sur le commerce numérique libre et ouvert, la défense des possibilités économiques avec des partenaires fiables et l'élimination des obstacles aux entreprises canadiennes.
- La diplomatie, notamment en assurant que les ministres de premier plan communiquent régulièrement avec les partenaires de la région Indo-Pacifique selon des objectifs clairs, et en faisant de Vancouver un centre de la coopération économique du Quad.
- La coopération stratégique, notamment en adoptant des politiques sur le commerce et les investissements qui donnent aux démocraties la priorité dans le cadre de la stratégie commerciale du Canada.
 - Cela comprendra une plus grande coopération pratique avec Taïwan, augmentant la mission diplomatique du Canada à Taipei au niveau de la Maison du Canada et soutenant la participation de Taïwan aux forums multilatéraux.
 - Nous allons travailler avec le Blue Dot Network États-Unis-Japon-Australie pour promouvoir des partenariats économiques et d'infrastructure afin de développer la région.
- Des solutions énergétiques et climatiques canadiennes, notamment en soutenant l'énergie canadienne et un leadership pour la transition énergétique, et une alternative propre et sensible au climat à l'initiative de la nouvelle route de la soie.
- La sécurité, notamment en participant avec nos alliés aux patrouilles de la liberté de navigation, en améliorant le partage d'information et en offrant une formation conjointe avec nos partenaires de la région.

Le Canada et l'Inde entretiennent de solides relations bilatérales de longue date. Le Canada a une grande communauté indo-canadienne multiethnique et multireligieuse dynamique de plus d'un million de personnes. Les conservateurs du Canada vont rétablir les relations du Canada avec l'Inde en :

- Reprenant les pourparlers sur le libre-échange entrepris sous le gouvernement conservateur précédent et sabotés par Trudeau, tout en cherchant à conclure un traité sur les investissements, tirant profit des forces du Canada en tant que l'un des plus gros investisseurs du monde en Inde.
- Proposant des exercices de sécurité conjoints réguliers avec l'Inde en tant que partenaire essentiel du Dialogue quadrilatéral sur la sécurité.
- Cherchant à conclure un partenariat stratégique à long terme sur l'énergie nucléaire et la transition énergétique.
- Prenant des initiatives dans les domaines de la technologie, de la médecine, de l'énergie et de l'infrastructure afin de renforcer la sécurité économique, avec des objectifs clairs.

Partout en Asie du Sud, avec le Pakistan, le Bangladesh, le Népal, le Sri Lanka et d'autres pays, les conservateurs du Canada vont :

- Promouvoir la croissance et les partenariats économiques.
- Promouvoir la sécurité et la coopération économique régionales.
- Soutenir la transparence financière de tous les investissements en infrastructure et en technologie.
- Renforcer la résilience démocratique et la société civile.

5. Le Canada au Moyen-Orient

Des changements considérables ont lieu dans la région, des pays trouvant une cause commune dans la paix et la prospérité par l'intermédiaire des Accords d'Abraham. Dans toute la région, les conservateurs du Canada vont élaborer et promouvoir un ordre du jour cohérent, défendant la sécurité, la prospérité et les valeurs canadiennes.

Le régime iranien soutient le régime de Bachar el-Assad en Syrie, le Hezbollah au Liban, la rébellion des Houthis au Yémen, et le Hamas à Gaza, créant les pires catastrophes humanitaires causées par des conflits au monde. Pourtant, Justin Trudeau ne demande pas de comptes au régime iranien. Les conservateurs du Canada vont :

- Tenir le régime iranien responsable pour ses ambitions nucléaires imprudentes, son soutien malveillant au terrorisme international et ses violations des droits de la personne.
- Imposer les sanctions de Magnitsky aux pires contrevenants aux droits de la personne.
- Appliquer la motion adoptée au Parlement et désigner le Corps des Gardiens de la révolution ismalique (CGRI) comme une entité terroriste.
- Défendre les droits des femmes, les droits de la personne et la démocratie avec des défenseurs iraniens.
- Créer un Cyrus Trust international, encourageant de bonnes relations entre les populations de la région dans les domaines des arts, de la culture, de l'éducation et de la société civile.
- Exiger la justice et l'indemnisation des familles des victimes du vol PS752 d'Ukrainian Airlines, appliquant les sanctions de Magnitsky et prenant des recours juridiques contre les responsables.

Les conservateurs du Canada soutiendront toujours l'existence d'Israël en tant qu'État juif démocratique souverain, ainsi que son droit à l'autodétermination et à vivre dans la paix et la sécurité. Pour améliorer les relations bilatérales et soutenir Israël dans la région, les conservateurs du Canada vont :

- Établir des objectifs clairs afin d'améliorer la coopération économique, politique et de sécurité, pour le bien des deux pays.
- Reconnaître que Jérusalem est la capitale d'Israël et y installer l'ambassade du Canada.
- Rétablir la politique de longue date de ne pas cibler Israël aux Nations Unies et aux forums internationaux.
- Combattre la délégitimation d'Israël, notamment en nous opposant au déni des 5 000 ans d'histoire juive partout au Moyen-Orient.
- Boycotter Durban IV en septembre 2021.
- Nous opposer à la politisation du Tribunal pénal international et à son intrusion dans les négociations bilatérales entre les Israéliens et les Palestiniens.
- Promouvoir et soutenir les initiatives régionales qui encouragent la paix entre Israël et ses voisins.

Pour soutenir les aspirations de la population palestinienne et trouver une solution à deux États pour créer un État palestinien, les conservateurs du Canada vont :

- Soutenir le statu quo religieux actuel entourant la mosquée Al-Aqsa / le mont du Temple et reconnaître le rôle spécial que la Jordanie joue dans la protection des lieux saints à Jérusalem.
- Améliorer l'aide de façon ciblée dans les domaines de la gouvernance et de la capacité institutionnelle en soutien à la création d'un État palestinien.
- Créer un compte en fiducie Canada-Territoires palestiniens au Fonds monétaire international afin d'offrir une formation et des instruments économiques quand une solution à deux États sera trouvée.
- Investir dans l'habilitation économique des Palestiniennes et soutenir des projets économiques et de société civile, et créer un Fonds international pour la paix entre les Israéliens et les Palestiniens.
- Augmenter les initiatives commerciales et encourager la coopération économique entre le Canada et les Territoires palestiniens et, après la création d'un État palestinien, négocier un accord de libre-échange distinct.
- Après des négociations réussies sur un accord final sur le statut, améliorer la représentation du Canada à une ambassade dans un futur État palestinien.

Partout au Moyen-Orient, les conservateurs du Canada vont :

- Tirer profit du bilan de soutien aux pays majoritairement musulmans, notamment la nomination du premier ambassadeur musulman et du premier ambassadeur à l'Organisation de la coopération islamique.
- Augmenter le soutien aux femmes, aux enfants et aux minorités vulnérables par l'habilitation économique et démocratique, l'éducation et la santé comme fondements d'une paix et d'une sécurité durables.
- Établir des relations stratégiques avec les Émirats arabes unis et dans toute la région de la Mer Rouge.
- Soutenir la reconstruction de Beyrouth.

6. Renouveler le leadership canadien à l'Alliance transatlantique

À titre de membre fondateur de l'Alliance transatlantique, le Canada doit faire preuve de leadership en assurant l'ordre international fondé sur des règles, en défendant les intérêts partagés et en mettant l'Alliance à jour. Avec les menaces émergentes pour les Canadiens, le Canada ne peut pas agir seul et doit être un partenaire engagé d'une alliance de nations déterminée à contrer les régimes autoritaires.

Les conservateurs du Canada vont :

- Élargir et approfondir les relations économiques, politiques, de renseignement et de sécurité avec les pays baltes et l'Ukraine.
- Rétablir le leadership canadien sur le flanc oriental en matière de cybersécurité, de sécurité énergétique et de lutte à la désinformation.
- Soutenir la société civile biélorusse et russe dans sa défense de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit.

Les liens entre les Canadiens et les Ukrainiens sont indéfectibles. Le Canada a été le premier pays occidental à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine après la chute de l'Union soviétique. Le gouvernement conservateur précédent a dirigé le soutien international à l'Ukraine quand Vladimir Poutine a envahi l'Ukraine et annexé la Crimée. Les conservateurs du Canada ne reconnaîtront jamais l'annexion illégale du territoire ukrainien.

Pour montrer ce leadership renouvelé, nous allons :

- Permettre aux Ukrainiens d'entrer au Canada sans visa.
- Élargir l'Opération UNIFIER en Ukraine, l'opération de formation militaire du Canada.
- Élargir l'Opération REASSURANCE en Europe de l'Est, la principale opération militaire internationale du Canada pour le moment.
- Rétablir l'offre de données RADARSAT-2 à l'Ukraine, actuellement refusée par les libéraux.
- Offrir une aide militaire défensive à l'Ukraine, ce qui comprend une aide améliorée à la formation des forces armées ukrainiennes à l'OTAN.
- Soutenir les réformes démocratiques afin d'augmenter la transparence et l'intégrité.
- Intensifier le recours aux sanctions de Magnitsky afin de demander des comptes au régime de Vladimir Poutine.

7. Les Amériques : Un leadership dans l'hémisphère

Travaillant partout dans les Amériques, et en coopération avec les États-Unis et l'Organisation des États américains, les conservateurs du Canada vont rétablir un leadership fondé sur des principes pour le développement et la stabilité. Alors que nous sortons d'une pandémie mondiale, les conservateurs du Canada vont chercher à rétablir des possibilités économiques et à renforcer la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Nous allons :

- Protéger nos voisins d'Amérique centrale contre la corruption, ouvrant des avenues pour des possibilités économiques plus significatives, et soutenant leur résilience démocratique et géopolitique.
- Soutenir des partenariats dans les Caraïbes, qui assurent la protection contre les catastrophes et la gestion d'urgence, l'établissement de relations en matière de sécurité sanitaire et le renforcement de la coopération contre le blanchiment d'argent et le piratage.
- Former de solides liens avec des alliés dans la région, ce qui comprend l'Alliance du Pacifique, pour créer des possibilités commerciales pour les entreprises canadiennes, avec des partenariats plus solides pour la croissance économique.
- Confronter l'autoritarisme qui menace la paix et la stabilité de notre hémisphère, notamment en soutenant le rétablissement pacifique de la démocratie et des droits de la personne au Venezuela et au Nicaragua.
- Poursuivre notre engagement de longue date envers la stabilité et le développement économique en Haïti.
- Soutenir la population de Cuba dans sa poursuite de la démocratie et de la liberté.

8. Un vrai leadership avec les partenariats africains

Les conservateurs du Canada vont répondre à l'importance stratégique croissante de l'Afrique et son potentiel économique en exécutant une stratégie pour un engagement à long terme fondé sur les partenariats, pas la condescendance. Le dynamisme démographique du continent, sa croissance économique et sa pertinence stratégique nécessitent un plan avisé pour promouvoir les intérêts canadiens.

Les conservateurs du Canada vont :

- Profiter pleinement des possibilités offertes par l'Accord de libre-échange continental africain, avec des partenariats sur les infrastructures, la transition énergétique, la technologie, les minéraux et la sécurité alimentaire.
- Travailler avec nos partenaires pour soutenir l'Afrique de l'Est dans son développement des données et de l'infrastructure.
- Chercher à former un partenariat de sécurité avec l'Union africaine, axé sur la stabilité et le partage de renseignement au Sahel.
- Établir une perspective stratégique à long terme avec des pays africains clés comme le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Maroc.

Développement international

Les conservateurs du Canada vont assurer l'intégrité de notre aide au développement international, traitant en priorité la performance et la croissance économiques des partenaires du Canada. Nous allons réformer, et non pas réduire, l'aide au développement international – maintenant les niveaux actuels tout en améliorant l'efficacité de l'aide canadienne et en augmentant l'engagement avec le secteur du développement, le secteur privé et les diasporas.

Paix et sécurité

Tout en maintenant un engagement clair à offrir une aide dédiée, les conservateurs du Canada vont s'assurer que notre politique défend les intérêts et les valeurs du Canada et produit des résultats concrets. Nous allons accorder la priorité aux régimes et aux États qui combattent la corruption.

- Les conservateurs du Canada vont aligner le développement international sur les priorités canadiennes en matière de paix et de sécurité. Nous allons :
 - Assurer que l'aide canadienne au développement ne soutient pas l'initiative de la nouvelle route de la soie du Parti communiste chinois.
 - Modifier la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle* pour que les fonds ne servent pas à défendre les intérêts de régimes hostiles.
 - Protéger les jeunes risquant d'être radicalisés en faisant preuve d'un leadership qui font la justice, la démocratie et l'éducation au pluralisme les caractéristiques dominantes de la promotion des résultats du développement et de l'amélioration de la sécurité mondiale.

Les conservateurs du Canada vont :

- Défendre proactivement les programmes d'éducation axés sur l'inclusion, le pluralisme et les droits de la personne, selon les histoires et les traditions locales, et y investir.
- Retirer le financement aux programmes non alignés sur les valeurs canadiennes (dont ceux de l'UNRWA, à moins qu'ils soient considérablement réformés) et le remplacer par de nouvelles initiatives éducatives qui défendent la dignité humaine universelle, le pluralisme et la coexistence pacifique.
- Former des partenariats avec la société civile locale pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences sur le leadership, l'intégrité et le travail d'équipe.
- Soutenir les réformes des systèmes de police et de justice qui renforcent la primauté du droit, assurent la justice aux plus marginalisés du monde, et offrent aux plus vulnérables la sécurité dont ils ont besoin pour améliorer leur situation.

- Dans le cadre de nos efforts pour promouvoir la justice, nous allons nous concentrer sur la lutte contre l'extrémisme, la traite de personnes et l'utilisation d'enfants soldats, et abolir toutes les formes d'esclavage moderne.
- Nous allons créer des partenariats de développement international stratégiques avec des alliés régionaux, pour lesquels les efforts combinés et les forces complémentaires multiplient les résultats.
 - Cela comprendra un engagement avec le Blue Dot Network et le Clean Network dans le cadre de les infrastructures réelles et numériques.
- Les conservateurs du Canada vont établir une allocation de 250 millions de dollars destinée à l'Enveloppe de l'aide internationale du Canada afin de créer une résilience chez les démocraties fragiles. Cette allocation servira de fondations pour des programmes bilatéraux sur la démocratie, offrant une formation, des ressources et un soutien aux personnes qui confrontent des régimes autoritaires et se battent pour défendre leur démocratie.

Un leadership canadien sur la sécurité alimentaire mondiale

La réponse aux besoins de sécurité alimentaire dans le monde entier est un élément essentiel du développement international et de la sécurité internationaux, exigeant des approches à court et à long termes. Les producteurs agricoles canadiens de calibre mondial peuvent être des partenaires indispensables des pays en développement dans le cadre de l'aide, de l'expérience et des technologies humanitaires. Nous allons traiter en priorité un approvisionnement alimentaire résilient et durable pour les plus vulnérables.

Les conservateurs du Canada vont :

- Renforcer le soutien canadien aux développements agricoles à long terme par l'intermédiaire de partenariats, du partage de technologies et d'information et d'une formation avec les producteurs des économies émergentes.
- Identifier et créer des coalitions à des endroits stratégiques dans le monde pouvant aider à développer un réseau mondial d'infrastructures visant la sécurité alimentaire, infrastructures que les organisations canadiennes pourront aider à construire et à approvisionner.

Abolir les obstacles

Les conservateurs du Canada vont réformer la coûteuse réglementation « direction et contrôle », assurant l'intégrité des dépenses sans exiger que les projets dans les pays en développement soient directement contrôlés par des organismes de bienfaisance canadiens.

- Ce changement permettra aux organisations canadiennes de former des partenariats respectueux avec des organisations sur le terrain dans les pays en développement et de réduire la dépendance envers l'aide humanitaire en transférant les fonctions administratives et de surveillance aux organisations et aux responsables locaux.

Aide humanitaire d'urgence

Pour répondre aux besoins à court terme pendant des catastrophes, les conservateurs du Canada vont soutenir l'innovation et l'aide humanitaire, offrir des quantités adéquates de produits sauvant des vies au coût unitaire le plus bas possible et soutenir intelligemment la reprise et la croissance à long terme. Nous allons mettre sur pied un programme afin d'utiliser des solutions canadiennes pendant les opérations d'intervention internationale en cas de catastrophe.

De nouveaux outils pour le financement du développement, de l'innovation et de la croissance durable

Les conservateurs du Canada pensent que la création d'emplois est le meilleur antidote à la pauvreté et que la prospérité économique réduit les conflits internationaux. Tout en maintenant un engagement solide et clair envers le développement international, les conservateurs du Canada s'engagent à former des partenariats avec des Canadiens afin de créer de nouveaux outils qui maximisent la croissance économique. Nous allons :

- Former des partenariats avec les marchés et les diasporas afin de réduire la pauvreté et de stimuler le développement économique.
 - Les conservateurs du Canada vont former des partenariats avec les diasporas au Canada afin de financer et d'améliorer les effets du développement économique. Cela comprendra l'augmentation des retombées économiques et l'utilisation accrue d'instruments financiers axés sur le marché.
- Mettre un terme à la façon fragmentée dont les libéraux gèrent nos institutions de financement et le consolider en créant la Société de financement de développement du Canada.
- Créer le Pacte pour la croissance postpandémie. Alors que le monde sort de la pandémie, il est temps d'augmenter les investissements, l'innovation et la construction d'infrastructures pour la distribution des vaccins et la sécurité sanitaire à long terme dans les régions les plus pauvres et les plus désavantagées du monde.

Un plan détaillé pour assurer l'avenir des peuples autochtones du Canada



Les peuples autochtones et tous les Canadiens devraient s'attendre à ce que leur gouvernement reconnaisse les droits autochtones issus de traités et travaille avec ceux-ci en tant que nations partenaires pour répondre aux défis de longue date. Les récents événements montrent l'ampleur des obstacles auxquels les peuples autochtones ont fait face dans toute l'histoire du Canada et les Canadiens sont plus déterminés que jamais à aller de l'avant avec la réconciliation. À ce moment particulier de l'histoire du Canada, il est primordial d'axer nos efforts sur des solutions durables qui ont des retombées réelles et significatives pour la qualité de vie des peuples autochtones.

De récents rapports, dont ceux de la Commission de vérité et réconciliation et de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées, ont dévoilé de graves lacunes entre les possibilités et offerts aux peuples autochtones et non autochtones. Tous les paliers de gouvernement doivent travailler avec ces derniers pour réaliser de réels progrès afin de combler ces lacunes.

Les conservateurs du Canada veulent former un véritable partenariat afin que les nations autochtones aient une place juste et sécuritaire pour prospérer et être autonomes au sein du Canada. Cela commence par faire de la reconnaissance des droits des Autochtones une priorité absolue, et c'est dans cette optique que nous allons aborder toutes les questions autochtones. Il faut aussi faire de sérieux efforts pour écouter, apprendre, comprendre et démontrer notre engagement durable par l'intermédiaire de nos actions.

Présenter des excuses pour les injustices passées

La conscience des Canadiens a été ébranlée par la découverte de tombes non marquées sur les sites d'anciens pensionnats autochtones. Cette découverte nous a durement rappelé la douleur qu'ont dû vivre les enfants autochtones, leurs familles et leurs communautés. Bien que la voie vers la réconciliation soit longue et difficile, nous devons agir maintenant et présenter des excuses pour les injustices passées perpétrées au nom du gouvernement du Canada.

Les conservateurs du Canada vont :

- Élaborer un plan exhaustif pour exécuter les appels à l'action 71 à 76 de la Commission de vérité et réconciliation (CVR).
- Financer l'enquête sur tous les anciens pensionnats autochtones du Canada où des tombes non marquées pourraient se trouver, ce qui comprend les sites où des enfants ont déjà été découverts.
- Assurer que des ressources appropriées soient offertes aux communautés pour réinhumer, commémorer et honorer les personnes découvertes dans le cadre de l'enquête, selon la volonté de leurs proches.
- Créer un ensemble de ressources détaillé et exhaustif pour sensibiliser les Canadiens de tous âges à l'histoire tragique des pensionnats autochtones.
- Ériger un monument national à Ottawa pour rendre hommage aux survivants des pensionnats autochtones et à tous les enfants perdus.

La prospérité par un partenariat

La reconnaissance des droits des Autochtones a été durement gagnée après des décennies de lutte par les Premières Nations, les Inuits et les Métis devant les tribunaux et par l'intermédiaire des négociations de traité. Ce fut un périple long et difficile alors que les Canadiens cherchaient à comprendre ces droits et à leur donner vie. Ce périple est loin d'être terminé.

Les peuples autochtones veulent pouvoir se prononcer sur ce qui se passe sur leurs territoires traditionnels. Ils veulent être de véritables partenaires du développement responsable de ces terres, notamment par des possibilités et un accès opportun au capital pour soutenir leur participation. Le gouvernement libéral aime parler de ce partenariat, mais il échoue continuellement à consulter les Premières Nations et les gouvernements territoriaux avant d'annuler des projets et de bloquer des possibilités qui bénéficieraient directement aux communautés autochtones.

Les industries des ressources naturelles du Canada ouvrent la voie en trouvant de nouvelles façons de former des partenariats avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Les industries des ressources naturelles emploient de nombreux employés issus des peuples autochtones. Dans de nombreuses régions, ces industries sont le meilleur moyen de sortir les communautés rurales, éloignées et isolées de la pauvreté. De nombreux détenteurs de droits des Premières Nations et d'autres droits autochtones concluent des ententes sur les retombées et des partenariats sans précédent avec des entreprises privées, ce qui entraîne de meilleurs projets et des possibilités accrues pour les communautés autochtones et non autochtones.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) affirme le droit des communautés autochtones de profiter de possibilités et d'avantages économiques découlant du développement des ressources sur leurs territoires traditionnels.

Un gouvernement conservateur va respecter et défendre ces droits en :

- Travaillant avec des organisations dirigées par les Premières Nations, dont la Coalition des grands projets des Premières Nations, le Conseil des ressources indiennes, le Conseil canadien pour le commerce autochtone, le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones, la National Coalition of Chiefs et l'Alliance des Premières Nations pour le GNL, afin de soutenir les communautés qui veulent être des partenaires de bons projets qui respectent nos normes environnementales élevées.
- Créant la Société canadienne des possibilités autochtones afin d'aider les organisations des Premières Nations et inuites qui veulent avoir une participation en capital dans des projets majeurs.
 - Fondée sur l'Alberta Indigenous Opportunities Corporation, elle réalisera des analyses de marché rigoureuses afin de garantir des prêts aux groupes autochtones pour qu'ils puissent investir dans des projets de ressources naturelles et d'infrastructures.
 - Nous allons allouer un montant initial de cinq milliards de dollars pour les investissements dans des projets, partout au pays.
- Exigeant que les futurs gouvernements consultent les communautés autochtones avant d'annuler des projets approuvés quand des ententes sur les avantages ou des partenariats ont été conclus ou sont en cours de négociation.
- Appliquant l'article 18 de la DNUDPA et en travaillant avec les Premières Nations afin d'élaborer un processus transparent que les communautés peuvent utiliser pour déterminer qui les représente pendant les consultations si ce ne sont pas les chefs élus.
- Travaillant avec les détenteurs de droits des Premières Nations et d'autres droits autochtones pour élaborer un processus de consultation permettant un dialogue plus efficient.

- Créant un processus d'examen environnemental simplifié pour les gros projets, en partenariat avec les Premières Nations, pendant l'étape de l'évaluation environnementale.
 - Cela encouragera la formation rapide de partenariats, permettra d'intégrer les connaissances traditionnelles et consolidera la confiance envers le processus d'évaluation.
- Soutenant les aires protégées autochtones ayant une importance culturelle sans aliéner les futurs avantages pour la communauté autochtone visée si elles sont utilisées d'une manière qui maintient ces protections.
 - Soutenir un programme de gardiens autochtones pour aider les communautés à développer et à maintenir des aires protégées, entre autres choses.

Favoriser l'égalité des chances

La réussite des entreprises autochtones est essentielle à la réussite du Canada. Les entreprises autochtones peuvent prospérer et soutenir des communautés saines, mais font face à de nombreux obstacles propres aux peuples autochtones, notamment les législations paternalistes comme la Loi sur les Indiens, les communautés isolées, le manque d'infrastructure, le manque de possibilités de réseautage et la nécessité d'une création de capacité et de soutien à la communauté.

Pour favoriser l'égalité des chances et encourager les entreprises autochtones à réussir, les conservateurs du Canada vont :

- Allouer un financement ciblé de quatre millions de dollars sur trois ans pour l'embauche et la formation d'agents de développement économique locaux et régionaux.
- En collaboration avec des organisations municipales et des Premières Nations, promouvoir des mécanismes pour améliorer les relations entre les municipalités et les Premières Nations voisines.
- À l'aide des infrastructures existantes des organisations nationales autochtones (ANSAF et CCCA), promouvoir la formation managériale afin d'améliorer et de promouvoir la réussite des entreprises autochtones.
- Créer un Programme de mentorat des entreprises autochtones permettant aux communautés et aux entrepreneurs autochtones de recevoir les conseils d'autres qui ont réussi.
- Moderniser la Loi sur la gestion des terres des Premières Nations pour qu'elle soit plus conforme à l'Accord-cadre.
- Engager 25 millions de dollars pour un programme national de soutien à la police et de formation communautaire afin de réduire les taux d'incarcération dans les communautés autochtones.
- En collaboration avec des groupes communautaires autochtones, créer un groupe de travail national au sein de la fonction publique canadienne afin d'encourager les demandes des communautés autochtones.
- Faciliter l'obtention de contrats gouvernementaux par les entreprises autochtones en :
 - Établissant des objectifs et des mécanismes de responsabilisation pour les agents d'approvisionnement ministériels.
 - Assurant que les règles d'approvisionnement n'excluent pas inutilement les entreprises autochtones légitimes.
 - Donnant des réponses constructives aux soumissionnaires refusés.
 - En collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), recherchant de nouvelles mesures (ou améliorant les mesures existantes) par l'intermédiaire de la Politique des retombées industrielles et technologiques afin d'augmenter la participation des entreprises autochtones aux industries de la défense et de la sécurité.

Assurer l'autodétermination

Les conservateurs du Canada pensent que la prestation de services dans les réserves des Premières Nations est gérée de façon optimale par les Premières Nations elles-mêmes. De nombreux modèles efficaces démontrent que la délégation de la prestation des services aux Premières Nations peut fonctionner. On l'a constaté dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services à l'enfance et à la famille.

Nous allons :

- Améliorer la capacité de gouvernance des Autochtones en formant de jeunes leaders autochtones, notamment par l'intermédiaire de l'Institut des administrateurs de sociétés.
- Permettre à l'administration financière des Premières Nations de monétiser le financement gouvernemental, exploitant le marché pour dynamiser leurs infrastructures.
- Rester ouverts à l'étude de nouveaux modèles pour financer et offrir les services sociaux et les infrastructures essentielles.
- Élaborer, en collaboration avec des groupes autochtones, un Plan d'action national pour contrer la violence envers les femmes et les filles autochtones.
- Consulter les Premières Nations afin de réformer les modèles de financement actuels dans le but de leur permettre de se soustraire à la gestion par des tiers, de réduire la paperasserie et d'offrir une voie plus claire, avec de meilleurs incitatifs, vers le financement global.

Eau potable

Le fait que de nombreuses communautés autochtones n'aient toujours pas d'eau potable salubre est une honte nationale. L'eau potable est essentielle à la santé et au bien-être, et la réalisation de progrès significatifs doit être une priorité pour tout gouvernement.

Les conservateurs du Canada vont :

- Reconnaître que de l'eau potable salubre est un droit humain fondamental et mettre un terme aux avis à long terme sur l'eau potable.
- Cibler les systèmes de distribution d'eau à haut risque.
- Travailler avec les communautés autochtones afin de trouver de nouvelles approches, par exemple une gouvernance régionale ou de coalition, qui aideront à assurer que les systèmes de distribution d'eau sont protégés et continuent à offrir de l'eau potable salubre à long terme.

Santé mentale

Tragiquement, les taux de suicide sont beaucoup plus élevés chez les peuples autochtones que chez les non Autochtones. Cette crise de santé mentale, alimentée par une combinaison de traumatismes intergénérationnels, de pauvreté et de nombreux autres facteurs, ne fait que s'aggraver avec la pandémie de COVID-19.

En répondant au problème de la pauvreté et aux lacunes en infrastructure, nous pourrions améliorer les facteurs de risque pour la santé mentale à moyen et long termes, mais il est évident qu'il faut offrir une aide maintenant.

Les conservateurs du Canada vont :

- Allouer un milliard de dollars sur cinq ans aux programmes de santé mentale et de traitement de la toxicomanie chez les Autochtones.
- Soutenir des approches novatrices qui répondent aux crises de santé mentale et de toxicomanie, notamment des programmes de traitement sur le territoire et données en langues autochtones.
- Soutenir le développement de programmes de santé mentale et de traitement de la toxicomanie par les peuples autochtones afin de former le palier communautaire et de permettre la prestation de programmes culturellement appropriés, offerts en langues autochtones.

Stabilité de l'aide aux Autochtones en milieu urbain

Les conservateurs du Canada vont négocier des accords de financement à plus long terme avec les organisations autochtones en milieu urbain afin d'offrir une stabilité et de meilleures possibilités de planification.

Une main-d'œuvre autochtone qualifiée

Le développement économique autochtone fera en sorte qu'il y aura plus de possibilités d'emploi dans les métiers spécialisés. Malheureusement, plusieurs obstacles créent une sous-représentation des peuples autochtones à ces postes.

Les conservateurs du Canada vont :

- Travailler avec des groupes autochtones, les provinces, les territoires et des organisations professionnelles pour identifier les possibilités d'améliorer l'accès des travailleurs et des jeunes autochtones aux programmes d'apprentissage.
- Dans le cadre de nos investissements dans la formation professionnelle, investir dans des programmes de formation de métiers spécialisés conçus en partenariat avec le secteur privé, des organisations autochtones et les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de maximiser les possibilités d'emploi.

Large bande dans les communautés autochtones rurales

Les peuples autochtones qui vivent dans des régions rurales et éloignées ont encore moins accès à internet que les autres Canadiens qui vivent dans des régions rurales et éloignées. Seulement 24 % des ménages dans les communautés autochtones ont accès à Internet haute vitesse, comparativement à 37 % des ménages ruraux et 97 % des ménages urbains. En conséquence, les peuples autochtones bénéficieront considérablement de notre plan visant à connecter tous les Canadiens à Internet haute vitesse d'ici 2025.

Cependant, les communautés autochtones font face à des défis additionnels avec les programmes à large bande existants. Par exemple, les processus de demande complexes sont un obstacle pour les petites communautés isolées. Il peut être plus difficile pour les communautés autochtones de recevoir le financement dont elles ont besoin.

Pour répondre à ces enjeux, les conservateurs du Canada vont :

- Simplifier les processus de demande pour les Autochtones.
- Offrir plus de soutien et élaborer des ententes de financement plus flexibles.
- Offrir un soutien technique pendant les processus de demande.



Un plan détaillé pour protéger le Nord

Justin Trudeau tourne le dos au Nord canadien. Il n'a aucun habitant du Nord dans son cabinet. Il prend des décisions unilatérales qui touchent les terres, les mers et le bien-être des habitants du Nord sans donner la parole aux territoires et sans faire une consultation significative des peuples autochtones et des autres habitants du Nord.

Les conservateurs du Canada veulent réhabiliter et soutenir les habitants du Nord tout en construisant les infrastructures requises pour réaliser le plein potentiel du Nord canadien.

Respecter les habitants du Nord

Les conservateurs du Canada vont :

- Terminer la décentralisation, en commençant par permettre aux territoires de fixer leurs limites d'emprunt au lieu qu'Ottawa les fixe arbitrairement.
- Assurer que les décisions sur le développement du Nord soient prises par les habitants du Nord, pas par Ottawa.
 - Nous allons notamment permettre aux habitants du Nord de décider du niveau de développement et des possibilités qu'ils veulent, par exemple l'exploitation responsable du pétrole et du gaz naturel devant être exporté sur les marchés européens et dans la région Indo-Pacifique.

Bâtir l'économie nordique

Les conservateurs du Canada vont :

- Donner à chacun des territoires sa juste part des fonds de formation fédéraux et rétablir la formation minière au Nunavut, en partenariat avec des compagnies minières, afin de stimuler les emplois des Inuits.
- Travailler avec les territoires, les communautés autochtones locales et Parcs Canada afin de trouver des façons de bâtir une économie de l'écotourisme dans nos parcs nordiques.
- Travailler avec les gouvernements et les communautés au Nunatsiavut, au Nunavut, au Nunavik et dans la région désignée des Inuvialuit afin de développer les pêches communautaires, ce qui aidera à créer des emplois et à lutter contre l'insécurité alimentaire locale et régionale.
 - Pour les communautés de l'Inuit Nunangat, les océans sont une ressource et une source d'aliments essentielles.

Soutenir la vie dans le Nord

Les conservateurs du Canada vont :

- Doubler la déduction pour résidence, qui n'a pas augmenté depuis 2016, pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie dans le Nord, augmenter le montant de base dans la zone intermédiaire pour qu'il corresponde à celui de la zone Nord, et ajouter à cette zone la péninsule nord de Terre-Neuve, de nouvelles parties du nord de la Saskatchewan et de nouvelles parties du nord-ouest de la Colombie-Britannique.
- Exécuter une Stratégie sur le logement nordique en :
 - Donnant aux territoires leur juste part du financement fédéral pour le logement.
 - Assurant que le financement est stable et prévisible.
 - Travaillant avec les groupes autochtones, ce qui comprend les Inuits, et les entreprises de ressources investissant dans le Nord afin d'assurer la construction de logements.

- Soutenir des approches novatrices qui répondent aux crises de santé mentale et de toxicomanie, notamment des programmes de traitement locaux conçus et gérés par les communautés autochtones, dans le cadre d'un plan pour améliorer la prestation de programmes de traitement et de services de prévention culturellement appropriés dans les communautés autochtones ayant un grand besoin.
- Améliorer Nutrition Nord pour atteindre l'objectif d'assurer que les habitants du Nord aient accès à des aliments sains à prix abordable.

Les conservateurs du Canada reconnaissent que le travail n'est pas toujours sous forme de 9 à 5 pour de nombreuses personnes dans le Nord. C'est l'une des raisons pour lesquelles notre plan de garde d'enfants insiste sur la flexibilité pour les parents, contrairement à l'approche « mur à mur » des libéraux, qui exclut tous ceux à qui leur modèle ne convient pas.

Notre vision des infrastructures nordiques

Les conservateurs du Canada ont une vision d'un Nord canadien connecté au reste du pays et du monde. La réalisation du potentiel de notre Nord – ce qui comprend les emplois et les possibilités connexes – nécessite un investissement générationnel dans les infrastructures.

Nous allons nous assurer que les territoires reçoivent leur juste part du financement pour les infrastructures en réservant une enveloppe tenant compte des coûts de construction élevés dans le Nord. Nous allons combler les manquements en matière de logement, de télécommunications, de transport, d'énergie et de préparation aux changements climatiques.

Notre plan pour les infrastructures nordiques comprend les mesures suivantes :

- Le projet du port et de la route de la baie Grays qui vise à relier le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest, par :
 - Une route toute saison de 230 km reliant le port de la baie Grays à une route de glace existante à Yellowknife par l'intermédiaire des mines de diamant des Territoires du Nord-Ouest.
 - Le seul port en eau profonde au Passage du nord-ouest pour rejoindre (de façon saisonnière) le réseau d'autoroutes national.
- La mise sous tension de ligne hydroélectrique et à fibre optique de Kivalliq, un projet dirigé par les Inuits qui apportera de l'énergie renouvelable et un service à large bande aux communautés éloignées mal desservies tout en permettant au secteur minier de la région de prospérer.
- La construction de la route du port de Tuktoyaktuk et une politique sur une porte d'entrée de l'Arctique dans tout le Nord canadien.
- Un projet d'envergure pour fournir de l'énergie propre au Yukon, en partenariat avec le gouvernement du Yukon.

Défendre le Nord canadien

Les conservateurs du Canada ne vont pas abandonner les peuples nordiques ni céder un centimètre de notre souveraineté dans l'Arctique. Depuis quelques années, la Russie rénove et construit plus de 30 bases dans l'Arctique, 14 aérodrômes opérationnels, 16 ports en eau profonde et plus de 50 nouveaux brise-glace militaires. Le gouvernement chinois a un intérêt accru envers l'Arctique. Pendant ce temps, le gouvernement libéral empêche les communautés nordiques de profiter des possibilités de développement.

Pour protéger notre souveraineté dans l'Arctique, nous allons :

- Augmenter le nombre de Rangers canadiens et leur mandat, tout en investissant dans, leur état de préparation, leur équipement et leur formation.
- Remettre à neuf les emplacements d'opérations avancés de l'Aviation Royale canadienne et permettre aux autorités aéroportuaires civiles d'utiliser les pistes ou de construire des pistes voisines.
- Terminer l'installation navale de Nanisivik sur l'île de Baffin et développer une nouvelle base navale arctique à Churchill, au Manitoba, qui rendra l'Arctique plus accessible à la marine toute l'année et permettra l'exploitation conjointe de ces ports avec les communautés locales.
- Déployer de nouveaux véhicules autonomes pour les opérations de surveillance aérienne et maritime dans l'Arctique dans le cadre d'une nouvelle stratégie sur la souveraineté, la dissuasion et la détection, Bagotville étant le site principal de l'aéronef télépiloté du gouvernement du Canada.
- Élargir la Constellation RADARSAT et lancer plus de satellites en orbite basse pour les télécommunications et la défense dans l'Arctique.





A Un plan détaillé pour renforcer notre système d'immigration

Renforcer le système d'immigration du Canada

Aucun autre endroit sur terre n'offre autant d'égalité des chances, de diversité ou de possibilité de succès des nouveaux venus que le Canada. Dans un monde dangereux, le Canada reste un modèle de ce que l'humanité a de mieux à offrir, assurant la sécurité et des opportunités pour tous. Nous sommes un pays déterminé à mesurer la réussite non pas en fonction de la foi ou du nom des gens, mais du mérite, de leurs compétences et de leur détermination à réussir.

Les conservateurs du Canada sont le parti qui a mis fin à la discrimination raciale dans l'immigration, le seul parti qui a simplifié les processus pour les réfugiés et les minorités persécutées, et le seul parti qui a assuré que ceux qui arrivent sur nos côtes ont une chance optimale de réussir. En aucune circonstance les conservateurs du Canada ne vont négliger les immigrants. La contribution incommensurable des nouveaux venus à notre vie nationale ne sera jamais ignorée.

Le Canada est sorti de la crise financière mondiale avec un système d'immigration qui fait l'envie du monde et une classe moyenne en plein essor. Alors que la polarisation économique a entraîné des bouleversements politiques et accords commerciaux dédiés aux plus riches dans le reste du monde, l'expansion par dix du commerce international du Canada a créé d'immenses possibilités. C'est le bilan des conservateurs du Canada.

Pendant une reprise économique postpandémie, l'immigration doit une fois de plus reposer sur nos valeurs démocratiques et une croissance économique inclusive digne d'un pays en plein essor. Il ne suffit pas d'établir des niveaux d'immigration sans plan. Pis encore, il est inacceptable de créer une anxiété chez les communautés vulnérables, un art dans lequel les libéraux excellent. Les libéraux font passer la politique avant l'édification de la nation. Leurs paroles ne se traduisent pas en actes et leurs échecs sont mis en lumière par l'absence de résultats concrets.

Pour protéger l'avenir et refaire du Canada un modèle d'immigration pour le reste du monde, nous devons rebâtir un système d'immigration robuste qui :

- Accueille les meilleurs et les plus brillants du monde entier afin de combler des lacunes critiques et de faire solidement croître notre économie.
- Offre un refuge aux héroïques défenseurs de droits de la personne et à ceux qui fuient la persécution et qui vont enrichir notre vie nationale.
- Renforce les familles canadiennes en les réunissant avec leurs proches.

Les conservateurs du Canada vont trouver des solutions audacieuses et nécessaires aux principaux défis de notre système d'immigration afin d'atteindre ces objectifs.

Répondre aux retards administratifs

Les conservateurs du Canada vont s'attaquer aux retards administratifs en :

- Créant un mécanisme efficient, pour lequel ceux qui attendent que leur demande soit examinée puissent payer des frais de traitement accéléré.
 - Tous les revenus provenant de ces frais serviront à embaucher du personnel additionnel afin de réduire les délais de traitement.
 - Ceux qui ne peuvent pas payer ces frais bénéficieront d'un temps d'attente considérablement réduit, découlant directement de l'augmentation de la capacité de traitement.
 - Cela accélérera considérablement les délais de traitement, pour des résultats améliorés, sans coûts additionnels pour les contribuables.
- Recherchant les ressources sous-utilisées et en s'assurant que notre capacité de traitement est utilisée à son plein potentiel.
- Simplifiant les processus de demande, réduisant la paperasserie et éliminant le dédoublement.

Corriger le système de visas de visiteur

Les Canadiens sont mécontents des retards et du refus arbitraire de l'octroi de visas de visiteur aux personnes qui veulent assister à d'importants événements familiaux au Canada. Le fait est que les libéraux ont échoué à décourager les fausses demandes d'asile et que les ordonnances de déportation sont inefficaces.

Les conservateurs du Canada reconnaissent l'interconnectivité essentielle d'un système d'octroi d'asile bien ordonné axé sur les plus vulnérables, d'un système d'immigration efficace et du droit des Canadiens d'inviter des amis et de la famille pour des occasions importantes. Nous allons régler ces problèmes en :

- Augmentant la capacité de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié d'entendre les demandes d'asile sans délai.
- Renforçant l'intégrité et l'application de la loi.
- Étudiant des mécanismes de création d'un système de visas de visiteur plus généreux et plus juste en imposant des engagements exécutoires à respecter les conditions des visas.

Innovation, efficacité et sensibilité culturelle

Les conservateurs du Canada vont prendre les mesures suivantes pour moderniser et améliorer l'équité de traitement des demandes d'immigration :

- Mettre l'infrastructure technologique de l'immigration en ligne et enregistrer toutes les interactions entre les agents d'immigration et les demandeurs afin d'assurer une surveillance, une équité et une meilleure reddition de compte.
- Utiliser la technologie pour accélérer l'examen des demandes par les agents d'immigration.
- Augmenter la fréquence des formations à la sensibilisation culturelle et utiliser une technologie de rencontre à distance entre les demandeurs et les agents qui comprennent le mieux le contexte culturel des demandeurs.
- Permettre aux demandeurs de corriger les erreurs simples et honnêtes dans un délai établi.
 - Actuellement, si une personne fait une erreur dans sa demande, celle-ci est rejetée, et la personne doit refaire une demande complète.

Améliorer la reconnaissance des acquis

Les conservateurs du Canada vont créer immédiatement un groupe de travail sur la reconnaissance des acquis afin d'élaborer des stratégies de reconnaissance des compétences opportune et appropriée.

Ce groupe de travail étudiera notamment la préqualification – permettant aux citoyens d'autres pays d'acquérir des compétences conformes aux normes canadiennes par l'intermédiaire d'institutions accréditées à l'étranger ou de l'apprentissage à distance avec des institutions canadiennes.

Réunification des familles

Les conservateurs soutiennent des mesures humaines pour faciliter la réunification des familles. Les parents et les grands-parents sont d'importants membres de la famille, offrant un soutien social et financier aux membres de leur famille, surtout en matière d'éducation et de garde d'enfants. Après avoir échoué pendant des années à remédier aux arriérés considérables dans la catégorie de la réunification des familles, les libéraux de Trudeau ont créé un système de loterie inefficace et injuste qui est largement critiqué par les immigrants et les communautés.

Les conservateurs du Canada vont changer de cap et rendre le système efficace en :

- Abolissant le système de loterie des libéraux de Trudeau pour la réunification des familles.
- Le remplaçant par un système combinant le principe du premier arrivé, premier servi et de la pondération afin de traiter les demandes selon des critères comme la garde d'enfants ou le soutien familial, et la maîtrise de la langue.
- Investissant des ressources additionnelles pour que les demandes sont traitées plus rapidement.

Super visas

Les conservateurs du Canada reconnaissent que de nombreux nouveaux Canadiens veulent que les membres de leur famille les rejoignent. Toutes ces personnes ne veulent pas habiter au Canada de façon permanente ou ne peuvent pas être traitées par l'entremise du programme existant des parents et des grands-parents.

Tout en continuant à soutenir le programme des parents et des grands-parents, les conservateurs du Canada vont considérablement élargir le programme des super visas. Nous allons :

- Permettre aux membres de la famille de Canadiens de venir et de vivre au Canada pendant une période maximale de cinq ans sans statut permanent, renouvelant leur séjour s'il y a lieu s'ils contractent une assurance-maladie.
- Permettre aux gens qui viennent au Canada avec un super visa de contracter une assurance-maladie auprès du gouvernement provincial ou territorial selon une formule de recouvrement des coûts, si le gouvernement provincial ou territorial veut offrir cette option.

Voies vers la permanence

De nombreuses personnes – étudiants étrangers et travailleurs étrangers temporaires par exemple – arrivent au Canada avec l'aspiration de devenir un jour des Canadiens. Souvent, nombre d'entre elles développent des relations et des attaches qui augmentent leur volonté de rester après leurs études ou leur contrat de travail.

Les conservateurs du Canada vont créer des voies vers la permanence pour les gens qui vivent et travaillent déjà au Canada, s'ils sont prêts à travailler fort, à contribuer à la croissance et à la productivité du Canada, et à renforcer notre démocratie. Il est insensé d'attirer les meilleurs et les plus brillants, de leur offrir une formation et des connaissances, puis de les obliger à s'en aller avec tout leur potentiel.

Les conservateurs du Canada vont continuer à soutenir les services d'établissement des nouveaux arrivants, en particulier les plus vulnérables.

Défendre les intérêts du Canada

L'immigration ne sert pas que les nouveaux arrivants et leurs familles. Elle aide également les employeurs qui veulent combler de graves besoins, mais aussi le public par la prestation de services publics essentiels. Aussi, les politiques d'immigration du Canada doivent répondre aux priorités canadiennes.

Les conservateurs du Canada vont traiter en priorité et simplifier l'immigration qui impacte directement la santé des Canadiens alors que nous cherchons à renforcer notre système de santé. Cela comprend de nouvelles mesures pour attirer des travailleurs de la santé, surtout dans les domaines et les régions prioritaires.

Les conservateurs du Canada vont revoir le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin de mieux l'aligner sur les besoins et de mieux protéger les travailleurs – ceux qui sont déjà au Canada et ceux qui veulent y venir pour travailler.

Pour réduire le dédoublement et faciliter le processus de demande, les conservateurs du Canada vont créer un système d'employeur fiable pour que les entreprises n'aient pas à toujours refaire des demandes. Nous allons :

- Travailler en collaboration avec les provinces, contrairement aux libéraux de Trudeau qui veulent tout régenter, pour harmoniser les systèmes fédéral et provinciaux, facilitant la vie aux entreprises.
- Établir des normes et des délais clairs pour les études d'impact sur le marché du travail, ce qui comprend des options de visas accélérés payants au besoin.
- Revoir comment les régions sont zonées pour que les régions rurales et les points touristiques ne sont pas associés aux pôles urbains.

Pour que les travailleurs peu qualifiés viennent au Canada, justifiés par des données concrètes sur le marché du travail, soient traités équitablement, les conservateurs du Canada vont établir une voie vers la permanence. Nous allons permettre aux employeurs de parrainer des demandes de résidence permanente. L'immigration est bonne pour l'économie, bonne pour l'emploi et bonne pour les gens qui choisissent de venir au Canada.

Nous allons continuer à gérer le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin qu'il produise les résultats visés et résiste aux abus. Le Programme doit soutenir les entreprises canadiennes qui ont de véritables besoins de main-d'œuvre, tout en s'assurant que les citoyens canadiens et les résidents permanents – ce qui comprend les nouveaux immigrants – soient les premiers à obtenir les emplois.

Reconnaissant que les gouvernements provinciaux et territoriaux comprennent mieux les besoins des régions, les conservateurs du Canada vont travailler avec les provinces et les territoires pour augmenter leur influence sur l'immigration économique dans les régions. S'il existe un besoin économique évident et que les provinces ont démontré qu'elles peuvent garder les immigrants en place, nous allons travailler avec elles pour élargir le Programme des candidats des provinces.

Réformer le système déficient d'accueil des réfugiés

Des preuves évidentes indiquent que les réfugiés parrainés par le privé sont plus susceptibles de réussir que les réfugiés parrainés par le public, même s'ils sont au Canada depuis longtemps.

Les conservateurs du Canada vont remédier à l'incohérence structurelle qui nuit aux réfugiés. Nous allons :

- Remplacer des places de réfugiés assistés par le gouvernement par des places de parrainage privé et conjoint. Tous les réfugiés arriveront au Canada dans le cadre de programmes de parrainage privé ou conjoint, avec des exceptions en cas d'urgence ou pour des programmes spécifiques (comme le programme des défenseurs des droits de la personne présenté ci-dessous).
 - Ça ne signifie pas la réduction de l'engagement financier envers le parrainage des réfugiés ou du nombre global de personnes protégées. Ça signifie que les fonds publics seront redirigés vers des programmes de parrainage conjoints, les nouveaux arrivants bénéficiant d'un soutien communautaire et des meilleurs résultats liés au parrainage privé.
 - En passant des catégories de parrainage « privé » et « public » aux catégories « privé » et « conjoint », nous nous assurerons que les familles de réfugiés qui arrivent au Canada le font avec un groupe de Canadiens dévoués et motivés, prêts à les accueillir.
 - Cela assurera également que les parrains privés n'auront pas à toujours soutenir tous les coûts liés au parrainage, ce qui leur permettra d'aider plus de réfugiés.
- Ces changements vont révolutionner l'expérience des organismes qui font du parrainage privé. Les parrains auront plus de temps pour aider les personnes en détresse, avec un plus grand soutien gouvernemental et moins de tracasseries.

Sur le plan des affectations financières pour le parrainage conjoint, les conservateurs du Canada vont traiter les catégories suivantes en priorité :

- Soutien offert aux plus vulnérables.
- Soutien offert par l'intermédiaire de détenteurs d'ententes de parrainage ayant un bilan éprouvé d'intégration efficace des réfugiés.
- Soutien offert par l'intermédiaire d'une nouvelle catégorie spécialisée des « défenseurs des droits de la personne », accueillant des défenseurs des droits de la personne comme les manifestants de Hong Kong, qui sont particulièrement vulnérables dans leur pays parce qu'ils veulent défendre les droits d'autrui.

Les conservateurs du Canada ont un fier bilan d'aide aux réfugiés les plus vulnérables du monde, ce qui comprend notre aide sans précédent aux personnes LGBTQ+ qui font face à la peine de mort.

- Les conservateurs du Canada vont faire du projet Rainbow Refugee Assistance un programme gouvernemental permanent. Nous allons travailler avec des organisations LGBTQ+ au Canada afin d'encourager et de faciliter la participation accrue de ces organisations au parrainage des réfugiés, et nous allons diriger un réseau mondial de pays libres afin d'aider les minorités sexuelles persécutées du monde.

Finalement, en ce qui a trait aux réfugiés, les conservateurs du Canada savent qu'il y a des lacunes dans la définition juridique internationale.

Cette définition considère qu'une personne est une réfugiée si elle fait face à la persécution ET si elle a déjà traversé une frontière nationale. Cependant, elle ne désigne pas correctement les personnes déplacées dans leur pays ou les personnes extrêmement vulnérables à la persécution, mais qui n'ont pas traversé de frontière nationale ou qui ne correspondent pas à la définition de l'Agence des services frontaliers du Canada.

En conséquence, les conservateurs du Canada vont :

- Permettre le parrainage privé des victimes de persécution les plus vulnérables directement dans leur pays d'origine.
- Travailler avec les communautés canadiennes pour créer un programme spécifique permettant le parrainage privé direct des minorités religieuses et sexuelles persécutées.

Protéger nos frontières

Pour rétablir l'intégrité de notre système d'immigration, les conservateurs du Canada vont mettre un terme aux passages illégaux aux points d'entrée non officiels comme le chemin Roxham. Plus de 50 000 personnes sont entrées illégalement au Canada en provenance des États-Unis depuis 2017. L'échec de Justin Trudeau à régler ce problème coûte 1,6 milliard de dollars au système d'immigration, détournant des ressources critiques qui devraient être allouées aux plus vulnérables.

L'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis repose sur le principe qu'un demandeur d'asile doit faire une demande dans le premier pays sûr où il arrive. Ainsi, personne ne devrait faire une demande d'asile au Canada si cette personne vient des États-Unis. Cependant, cette entente comprend un vide Unis et s'ils ne traversent pas à un point d'entrée légal. Cela va à l'encontre de l'intention et de l'esprit de l'entente et mine la confiance dans notre système d'immigration.

Nous allons combler le vide de l'Entente sur les tiers pays sûrs pour mettre fin aux passages illégaux à la frontière. Nous allons mettre un terme à la pratique selon laquelle la GRC et l'Agence des services frontaliers du Canada agissent comme des comités d'accueil non officiels, facilitant les passages illégaux.

Pour mieux renforcer l'intégrité de nos frontières, les conservateurs du Canada vont travailler avec les États-Unis afin d'établir des patrouilles frontalières conjointes aux points les plus utilisés et près de ceux-ci. Ces patrouilles seront inspirées des patrouilles « Shiprider » efficaces sur les Grands Lacs. Elles décourageront les passages illégaux et redirigeront les gens vers des points d'entrée officiels.

De plus, les conservateurs du Canada vont déployer des juges de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié aux points d'entrée courants afin d'accélérer les audiences de demande d'asile dans les cas simples. Tous les demandeurs d'asile auront droit à une audience. Nous allons rendre l'entrée illégale moins attrayante et soutenir ceux qui fuient la violence et la persécution et qui cherchent légalement refuge au Canada.





Un plan détaillé pour assurer que notre fédération fonctionne pour tous les Canadiens

Les conservateurs du Canada pensent que le Canada est le meilleur pays du monde. D'un océan à l'autre, les Canadiens bâtissent un pays formidable. Nous surmontons nos différences en matière de langue, de culture et de géographie – les transformant en avantages. Nous avons tous de bonnes raisons d'être fiers.

Pourtant, alors que nous honorons notre passé – ce qui comprend les gens qui ont construit notre grand pays – nous reconnaissons qu'il y a toujours du travail à faire. Les conservateurs du Canada s'engagent à assurer que TOUS les Canadiens peuvent profiter des possibilités et de la prospérité de notre pays.

Assurer l'égalité, la santé et la sécurité des Canadiennes

Les Canadiennes méritent un vrai plan, leur offrant des possibilités saines, sécuritaires et égales pour assurer leur avenir. Les conservateurs du Canada vont agir pour mettre fin à l'inégalité des sexes, combler l'écart salarial, protéger le droit fondamental à la sécurité et assurer que toutes les femmes ont accès aux soins de santé dont elles ont besoin.

Égalité

Les femmes au Canada font face à des obstacles à l'égalité des chances pendant toute leur vie. Les filles, alors qu'elles arrivent à l'adolescence, font face à des taux d'abus et de violence, et à un déclin de la santé mentale et de la confiance en soi plus graves que les garçons. Cela peut être partiellement attribué aux défis spécifiques relatifs aux stéréotypes et à la sexualisation. De façon similaire, les femmes sont plus sujettes aux abus, à la violence et à la pauvreté que les hommes. D'autres formes de discrimination et de marginalisation peuvent exacerber ces défis.

Comme l'a récemment démontré une recherche approfondie publiée dans le Globe and Mail, entre autres, l'écart salarial est toujours bien réel dans la main-d'œuvre canadienne. Qu'elles soient avocates ou travailleuses spécialisées, ou qu'elles occupent un autre emploi, les femmes gagnent souvent moins que les hommes.

Cela doit changer. Les entreprises doivent agir et le gouvernement du Canada doit prôner par l'exemple. Les conservateurs du Canada vont exécuter un plan exhaustif pour offrir des possibilités aux femmes, notamment en :

- Améliorant le soutien à la garde d'enfants et aux personnes qui s'occupent de parents âgés.
- S'assurant que les femmes reçoivent la formation requise pour faire carrière, ce qui comprend des carrières non traditionnelles comme les métiers spécialisés.
- Aidant les femmes à démarrer et à exploiter des entreprises.

Les conservateurs du Canada vont prendre d'autres mesures afin d'améliorer les possibilités offertes aux femmes, notamment :

- Exécuter une stratégie nationale de mentorat pour les femmes de tous âges, ce qui comprend les adolescentes, afin de les préparer et de leur donner accès aux réseaux qui leur permettront d'occuper des postes de haute direction dans les entreprises et la société canadienne.
- Rechercher des femmes pour les nominations fédérales.
- Exiger que les entreprises sous réglementation fédérale et les organismes fédéraux exécutent des plans de recrutement officiels favorisant les femmes qualifiées pour les postes de haute direction.

Les conservateurs du Canada vont mettre fin à la culture de harcèlement sexuel qui persiste dans de trop nombreuses institutions fédérales, dont les Forces armées canadiennes et la GRC. Nous allons assurer que le gouvernement du Canada est un exemple de milieu de travail sécuritaire et respectueux.

Nous allons aussi mettre fin aux accords de non-divulgence visant à cacher les actes répréhensibles.

Santé

Les conservateurs du Canada ont un plan exhaustif pour améliorer notre système de santé, notamment en augmentant les transferts aux provinces après des années de lente croissance sous les libéraux.

Nous allons répondre à la crise de santé mentale par l'intermédiaire de notre Plan d'action pour la santé mentale, aidant les Canadiens à recevoir l'aide dont ils ont besoin.

Nous allons nous attaquer à l'épidémie d'opioïdes et aider les Canadiens qui luttent contre la toxicomanie.

Nous allons soutenir la santé des mères et des nouveau-nés et prolonger les congés payés des femmes qui font une fausse-couche ou ont un enfant mort-né.

Un gouvernement conservateur ne soutiendra aucune mesure législative visant à réglementer l'avortement.

Sécurité

La violence fondée sur le sexe reste un enjeu pressant. La COVID-19 a accéléré cette tendance. Statistique Canada indique que les cas de violence conjugale ont augmenté de plus de 54 % entre la mi-mars et le début juillet l'année dernière. Ces statistiques sont encore pires pour les femmes marginalisées.

Depuis beaucoup trop longtemps, nous laissons les auteurs de violence conjugale s'en sortir avec une simple tape sur les doigts. Cela nuit considérablement à leurs innocentes victimes, qui continuent à souffrir. De plus, cela met toute la communauté à risque. Nous voyons sans cesse que les criminels qui commettent des actes de violence commencent presque toujours par s'en prendre à leur conjointe ou à leur partenaire.

Les conservateurs du Canada pensent que nous devrions imposer des peines sévères à ceux qui agressent leur conjointe ou leur partenaire, tout en aidant les victimes à quitter leur agresseur et à refaire leur vie.

Les conservateurs du Canada vont sévir face aux agresseurs en renforçant le Code criminel pour qu'ils soient punis et qu'ils ne puissent pas continuer à s'en prendre à leurs victimes.

De plus, nous allons aider les personnes qui ont souffert à rebâtir leur vie. Nous allons les aider à recevoir une formation professionnelle et à vivre loin de leur agresseur, et nous allons augmenter l'Allocation canadienne pour enfants des mères qui fuient la violence afin de les aider à trouver un logement permanent.

Des détails figurent dans notre plan pour la justice, qui précise également comment nous allons lutter contre les armes à feu illégales et la traite de personnes.

De la compassion pour les aînées

Un trop grand nombre de femmes âgées au Canada vivent dans la pauvreté, font face à des menaces de violence et n'ont pas les moyens de vieillir dans la dignité. Un gouvernement conservateur va élaborer une stratégie nationale pour contrer la pauvreté et la violence chez les Canadiennes âgées.

Abolir les obstacles pour les Canadiens handicapés

Un Canadien sur cinq est handicapé. Ces gens ont besoin de notre soutien pour avoir une vie gratifiante et pour participer pleinement à la société, ce qui comprend la population active. Les conservateurs du Canada ont un plan pour abolir les obstacles auxquels font face les Canadiens handicapés.

Doubler le soutien aux handicapés de l'Allocation canadienne pour les travailleurs

Un nombre disproportionné de Canadiens handicapés travaillent à temps partiel ou pour un salaire moindre.

Les conservateurs du Canada vont doubler le supplément pour invalidité de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, de 713 \$ à 1 500 \$, ce qui aidera les Canadiens handicapés à faible revenu, en plus d'augmenter l'Allocation canadienne pour les travailleurs.

La majeure partie de l'aide ira aux familles dont un membre est handicapé. Nous allons les aider à obtenir la sécurité et l'indépendance financière qu'elles méritent.

NOTRE PLAN

SARAH EST UNE CANADIENNE HANDICAPÉE QUI GAGNE 14 000 \$ PAR ANNÉE DANS UN COMMERCE DE DÉTAIL :

- ELLE RECEVRA 2 800 \$ PAR ANNÉE AU TITRE DE L'ALLOCATION CANADIENNE POUR LES TRAVAILLEURS, PAR RAPPORT À 1 441 \$ AVEC LE PRÉCÉDENT PROGRAMME.
- ELLE RECEVRA ÉGALEMENT UN SUPPLÉMENT POUR INVALIDITÉ DE 1 500 \$, PAR RAPPORT À 713 \$.
- AU TOTAL, ELLE RECEVRA 4 300 \$ AVEC LE PLAN CONSERVATEUR, PLUS DU DOUBLE QUE CE QU'ELLE RECEVAIT AVEC LE PRÉCÉDENT PROGRAMME.

DAVID ET SUZIE GAGNENT UN REVENU FAMILIAL DE 23 000 \$ ET DAVID EST HANDICAPÉ :

- ILS RECEVRONT DES PRESTATIONS DE 5 000 \$ AU TITRE DE L'ALLOCATION CANADIENNE POUR LES TRAVAILLEURS, CE QUI EST NETTEMENT SUPÉRIEUR AUX 1 900 \$ QU'ILS RECEVAIENT AVEC LE PRÉCÉDENT PROGRAMME.
- DE PLUS, LA FAMILLE RECEVRA UN SUPPLÉMENT POUR INVALIDITÉ DE 1 500 \$.
- CELA REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 6 500 \$ POUR CETTE FAMILLE.

LOUISE ET MICHEL GAGNENT UN REVENU FAMILIAL DE 35 000 \$ ET LOUISE EST HANDICAPÉE :

- ILS RECEVRONT DES PRESTATIONS DE 3 700 \$ AU TITRE DE L'ALLOCATION CANADIENNE POUR LES TRAVAILLEURS, CE QUI EST NETTEMENT SUPÉRIEUR AUX 458 \$ QU'ILS RECEVAIENT AVEC LE PROGRAMME PRÉCÉDENT.
- DE PLUS, LA FAMILLE RECEVRA UN SUPPLÉMENT POUR INVALIDITÉ DE 1 500 \$.
- CELA REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 5 200 \$ POUR CETTE FAMILLE.

Rendre le travail payant

Les conservateurs du Canada vont s'assurer que le fait de travailler ne coûte pas d'argent aux personnes handicapées – comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui. Le réseau complexe de programmes existants fait en sorte que des gens peuvent payer plus d'un dollar – en réduction de prestations et impôts plus élevés – pour chaque dollar gagné en travaillant. Ça signifie que pour de nombreux Canadiens handicapés, plus ils travaillent, plus ils sont pauvres.

C'est tout simplement ridicule.

Nous allons réformer la gamme complexe de mesures de soutien et de prestations aux personnes handicapées afin que le fait de travailler permette toujours d'améliorer sa situation. De plus, nous allons travailler avec les provinces pour que les programmes fédéraux soient conçus pour fonctionner avec les programmes provinciaux afin d'obtenir ce résultat.

Cela améliorera les retombées de l'augmentation de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, ce qui aidera à rendre le travail payant pour les Canadiens handicapés en stimulant les avantages du travail.

Stimuler le Fonds pour l'accessibilité

Nous allons allouer 80 millions de dollars additionnels par année par l'intermédiaire du Fonds pour l'accessibilité pour :

- Offrir des incitatifs additionnels aux petites entreprises et aux projets communautaires afin d'améliorer l'accessibilité.
- Offrir des subventions et un soutien pour tous les types d'équipement dont les Canadiens handicapés ont besoin pour travailler.
- Améliorer les programmes existants afin que plus de Canadiens handicapés puissent participer à la population active.

Faciliter l'admissibilité au Crédit d'impôt pour personnes handicapées et aux Régimes enregistrés d'épargne-invalidité

Afin d'offrir un soutien financier à un plus grand nombre de Canadiens handicapés, nous allons réduire le nombre d'heures requises pour être admissible au Crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) et aux Régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI), le faisant passer de 14 à 10 heures par semaine.

En 2017, Justin Trudeau a retiré le soutien dont des milliers de Canadiens dépendaient quand il a changé les critères d'admissibilité au Crédit d'impôt pour personnes handicapées et aux Régimes enregistrés d'épargne-invalidité. Pour certains, ce crédit représentait des milliers de dollars. Les conservateurs se sont joints aux défenseurs des diabétiques pour contrer cette ponction fiscale.

Ces changements permettront à une personne handicapée admissible au Crédit d'impôt ou à sa famille de recevoir 2 100 \$ par année en moyenne.

Une meilleure admissibilité au Crédit d'impôt facilitera également l'admissibilité au REEI, qui offre jusqu'à 3 500 \$ par année en subventions aux Canadiens handicapés.

Un Québec fort dans un Canada uni

Après six ans du fédéralisme centralisateur et de l'irresponsabilité de Justin Trudeau, il est temps pour un réel changement. Les Québécois veulent et méritent un gouvernement fédéral qui veut collaborer avec eux, au lieu de l'approche paternaliste du gouvernement libéral de Justin Trudeau.

C'est le temps d'un leadership pragmatique et responsable, qui comprend les Québécois et qui leur offre un nouveau pacte fondé sur le respect de la nation québécoise et la langue française, le développement économique de nos régions et la sécurité de nos communautés.

Ici pour la nation québécoise

Les conservateurs du Canada vont :

- Tirer profit de la reconnaissance historique de la nation québécoise par le gouvernement conservateur précédent.
- Rester ouverts au développement de nouvelles ententes administratives avec le gouvernement du Québec afin de promouvoir un fédéralisme décentralisé.
- Négocier avec le gouvernement du Québec pour simplifier les déclarations de revenus et offrir une déclaration de revenus unique aux Québécois, tout en protégeant les emplois de l'Agence du revenu du Canada dans les régions.
- Donner une plus grande autonomie au Québec en matière d'immigration. Cela comprendra les mesures suivantes :
 - Revoir l'Accord Canada-Québec sur l'immigration afin de donner plus de pouvoirs au Québec en matière d'immigration et de s'assurer qu'une plus grande proportion d'immigrants qui s'établissent au Québec parlent français, ce qui comprend la catégorie de la réunification familiale.
 - Offrir une pleine indemnisation pour logement des demandeurs d'asile qui sont entrés illégalement au Québec à des passages frontaliers comme le chemin Roxham et Lacolle, et appliquer l'Entente sur les tiers pays sûrs pour mettre fin à ces passages.
 - Augmenter la participation du Québec à l'assignation des travailleurs étrangers temporaires dans des régions précises et à leur progression vers la résidence permanente pour remédier aux graves pénuries de main-d'œuvre, pour lesquelles les libéraux de Trudeau ne font rien.
- Respecter les compétences de l'Assemblée nationale du Québec en n'intervenant pas et en n'offrant pas de financement fédéral aux contestations judiciaires de la Loi 21.
- Limiter le pouvoir fédéral de dépenser dans les domaines de compétences du Québec et assurer que les provinces peuvent se retirer des nouveaux programmes et initiatives fédéraux dans le domaine de la avec une indemnisation correspondante complète.
- Éliminer les conditions restrictives des transferts fédéraux annuels pour les programmes sociaux.
- Élaborer un plan de retour à l'équilibre budgétaire sans réduire les transferts aux provinces.
- Respecter la Loi constitutionnelle de 1867 en adoptant une approche de non-intervention dans les affaires internes relevant des compétences du Québec.
- S'assurer que le Québec ne sera jamais sous-représenté à la Chambre des communes quand de nouvelles circonscriptions parlementaires sont créées.

- Donner à Radio-Canada une structure juridique et administrative distincte tenant compte de son mandat distinct de promotion de la langue et de la culture francophones.
 - Le Conseil d'administration de la Société Radio-Canada réformée comprendra des représentants nommés par le gouvernement du Québec et des représentants de communautés francophones minoritaires hors-Québec.
 - Radio-Canada :
 - N'imposera plus de frais d'utilisateur sur ses services de diffusion en ligne ou n'exploitera plus de services de positionnement de marque comme Tandem en concurrence avec les médias francophones privés.
 - Offrira plus de contenu représentatif des communautés francophones hors du Québec.

Ici pour les régions du Québec

Les conservateurs du Canada vont :

- Construire une infrastructure numérique pour connecter l'ensemble du Québec à Internet haute vitesse d'ici 2025.
 - Comme la dernière année l'a amplement démontré, Internet haute vitesse est essentiel pour que les Québécois puissent apprendre, travailler et être concurrentiels. Le gouvernement Trudeau agit beaucoup trop lentement, comme le démontre le Québec, qui agit seul. Il est inacceptable qu'un tiers des Québécois des régions rurales et éloignées n'aient toujours pas accès à Internet haute vitesse. Nous allons mettre un terme aux retards sans fin et devenir un vrai partenaire des provinces, offrant un accès à large bande partout au pays.
 - Les conservateurs du Canada vont :
 - Coordonner les investissements fédéraux avec le programme récemment annoncé par le gouvernement du Québec.
 - Accélérer le processus de vente du spectre pour que ce dernier soit plus utilisé et appliquer des dispositions « à prendre ou à laisser » pour assurer qu'il est réellement développé (surtout dans les régions rurales), les revenus de la vente étant alloués à notre plan d'infrastructure numérique.
 - Interdire l'utilisation du matériel de Huawei afin de protéger la sécurité nationale.
- Travailler en partenariat avec le gouvernement du Québec afin de promouvoir le Projet Saint-Laurent, une stratégie maritime pour le développement économique du Québec comprenant la création de dix zones d'innovation.
- Adopter une politique d'achat gouvernemental sur des matières à faible empreinte carbone, dont de l'aluminium.
- Adopter une politique pancanadienne d'achat d'aluminium faible en carbone.
- Déployer de nouveaux véhicules autonomes pour les opérations de surveillance aérienne et maritime dans l'Arctique, dans le cadre d'une nouvelle stratégie sur la souveraineté, la dissuasion et la détection, Bagotville étant le site principal de l'aéronef télépiloté du gouvernement du Canada.
- Renforcer la sécurité maritime en renouvelant la flotte de brise-glace, en partenariat avec le chantier naval Davie, qui sera désigné comme un partenaire à part entière de la Stratégie nationale de construction navale.
- Offrir une aide financière pour que les petits aéroports régionaux restent ouverts et que les itinéraires vers les régions rurales et éloignées restent fonctionnels.
- Investir 100 millions de dollars dans un programme de développement régional afin de soutenir la transition économique des anciennes communautés minières.
- Assurer l'indemnisation rapide des victimes de la pyrrhotite.

- Exécuter une Stratégie sur les minéraux critiques afin de profiter des abondantes ressources de minéraux requis pour alimenter notre avenir d'énergie propre – créant des emplois, soutenant l'économie autochtone, contribuant à un environnement plus propre et réduisant la dépendance mondiale envers les minéraux critiques de la Chine.
 - Nous allons adopter des politiques afin de faciliter l'extraction responsable du lithium.

Langues officielles

Les conservateurs du Canada vont :

- Travailler avec le gouvernement du Québec pour appliquer la Charte de la langue française aux entreprises sous réglementation fédérale qui font affaires au Québec.
- Présenter, dans nos 100 premiers jours au gouvernement, une mesure législative pour moderniser la Loi sur les langues officielles.
 - Les libéraux n'ont rien fait depuis six ans et les minorités francophones du Canada ont suffisamment attendu.
 - La nouvelle mesure législative va :
 - Augmenter les pouvoirs du Commissaire aux langues officielles.
 - Donner au Conseil du Trésor l'autorité et la responsabilité d'assurer l'application de la Loi à tous les ministères fédéraux.
 - Créer un tribunal administratif des langues officielles chargé de traiter les plaintes des citoyens.
 - Ajouter des obligations formelles plus sévères à la partie VII de la Loi.
 - Créer des mécanismes plus robustes pour la consultation des minorités de langue officielle.
- Créer une nouvelle enveloppe budgétaire de 30 millions de dollars par année afin d'offrir un financement fédéral aux établissements d'enseignement postsecondaire francophones minoritaires comme l'Université de Moncton, le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta et l'Université de l'Ontario français, et participer considérablement à leur futur financement, en collaboration avec les provinces.
- Augmenter le soutien à l'éducation francophone primaire et élémentaire par l'intermédiaire du Programme des langues officielles dans l'enseignement afin de refléter la croissance démographique des étudiants francophones minoritaires.
- Augmenter l'immigration francophone hors du Québec pour assurer que le poids démographique des minorités francophones soit maintenu.
- Adopter une version française officielle de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, dont seule la version anglaise a un statut officiel actuellement.

Mettre fin au mauvais traitement de l'Ouest canadien

Le mépris du gouvernement actuel pour l'Ouest canadien, qui prend parfois la forme d'une franche hostilité, met le Canada au bord d'une crise d'unité nationale. Ce gouvernement ne comprend ou ne respecte tout simplement pas l'Ouest.

Les conservateurs du Canada vont mettre un terme à la pratique de Trudeau consistant à monter les parties du pays les unes contre les autres et à traiter les provinces différemment, selon qu'il peut gagner leur vote ou non. Les conservateurs du Canada vont gouverner pour tous les Canadiens, ce qui signifie traiter l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et la Colombie-Britannique avec respect.

Un fédéralisme ouvert et respectueux

Les conservateurs du Canada pensent que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces en tant que partenaires au lieu de leur dicter quoi faire. Comme l'a récemment reconnu la Cour d'appel de l'Alberta : « Le gouvernement fédéral n'est pas le parent ; et les gouvernements provinciaux ne sont pas ses enfants. »

Sous le premier ministre Trudeau, les réunions fédérales-provinciales ont cessé d'être des discussions bilatérales, pour devenir des occasions pour le premier ministre de faire la leçon à ses homologues provinciaux. Cela crée une frustration partout au pays, mais particulièrement dans l'Ouest.

Les conservateurs du Canada sont le parti de la Constitution. Nous comprenons que le partage des compétences signifie que les provinces et le gouvernement fédéral sont égaux dans leur propre sphère et que chacun mérite de prendre ses propres décisions politiques dans ses champs de compétences. Au lieu d'intimider les provinces et de leur faire la leçon, un gouvernement conservateur va les écouter, répondre à leurs priorités et respecter leur autonomie dans les champs de compétences provinciales.

Le Canada fonctionne de façon optimale quand Ottawa arrête de dénigrer les provinces pour plutôt s'asseoir avec elles et écouter ce qu'elles ont à dire. Les conservateurs du Canada vont rétablir un fédéralisme ouvert et respectueux, et traiter les provinces comme de véritables partenaires de la Confédération.

Équité financière

Les Albertains sont des gens généreux. Ils ont donné plus de 600 milliards de dollars au reste du pays depuis 1967 et une moyenne de plus de 20 milliards de dollars par année au cours des dix dernières années. En période faste, ils n'ont pas refusé cette aide aux provinces moins fortunées.

Cependant, les temps ont changé. Même si leur économie est en difficulté depuis sept ans, les Albertains restent des contributeurs importants à l'économie nationale. Il est normal que le reste du Canada soit là pour l'Alberta, tout comme l'Alberta a toujours été là pour lui.

Maintenant que l'Alberta est en difficulté, les Albertains s'attendent raisonnablement à ce que le reste du pays, ce qui comprend le gouvernement fédéral, les soutienne financièrement et les aide à obtenir un juste prix pour leurs produits énergétiques sur les marchés mondiaux.

Nous allons nous assurer de l'équité de la péréquation en présentant la Loi sur l'équité de la péréquation et des transferts en tant que projet de loi gouvernemental et en l'adoptant le plus rapidement possible. Cela ajoutera une transparence à la péréquation.

Le gouvernement Trudeau a modifié le Programme de stabilisation fiscale, mais il n'est pas allé assez loin. Il faut un véritable changement pour que le programme atteigne son objectif d'offrir une aide significative quand une économie provinciale éprouve des difficultés soudaines et inattendues.

En 2019, les premiers ministres ont unanimement soutenu une proposition de réforme du Programme de stabilisation fiscale, notamment celle de lever le plafond sur les paiements, réduire le seul de réduction du revenu et appliquer les changements rétroactivement.

Les conservateurs du Canada vont apporter ces changements. Nous allons assurer que les provinces comme l'Alberta, mais aussi la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, qui ont connu une diminution considérable des revenus des ressources ces sept dernières années, reçoivent une indemnisation rétroactive.

Depuis des années, les provinces de l'Ouest ne reçoivent pas une part proportionnelle du financement fédéral pour la recherche universitaire et les programmes culturels. Les conservateurs du Canada vont mettre fin à cette partialité envers les provinces de l'Ouest et s'assurer que toutes les parties du pays sont traitées équitablement.

Soutenir les emplois dans l'Ouest canadien

Les conservateurs du Canada reconnaissent la contribution massive et essentielle du secteur énergétique et de ses travailleurs au pays. Contrairement à Justin Trudeau qui veut éliminer progressivement le secteur et les centaines de milliers d'emplois connexes, nous allons traiter le secteur énergétique comme le moteur clé de l'économie canadienne qu'il est.

Les conservateurs du Canada vont :

- Éliminer l'injustice créée par le projet de loi C-69 de Trudeau. Nous allons corriger le processus d'évaluation d'impact créé par le projet de loi C-69, fondant nos changements sur les recommandations bipartites du Comité sénatorial de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.
 - Ces six dernières années, des milliards de dollars d'investissements ont quitté le Canada.
 - Nous savons que les entreprises énergétiques canadiennes cherchent à investir dans des projets à l'étranger, dans des pays dont les normes environnementales, du travail et des droits de la personne sont bien inférieures aux nôtres. Les Canadiens peuvent être fiers de ces normes, qui font de notre secteur énergétique un chef de file mondial des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Elles devraient être un atout pour attirer les investissements créateurs d'emplois, mais les investisseurs resteront hésitants sans un processus d'évaluation d'impact prévisible et cohérent.
 - Nous avons besoin d'un processus d'évaluation qui respecte les normes environnementales les plus élevées qui soient et qui établit des attentes et des délais clairs pour les examens environnementaux afin que les investisseurs aient l'assurance et la certitude dont ils ont besoin pour s'engager dans des projets majeurs au Canada.
 - Nous allons éliminer l'ingérence politique dans le processus d'examen et établir des délais clairs pour que les investisseurs reçoivent des réponses opportunes.
 - Pour lutter sérieusement contre le changement climatique, il ne faut pas que les projets de réduction des GES critiques soient freinés par la paperasserie et de longs examens. Nous allons accélérer l'examen des projets de réduction des émissions pour qu'ils soient réalisés rapidement.

- Mettre fin à l'interdiction du trafic maritime sur la côte nord de la Colombie-Britannique.
 - Justin Trudeau a arbitrairement interdit l'exportation du pétrole canadien sur la côte de la Colombie-Britannique, et ce, contre la volonté de nombreuses communautés locales et de groupes autochtones.
 - Sournisement, cette interdiction ne vise que le pétrole canadien, et Justin Trudeau lie les mains de notre industrie alors que le brut de l'Alaska continue à être expédié sur les eaux canadiennes et que les pétroliers transportant du pétrole étranger continuent de naviguer sur nos eaux de la côte est.
 - Nous allons mettre fin à cette attaque contre le secteur énergétique de l'Ouest canadien, abolir le projet de loi C-48 et améliorer l'accès aux marchés internationaux.
- Travailler avec les Premières Nations et d'autres groupes autochtones pour nous assurer qu'ils sont des partenaires de la prospérité et du développement de nos ressources naturelles en créant une Société canadienne autochtone.
 - Fondée sur le modèle de l'Alberta Indigenous Opportunities Corporation, elle fera une analyse de marché rigoureuse pour garantir des prêts aux groupes autochtones afin qu'ils puissent investir dans des projets de ressources naturelles et d'infrastructure connexe.
 - Nous allons allouer un montant initial de cinq milliards de dollars pour les investir dans des projets.
- Exécuter une stratégie sur l'énergie hydrogène qui augmentera rapidement son utilisation – en particulier l'hydrogène vert – au Canada et notre capacité d'exportation.
 - L'hydrogène a le potentiel de créer des milliers de nouveaux emplois dans le secteur énergétique dans l'Ouest canadien.
- Assurer une capacité de pipeline adéquate en :
 - Réalisant le projet Trans Mountain – malgré la rhétorique de Justin Trudeau, la construction du pipeline fait face à de nombreux retards. Nous allons réaliser ce projet.
 - Assurant que le Canada ne perd pas la capacité critique des canalisations 3 et 5, dont la perte créerait des pénuries d'énergie en Ontario, augmenterait les coûts de l'énergie et éliminerait des emplois.
 - Traitant en priorité les pipelines qui transportent le pétrole canadien vers les marchés d'exportation.
 - Contrairement à Justin Trudeau, qui a plié face à l'annulation du projet par les États-Unis non pas une, mais deux fois, d'abord sous le président Obama puis sous le président Biden, les conservateurs du Canada savent que le pipeline Keystone XL est important pour notre économie nationale.
 - Les Canadiens méritent un gouvernement qui défend leurs intérêts et c'est pourquoi les conservateurs du Canada vont faire de l'augmentation des exportations d'énergie une priorité diplomatique dans nos relations avec le gouvernement des États-Unis.
- Encourager les communautés autochtones et les entreprises œuvrant dans le domaine des ressources naturelles à travailler ensemble.
 - Pour promouvoir des discussions mutuellement bénéfiques entre les communautés autochtones et les promoteurs, nous allons allouer dix millions de dollars par année aux organisations qui encouragent les partenariats entre ces deux groupes.

- Exécuter une stratégie fédérale d'exportation du gaz naturel liquéfié (GNL).
 - Le Canada a des ressources abondantes de gaz naturel propre et abordable, et l'électricité propre requise pour produire le GNL le plus propre du monde. Comme la majeure partie du monde dépend toujours de l'électricité produite au charbon, nous devrions stimuler les exportations pour faire croître notre économie et contribuer à un monde plus propre. Les projets comme LNG Canada créent des emplois pour les Canadiens, tout en étant bénéfiques pour le reste du monde.
- Adopter une *Loi sur la protection des infrastructures essentielles* afin d'empêcher les manifestants de bloquer les projets d'infrastructure.
 - Les barrages ferroviaires de l'année dernière ont démontré l'importance – et la vulnérabilité – des infrastructures qui unissent notre pays. Les conservateurs du Canada vont modifier l'article 431.2 du Code criminel pour faire de la perturbation d'une infrastructure ou d'un système de transport public une infraction punissable par procédure sommaire ou mise en accusation, selon la gravité de l'infraction. Les manifestations pacifiques sont un droit fondamental au Canada, mais le respect de la primauté du droit fait en sorte que les barrages illégaux bloquant l'accès à des infrastructures critiques, menaçant l'accès à des fournitures essentielles ou mettant des vies en danger ne peuvent pas être tolérés.
- Créer un crédit d'impôt pour accélérer le déploiement de la technologie de captage, d'utilisation et de stockage du carbone dans le secteur énergétique et d'importantes industries qui n'ont pas le choix de consommer des combustibles fossiles, notamment pour la fabrication d'engrais et de produits chimiques.
 - Les libéraux pensent que nous pouvons réduire nos émissions uniquement en éliminant progressivement des industries entières et les emplois qui assurent le gagne-pain de centaines de milliers de familles canadiennes. Les conservateurs savent que nous ne pouvons pas bâtir un avenir plus vert si les Canadiens n'ont pas de travail.

Réforme du Sénat

Si une province choisit d'élire ses sénateurs, les conservateurs du Canada nommeront les sénateurs choisis par ce processus.



Un plan détaillé pour offrir des emplois et plus de possibilités au Canada rural

Les conservateurs du Canada sont conscients de l'importance du Canada rural, et voient comment le gouvernement actuel ignore les Canadiens des régions rurales. Nous allons nous assurer que les Canadiens ruraux se font entendre et que leurs préoccupations sont prises en compte. Qu'elles se trouvent en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan ou dans une communauté éloignée du nord de l'Ontario, ou partout ailleurs au pays, nos populations rurales doivent avoir l'assurance que leurs intérêts ne sont jamais ignorés par les politiciens des régions urbaines.

Notre plan va créer des emplois partout dans le Canada rural – pas seulement dans les grandes villes. Nous allons remettre les Canadiens au travail partout au pays et rétablir l'espoir.

Nous allons aussi prendre des mesures spécifiques pour aider les Canadiens ruraux, notamment :

- Construire une infrastructure numérique pour connecter l'ensemble du Canada à Internet haute vitesse d'ici 2025.
 - Comme la dernière année l'a amplement démontré, Internet haute vitesse est essentiel pour que les Canadiens puissent apprendre, travailler et être concurrentiels. Le gouvernement Trudeau agit beaucoup trop lentement, comme le démontrent des provinces comme l'Ontario et le Québec, qui agissent seuls. Beaucoup trop de Canadiens n'ont toujours pas accès à Internet haute vitesse. Nous allons mettre un terme aux retards sans fin et devenir un vrai partenaire des provinces, offrant un accès à large bande partout au pays.
 - Les conservateurs du Canada vont :
 - Construire une large bande rurale au cours des quatre prochaines années.
 - Accélérer le processus de vente du spectre pour que ce dernier soit plus utilisé et appliquer des dispositions « à prendre ou à laisser » pour assurer qu'il est réellement développé (surtout dans les régions rurales), les revenus de la vente étant alloués à notre plan d'infrastructure numérique.
 - Interdire l'utilisation du matériel de Huawei afin de protéger la sécurité nationale.
- Nommer un ministre des Affaires rurales au Cabinet.
- Réserver une partie des fonds fédéraux pour les infrastructures pour des projets dans les régions rurales.
- Assurer que la stratégie sur le tourisme soutient le tourisme rural et encourage les Canadiens et les visiteurs du monde entier à explorer des régions éloignées du pays, ce qui comprend les joyaux cachés situés hors des sentiers battus.
- Réduire considérablement le montant que le gouvernement dépense pour la publicité avec de grosses firmes technologiques étrangères comme Twitter et rediriger les fonds publicitaires fédéraux vers les médias canadiens, ce qui comprend les médias régionaux qui connectent les communautés rurales.
- S'attaquer à la criminalité rurale en ajoutant une considération pour la détermination de la peine selon laquelle une infraction « visait une propriété ou une personne vulnérable en raison de son éloignement des services d'urgence ».



Un Canada plus libre

Les conservateurs du Canada ont entrepris et dirigé la lutte pour les droits de la personne dans le Canada moderne, principalement sous le premier ministre conservateur John Diefenbaker. Nous allons continuer à défendre les droits de la personne pour tous les Canadiens par les mesures suivantes :

- Protéger le droit de conscience.
 - Nous allons protéger le droit de conscience des professionnels de la santé. Les défis de la COVID-19 nous ont rappelé l'importance vitale des professionnels de la santé – la dernière chose que le Canada peut se permettre est de perdre ces professionnels.
 - Nous allons encourager les organisations confessionnelles et autres à augmenter leur prestation de soins palliatifs et de longue durée.
- Promouvoir la liberté d'expression sur les campus.
 - Les universités et les collèges devraient être des bastions du débat libre et des idées, et notre pays est plus fort quand ils le sont.
 - Nous allons travailler avec les provinces et les territoires pour nous assurer que les établissements d'enseignement postsecondaire publics tiennent compte des diverses perspectives qui forment le Canada, et s'engagent envers la liberté d'expression et la liberté de l'enseignement.
- Mettre fin à l'interdiction discriminatoire de donner du sang.
 - Trudeau avait promis de mettre fin à l'interdiction de donner du sang, mais il n'a rien fait. C'est une question de droits de la personne qui devrait être réglée depuis longtemps. Nous allons y mettre un terme.
- Interdire la thérapie de conversion.
 - Les conservateurs s'opposent clairement à la thérapie de conversion et aux tentatives d'obliger une personne à changer son orientation sexuelle.
 - Nous allons appliquer l'interdiction promise par les libéraux de Trudeau, mais qui ne cesse d'être retardée pour des raisons politiques.
 - En utilisant le langage clair du ministère de la Justice sur l'intention derrière l'interdiction, nous allons préciser qu'elle ne criminalise pas les discussions non coercitives, rassurant les parents et d'autres personnes qui craignent que des discussions légitimes soient criminalisées.
- Protéger la confidentialité des renseignements personnels.
 - Les conservateurs du Canada pensent que la confidentialité des renseignements personnels est un droit fondamental qui doit être protégé de toute urgence par l'application de la loi.
 - Les Canadiens doivent avoir le droit de comprendre et de contrôler la collecte, l'utilisation, la surveillance, la conservation et la divulgation de leurs renseignements personnels.
 - Nous allons adopter une solide mesure législative afin de protéger les renseignements personnels plus efficacement que le projet de loi C-11 du gouvernement actuel.



Un plan détaillé pour soutenir nos aînés

Soutenir les aînés du Canada

La COVID-19 est dévastatrice pour les aînés du Canada et nous a tous montré les lacunes de notre système de soins de longue durée. Avec une population vieillissante et les Canadiens qui vivent plus vieux, nous manquons de lits en soins de longue durée depuis des années. La COVID-19 nous a montré combien ces pénuries sont mortelles et comment elles peuvent entraîner une saturation du système.

Les conservateurs du Canada ont un plan pour aider les aînés à rester chez eux, améliorer la qualité des soins de longue durée et protéger la sécurité financière des aînés en sécurisant que leurs pensions.

Aider les aînés à rester chez eux ou à vivre avec leurs enfants

Alors que la population vieillit, la demande de soins de longue durée grimpe en flèche. Une façon de s'assurer que les personnes qui ont besoin de soins les reçoivent est d'assurer que ceux qui veulent rester chez eux ou vivre avec des proches de le faire. De plus en plus de Canadiens veulent rester chez eux alors qu'ils vieillissent ou veulent vivre avec leurs enfants. Les conservateurs du Canada veulent aider les gens à pouvoir faire ce choix.

Les conservateurs du Canada vont aider les aînés à rester chez eux en :

- Modifiant le crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire en augmentant la limite de 10 000 \$ par logement à 10 000 \$ par personne.
- Permettant aux aînés ou à leurs aidants naturels, ce qui comprend leurs enfants, à réclamer le crédit d'impôt pour frais médicaux pour les soins à domicile au lieu de leur permettre seulement de réclamer le crédit pour soins auxiliaires s'ils vivent dans un foyer.

Les conservateurs du Canada vont aider les nombreux Canadiens qui prennent soin de leurs parents, en plus d'aider les aînés à éviter de devoir vivre dans un établissement de soins de longue durée en :

- Créant la Prestation canadienne pour les soins aux aînés, versant 200 \$ par mois, par ménage, à tout Canadien qui vit avec un parent de plus de 70 ans et qui en prend soin.

Réparer les soins de longue durée

Nous allons inviter les provinces à travailler avec nous afin d'élaborer un ensemble de pratiques exemplaires pour les établissements de soins de longue durée. Comme le Code national du bâtiment, cela guidera les provinces sans empiéter sur leurs compétences. Cependant, nous allons travailler avec tous les gouvernements provinciaux qui veulent participer à cet important projet et encourager toutes les provinces à intégrer les résultats aux lois provinciales.

Entretemps, nous allons aider les aînés à recevoir les soins dont ils ont besoin en :

- Réparant les soins de longue durée :
 - Les conservateurs du Canada vont allouer trois milliards de dollars aux infrastructures au cours des trois prochaines années afin de rénover les établissements de soins de longue durée dans l'ensemble des provinces et des territoires pour améliorer les soins prodigués aux résidents. Nous allons encourager la formation de partenariats avec des organisations sans but lucratif qui prodiguent beaucoup de soins de longue durée.

- Augmenter le personnel de soutien :
 - La COVID-19 a mis en lumière le manque de personnel de soutien – ceux qui prennent soin au quotidien des aînés dans les établissements de soins de longue durée, les maisons de retraite ou leur propre domicile.
 - Les conservateurs du Canada vont aider à répondre à la demande de personnel de soutien en :
 - Traitant en priorité les programmes d’immigration pour les gens qui peuvent offrir des soins de longue durée ou des soins à domicile.
 - Encourageant ces carrières par l’intermédiaire des programmes d’immigration et d’établissement des réfugiés.

Rendre le travail payant pour nos aînés

Les conservateurs du Canada vont doubler l’Allocation canadienne pour les travailleurs jusqu’à concurrence de 2 800 \$ pour les particuliers et de 5 000 \$ pour les familles, et l’offrir comme un dépôt trimestriel direct au lieu d’un remboursement d’impôt à la fin de l’année. Cela aidera les aînés qui décident de continuer à travailler après leur retraite afin d’avoir un revenu un peu plus élevé. Cela offrira une augmentation salariale de 1 \$/heure aux aînés à faible revenu pour ceux qui décident de travailler à temps partiel pour augmenter leur revenu de retraite.

Protéger les pensions

Les travailleurs devraient pouvoir compter sur leur pension. Malheureusement, il arrive trop souvent que des travailleurs soient obligés d’accepter une importante diminution de leur pension quand, en raison d’une mauvaise gestion ou de difficultés économiques, l’entreprise pour laquelle ils travaillent fait faillite.

Il est temps que le gouvernement protège mieux les pensions.

Les conservateurs du Canada vont modifier la loi pour que les pensionnés aient la priorité sur l’élite dirigeante en cas de faillite ou de restructuration.

Nous allons mieux protéger les pensions en :

- Empêchant les cadres de se verser des primes pendant une restructuration si le régime de pension n’est pas pleinement financé.
- N’exigeant plus que les régimes de pension sous-financés soient convertis en rentes, immobilisées dans les pertes et profits ce qui fait en sorte que les travailleurs reçoivent moins d’argent.
- Exigeant que les entreprises dévoilent le financement de leurs régimes de pension plus clairement.





Un plan détaillé pour renforcer les industries culturelles

Les conservateurs du Canada pensent qu'il faut soutenir la culture canadienne et créer des conditions égales entre les entreprises canadiennes et les géants du Web étrangers.

Radiodiffusion

Les conservateurs du Canada vont abolir le projet de loi libéral C-10 qui donne trop de pouvoirs aux organismes de réglementation, sans donner aux entreprises les directives claires dont elles ont besoin pour fonctionner. Nous allons le remplacer par une mesure législative mettant à jour la *Loi sur la radiodiffusion* afin de répondre aux réalités d'un marché de plus en plus en ligne et à la nécessité de donner une certitude aux entreprises et un choix aux consommateurs.

Notre approche va :

- Exiger que les gros services de diffusion en continu comme Netflix, Disney+ et Amazon Prime Video réinvestissent une part considérable de leur revenu brut canadien à la production de programmation originale au Canada, dont une part fixe sera en langue française.
 - S'ils ne le font pas de leur plein gré pendant une année donnée, ils devront verser la différence au Fonds des médias du Canada.
 - La proportion choisie variera selon la nature du service et sera déterminée selon les meilleures pratiques d'autres pays, dont l'Europe et l'Australie, et la nature du marché canadien.
 - Les exigences sur le réinvestissement dans le contenu vont aussi reconnaître et encourager les partenariats avec des producteurs canadiens indépendants.
- Exempter de la réglementation le contenu que les Canadiens téléchargent de sites de médias sociaux comme Facebook, YouTube et Tik Tok afin de favoriser la libre expression.
- Simplifier et réduire le fardeau réglementaire des radiodiffuseurs et des câblodistributeurs canadiens conventionnels, ce qui comprend les frais de licence du CRTC et les contributions au Fonds des médias du Canada, la perte de revenus étant compensée par une partie des revenus découlant de la nouvelle taxe sur les services numériques.
 - Cela comprendra l'abolition des droits de licence prévus à la partie II de l'ordonnance du CRTC.
 - La santé du secteur culturel canadien dépend de la viabilité et de la réussite continue des radiodiffuseurs privés. Depuis quelques années, les radiodiffuseurs et les câblodistributeurs canadiens conventionnels accusent des pertes considérables en abonnements et en revenus en raison de l'augmentation des services de diffusion en continu.

Les conservateurs du Canada vont procéder à un examen exhaustif du mandat du CRTC afin de s'assurer qu'il reflète mieux les besoins des Canadiens et qu'il n'empêche pas les radiodiffuseurs canadiens d'innover et de s'adapter aux changements du marché.

La CBC et Radio-Canada font une importante contribution au Canada depuis 84 ans. Alors que certaines parties sont aussi pertinentes que toujours, dont Radio-Canada, CBC Radio et CBC North, de nombreuses questions sont soulevées à savoir si la télévision anglaise de la CBC respecte toujours son mandat. De plus, il existe des préoccupations selon lesquelles les nouvelles en ligne de CBC nuisent à la viabilité des médias imprimés et en ligne canadiens, réduisant la diversité des voix offertes aux Canadiens.

Les conservateurs du Canada vont :

- Donner à Radio-Canada une structure légale et administrative distincte afin de refléter son mandat unique de promouvoir la langue et la culture francophones, tout en maintenant son financement et assurant le partage continu des ressources et des installations, s'il y a lieu.

- Le Conseil d'administration de la Société Radio-Canada réformée comprendra des représentants nommés par le gouvernement du Québec et des représentants de communautés francophones minoritaires hors-Québec.
- Radio-Canada :
 - N'imposera plus de frais d'utilisateur sur ses services de diffusion en ligne ou n'exploitera plus de services de positionnement de marque comme Tandem en concurrence avec les médias francophones privés.
 - Offrira plus de contenu représentatif des communautés francophones hors du Québec.
- Protéger CBC Radio et CBC North.
- Revoir le mandat de la télévision anglaise de la CBC, de CBC News Network et des nouvelles en ligne de la CBC pour évaluer la viabilité de cibler les services sur un modèle d'intérêt public comme PBS aux États-Unis, assurant qu'ils ne font plus concurrence aux fournisseurs de services numériques et aux radiodiffuseurs privés canadiens.

Protéger les Canadiens contre le discours haineux en ligne tout en protégeant la liberté d'expression

Les conservateurs condamnent aux discours haineux, aux discours qui encouragent la violence et au matériel provenant de l'exploitation sexuelle. Les conservateurs du Canada vont lutter contre la présence en ligne croissante de l'exploitation sexuelle, de la traite de personnes et des groupes extrémistes.

Nous pensons que le meilleur moyen de le faire est d'utiliser le Code criminel et notre système de justice pénale.

Afin de mieux protéger les Canadiens, les conservateurs du Canada vont :

- Lutter contre l'incitation et la haine en ligne en criminalisant clairement les propos qui encouragent les actes de violence contre des personnes ou des groupes identifiables. Les conservateurs vont aussi protéger les formes de discours, de critiques et d'arguments qui n'incitent pas à la violence.
- Allouer 25 millions de dollars aux forces de l'ordre pour leur permettre d'intervenir plus rapidement et d'enquêter sur les menaces de violence, le discours haineux, l'exploitation sexuelle, la traite de personnes et les campagnes de désinformation en ligne par des groupes extrémistes ou des gouvernements étrangers.
- Établir une obligation juridique plus sévère pour que les plateformes de médias sociaux retirent le contenu illégal, notamment le contenu qui incite à la violence.

Cependant, nous ne soutenons pas les restrictions sur la liberté d'expression légitime. La liberté de parole, la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des éléments fondamentaux du droit canadien et de la démocratie canadienne. Nous allons nous opposer à la censure par le gouvernement du matériel qui n'est pas de nature criminelle, uniquement parce que certains le trouvent offensant. C'est pourquoi nous nous opposons à la tentative de Justin Trudeau de créer un organisme national de réglementation des médias sociaux. Contrairement aux libéraux, nous n'allons pas utiliser les pouvoirs du gouvernement pour censurer ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord.

Protéger l'indépendance des médias canadiens

Les médias canadiens sont en crise. La perte de revenus de publicité numérique aux mains de géants américains comme Google et Facebook oblige des journaux locaux à fermer leurs portes, à supprimer des emplois canadiens et à nuire à notre capacité de raconter des histoires canadiennes locales.

Les conservateurs du Canada ne pensent pas que la solution consiste à offrir un financement gouvernemental direct à des médias triés sur le volet, ce qui mine la liberté de la presse et la confiance envers les médias.

Nous allons plutôt offrir des conditions égales aux médias canadiens, assurant qu'ils sont justement payés pour le contenu qu'ils créent tout en encourageant la création d'autres médias et produits culturels canadiens.

Les conservateurs du Canada vont :

- Créer un régime de redevances des médias numériques pour nous assurer que les médias canadiens sont justement indemnisés pour le partage de leur contenu sur des plateformes comme Google et Facebook. Ce régime va :
 - Adopter une approche propre au Canada en intégrant les meilleures pratiques de pays comme l'Australie et la France.
 - Comprendre un solide processus d'arbitrage et la création d'un droit de propriété intellectuelle pour les extraits partagés sur les médias sociaux.
 - Assurer que les petits médias sont inclus et que le gouvernement ne peut pas choisir qui a accès au régime.
- Créer un impôt sur les services numériques représentant 3 % du revenu brut au Canada pour que les géants du Web paient leur part.
- Réduire considérablement le montant que le gouvernement dépense pour la publicité avec de grosses firmes technologiques étrangères comme Twitter et rediriger les fonds fédéraux vers les médias canadiens, ce qui comprend les publications hebdomadaires communautaires, les médias régionaux et les médias ethniques.
- Reconnaître et corriger l'impact économique négatif pour les créateurs et les éditeurs de l'utilisation non rémunérée de leur travail de manière conforme aux recommandations unanimes du rapport du Comité du patrimoine de la Chambre des communes de 2019.
- Mettre fin à la subvention aux médias de 600 millions de dollars de Trudeau. Nous soutenons les médias canadiens, mais ils ne devraient pas recevoir directement de fonds publics. Le financement gouvernemental des médias « approuvés » mine la liberté de la presse, un élément vital d'une société libre.
- Faire un examen de la politique fédérale sur l'édition afin d'améliorer la viabilité commerciale du secteur de l'édition indépendant.

Célébrer le patrimoine canadien

Les conservateurs croient à l'importance de la commémoration de notre passé. Le Canada possède un riche patrimoine, étant l'une des plus vieilles démocraties constitutionnelles du monde, qui doit être mis en lumière de manière plus efficace et enseigné aux générations futures. Malheureusement, nombre de nos monuments publics et édifices patrimoniaux sont dans un état de délabrement.

C'est pourquoi les conservateurs du Canada vont :

- Créer un nouveau Fonds pour la préservation du patrimoine canadien offrant un total de 75 millions de dollars en subventions aux administrations municipales au cours des cinq prochaines années pour la réparation et la restauration de monuments historiques, de statues et d'édifices patrimoniaux.
- Continuer à soutenir les efforts déployés pour entretenir les monuments nationaux.
- Assurer la finalisation rapide du Monument canadien commémorant les victimes du communisme.

Un plan détaillé pour offrir une meilleure équité fiscale



Les grosses firmes de technologie américaines et les grosses multinationales auront toujours une voix.

Les conservateurs du Canada vont défendre ceux qui n'ont pas de voix aujourd'hui : les Canadiens de la classe moyenne, les nouveaux Canadiens et les propriétaires de petites entreprises qui sont touchés beaucoup plus durement par la crise de la COVID-19. Ils souffrent de façon disproportionnée, beaucoup plus que ceux qui ont de gros moyens.

Pour les aider à se remettre sur pied, il faudra que ceux qui ont été largement épargnés par les dommages économiques de la pandémie en fassent plus.

Les conservateurs du Canada vont assurer que le fardeau de la reprise économique et de la prestation des services publics essentiels ne revient pas à ceux qui ont été le plus durement touchés.

Nous allons augmenter le financement de l'Agence du revenu du Canada, l'élevant à 750 millions de dollars par année, pour renforcer l'application de l'imposition internationale, des multinationales, des grosses sociétés et de la lutte contre l'évasion fiscale. Ce coût sera plus que contrebalancé par l'augmentation de la conformité, ce qui augmentera les montants que le gouvernement recueille en impôts dus.

S'attaquer aux fraudeurs fiscaux

Les libéraux de Trudeau ont récemment reconnu que leur programme d'observation des contribuables à valeur nette élevée n'a pas permis de poursuivre une seule personne depuis six ans. Sous Justin Trudeau, l'Agence du revenu du Canada continue à s'en prendre aux petites entreprises, ignorant ceux qui sont suffisamment riches pour se payer de coûteux avocats et comptables.

Les conservateurs du Canada vont corriger ce programme et assurer que les riches paient leur juste part.

Pour que les multinationales et les grosses firmes de technologie paient leur juste part

Pendant que les petites entreprises canadiennes souffraient tout au long de la dernière année, les grosses firmes de technologie américaines comme Amazon et Google engrangeaient des profits record – en ne payant presque pas d'impôt sur l'argent qu'elles gagnent au Canada. C'est le temps d'être juste.

Les conservateurs du Canada vont assurer que les firmes de technologie étrangères paient leur juste part d'impôt, ce qui comprend la taxe sur les ventes et une taxe sur les services numériques, représentant 3 % de leur revenu brut au Canada si elles ne paient pas d'impôt sur le revenu au Canada.

De manière plus générale, les conservateurs du Canada vont travailler avec l'administration Biden et d'autres partenaires internationaux pour s'attaquer aux multinationales qui font de l'évasion fiscale afin de s'assurer qu'elles paient leur part.

Cependant, ça ne signifie pas qu'il faille renoncer à la souveraineté de notre régime fiscal. Les Canadiens, et les Canadiens seulement, déterminent la politique fiscale et les taux d'imposition de notre pays. Les conservateurs du Canada s'opposent à ce que les libéraux de Trudeau concluent un taux d'imposition minimal global au G7. Nous nous inquiétons des conséquences que cela pourrait avoir sur les avantages fiscaux que nous offrons aux innovateurs, aux firmes de technologies propres et aux petites entreprises. Les libéraux ont abandonné leur promesse de réduire le taux d'imposition des firmes de technologies propres et sont contents de trouver une excuse pour augmenter les impôts. Seuls les conservateurs du Canada veulent protéger les emplois canadiens.

Un plan détaillé pour protéger les services sociaux



Dépenser pour protéger les Canadiens pendant la pandémie était la chose à faire et les conservateurs sont d'accord. Mais nous ne pouvons pas laisser une dette insoutenable aux générations futures.

Quand la reprise commencera, les conservateurs vont assurer le contrôle des dépenses.

Alors que les Canadiens se font vacciner et que l'économie rouvre, nous allons éliminer progressivement les programmes de soutien d'urgence de manière responsable.

Nous allons nous assurer que les mesures de relance sont ciblées et limitées dans le temps afin d'éviter un déficit structurel.

De plus, nous allons aussi nous assurer de la croissance de l'économie en protégeant les revenus requis pour financer les services gouvernementaux dont les Canadiens dépendent. Pour remettre les finances du Canada sur pied, il faut rétablir une solide croissance économique de 3 % ou plus par année, ce qui est l'objectif de notre plan pour l'emploi.

Le déficit a grimpé à 354 milliards de dollars en 2020-2021, ce qui peut sembler déconcertant. Cependant, il est beaucoup plus facile d'élaborer une feuille de route vers le retour à l'équilibre quand on tient compte des trois composantes du déficit :

- 30 milliards de dollars de déficit préexistant : le montant duquel les dépenses excèdent les revenus dans une économie « normale » affichant une croissance de 1,6 %.
- 70 milliards de dollars des stabilisateurs automatiques : les revenus du gouvernement ont diminué en raison de la récession, alors que le revenu des sociétés et des particuliers baisse et qu'ils paient moins d'impôt. Parallèlement, les dépenses gouvernementales pour l'assurance-emploi et d'autres programmes de soutien augmentent.
- 250 milliards de dollars de dépenses d'urgence pour la COVID-19 : cela comprend 80 milliards pour la PCU et 82,3 milliards pour la subvention salariale (SSUC), les suppléments de la TPS et de l'Allocation canadienne pour enfants, le financement des provinces et des soins de santé, et environ 70 autres mesures de dépenses.

Alors que nous exécutons notre plan pour l'emploi, nous allons remettre les Canadiens au travail, ce qui réduira le chômage et augmentera les recettes fiscales du gouvernement. Ce faisant, nous allons aussi éliminer progressivement les dépenses d'urgence de manière responsable.

Notre plan pour agir pour l'emploi et la croissance économique réduira le déficit de près de 90 % en remettant l'économie sur pied.

Il y aura bien entendu des coûts – des incitatifs et d'autres dépenses pour remettre les Canadiens au travail. Ces dépenses seront limitées dans le temps et viseront à relancer l'économie. Les dépenses les plus élevées auront lieu la première année, les dépenses pour ces mesures de relance étant progressivement éliminées sur cinq ans. Ces dépenses à court terme représentent le gros du coût de notre plan et réduiront directement le déficit en renversant les stabilisateurs automatiques.

Un élément crucial de notre plan est un ensemble de nouveaux investissements dans la recherche et le développement, l'accès à Internet haute vitesse et des mesures fiscales comme la boîte à brevets. Ces mesures auront des avantages à long terme pour l'économie, nous rendant plus concurrentiels et générant plus de recettes fiscales. C'est pourquoi notre priorité est de rebâtir les entreprises et de les inciter à investir, et de remettre les gens au travail.

C'est ainsi qu'on réduit le déficit.

Les emplois et la reprise économique sont rétablis et, ensuite, le déficit diminue et les dépenses d'urgence ne sont plus nécessaires.

En raison de la gravité de notre situation financière, nous limitons les importantes mesures de dépenses continues de notre plan à quelques priorités critiques :

- Soins de santé : stimuler le taux de croissance des transferts aux provinces alors que le gouvernement Trudeau les a réduits.
- Aide aux aînés : offrir un soutien continu aux aînés pour les aider à rester chez eux ou à vivre avec des membres de leur famille afin de répondre à la crise des soins de longue durée.
- Aide aux familles qui travaillent : doubler l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin de rendre le travail rémunérateur et d'aider les plus démunis.

En limitant les dépenses continues à quelques domaines clés et en stimulant la croissance économique, nous allons éliminer le déficit au cours des dix prochaines années, de manière responsable.

Ce faisant, nous allons chercher des façons de faire des économies en rendant le gouvernement plus efficient. Par exemple, cette dernière année, nous avons beaucoup appris sur la capacité de travailler à distance. Des entreprises canadiennes de premier plan comme Shopify ont annoncé des plans pour faire du travail à distance la norme. Les conservateurs du Canada vont appliquer cette politique au plus grand nombre possible d'emplois dans la fonction publique – réduisant les dépenses de bureau tout en améliorant la qualité de vie en offrant aux fonctionnaires la possibilité de travailler à la maison. Des espaces de bureau flexibles pourraient permettre aux fonctionnaires de travailler sur place quand c'est approprié.





Coût du *Plan de rétablissement du Canada*

Les conservateurs du Canada sont heureux de présenter l'évaluation complète des coûts de la plateforme électorale.

Tous les calculs sur les déficits et les prévisions financières reposent sur les points de référence du directeur parlementaire du budget (DPB) pour l'établissement des coûts des mesures proposées dans la plateforme électorale de 2021.

Le tableau ci-dessous indique le fort impact global du déficit, baissant de 85 pour cent, de 168 milliards de dollars cette année à moins de 25 milliards de dollars en 2025-2026. Il suffit d'ajouter le plan conservateur aux points de référence du DPB et de recalculer les frais de la dette à l'aide de l'outil du DPB. Aucun impact économique des politiques n'est inclus.

Pas de compression requise – Même avec une croissance plus rapide

Même sans la croissance additionnelle qui va découler du plan, aucune compression n'est requise parce que les conservateurs vont diriger un gouvernement discipliné qui limite l'augmentation des futures dépenses.

Comme on peut le voir, un gouvernement conservateur va équilibrer le budget en une décennie sans faire de compression. Les prévisions à plus long terme indiquent un retour à l'équilibre en environ sept ans (2028-2029), mais elles ne sont pas indiquées ici parce que les chiffres vont au-delà des points de référence du DPB et ont donc un degré d'incertitude plus élevé.

Dépenses et déficits prévus sans croissance additionnelle

Pour être pleinement transparent et faire preuve de prudence, l'établissement du coût montre à quoi ressembleront les dépenses et les déficits avec les mesures de relance, sans croissance additionnelle. Comme on peut le voir, le plan conservateur reste sur la voie de l'équilibre budgétaire en dix ans.

| Milliards \$ | 2021-22 | 2022-23 | 2023-24 | 2024-25 | 2025-26 |
|----------------------------------------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Équilibre budgétaire (points de référence du DPB) | -138,2 | -42,7 | -35,6 | -24,8 | -24,6 |
| Nouvelles dépenses nettes totales | 29,7 | 14,2 | 7,8 | 0,3 | -0,7 |
| Nouveaux frais de la dette publique | 0,1 | 0,4 | 0,5 | 0,7 | 0,8 |
| Équilibre budgétaire final | -168,0 | -57,3 | -43,9 | -25,8 | -24,7 |

Quantification d'une meilleure performance économique

Les conservateurs du Canada ont un plan détaillé pour stimuler la performance économique du Canada.

Le plan de croissance n'est pas inclus dans les estimations afin de faire preuve de prudence, mais les conservateurs pensent que cette croissance sera plus forte, pour les raisons suivantes :

- L'investissement de 5 milliards de dollars dans l'Agence canadienne de recherche avancée augmenterait le produit intérieur brut (PIB) de 0,6 pour cent à 1,6 pour cent sur cinq ans, selon le multiplicateur du PIB de trois à huit, cité par le DPB. L'échelon inférieur est appliqué aux

prévisions. De plus, un régime de recherche et développement (R&D) réformé devrait entraîner une productivité de la main-d'œuvre modérément plus élevée.

- Les conservateurs estiment que le Plan Hausse d'emplois de 7,6 milliards de dollars créera 180 000 emplois de plus que les points de référence du DPB. Ce Plan va aussi augmenter les salaires.
- L'Allocation canadienne pour les travailleurs de 5,6 milliards de dollars par année est offerte entièrement aux Canadiens à revenu faible et moyen, et le multiplicateur du DPB de 0,8 à 1,3 s'y applique. Dans les projections, un multiplicateur de 0,8 pour cent est appliqué au cours des cinq prochaines années. Cela va augmenter les emplois de 0,5 pour cent, ou de 95 000 travailleurs, en intégrant plus de gens à la population active.
- Les conservateurs estiment que les 13,8 milliards de dollars de l'Accélérateur canadien d'investissement, combinés à la réforme réglementaire, entraîneront une augmentation de deux pour cent des investissements des entreprises sur quatre ans.
- Les conservateurs estiment que la réforme réglementaire et la réduction des obstacles au commerce interprovincial stimuleront le PIB d'un pour cent sur cinq ans. C'est bien inférieur à l'estimation de quatre pour cent du Fonds monétaire international (FMI), parce que les conservateurs reconnaissent qu'il faut faire plus pour atteindre une harmonisation réglementaire dans une fédération décentralisée.
- Les conservateurs estiment que le rétablissement de la croissance dans le secteur énergétique, qui était le plus gros moteur d'investissements, pourrait considérablement stimuler les investissements et l'emploi des entreprises. Depuis que Justin Trudeau est au pouvoir, plus de 100 milliards de dollars d'investissements ont été annulés, une perte de quatre pour cent pour le PIB. Les conservateurs du Canada veulent rétablir la croissance du secteur.

Selon ces calculs, les conservateurs pensent que le plan va stimuler le PIB, l'emploi et la productivité, comme ci-dessous. Cependant, comme cela est précisé plus haut, ce n'est pas inclus dans les calculs à des fins de prudence.

| % de variation des points de référence du DPB | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Niveau de prix du PIB | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PIB réel | 0 | 1,5 | 0,9 | 0,6 | 0,6 |
| Emploi | 0 | 1,3 | 0,3 | 0,2 | 0 |
| Productivité de la main-d'œuvre | 0 | 0 | 0,2 | 0,2 | 0,3 |

Dépenses libérales

Finalement, les conservateurs ont ajusté les dépenses des libéraux pour qu'elles soient plus réalistes compte tenu de leur bilan, les dépenses de programme augmentant d'une moyenne annuelle de 6,5 pour cent entre 2016 et 2019. Le DPB estime les dépenses de programme en fonction de la loi actuelle. Il simule une période de cinq ans sans nouveau budget, nouvelle loi, nouveau programme ou nouvelle promesse de dépenses, ce qui est irréaliste pour les libéraux.

Les conservateurs pensent que cette approche sous-estime considérablement le montant des dépenses probables sous Justin Trudeau.

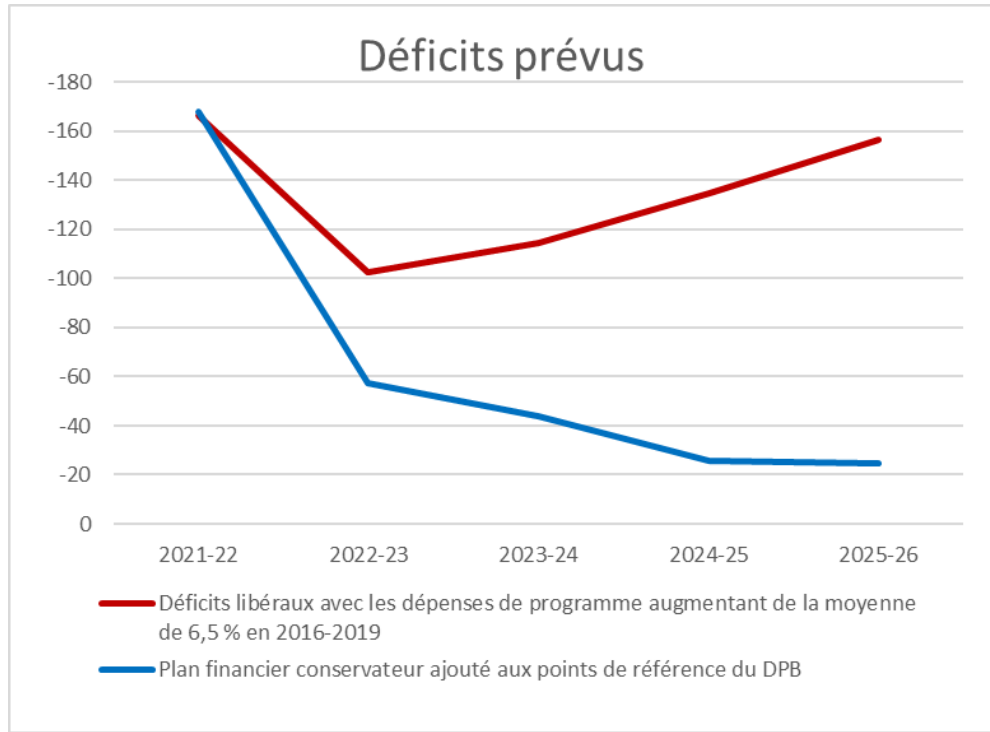
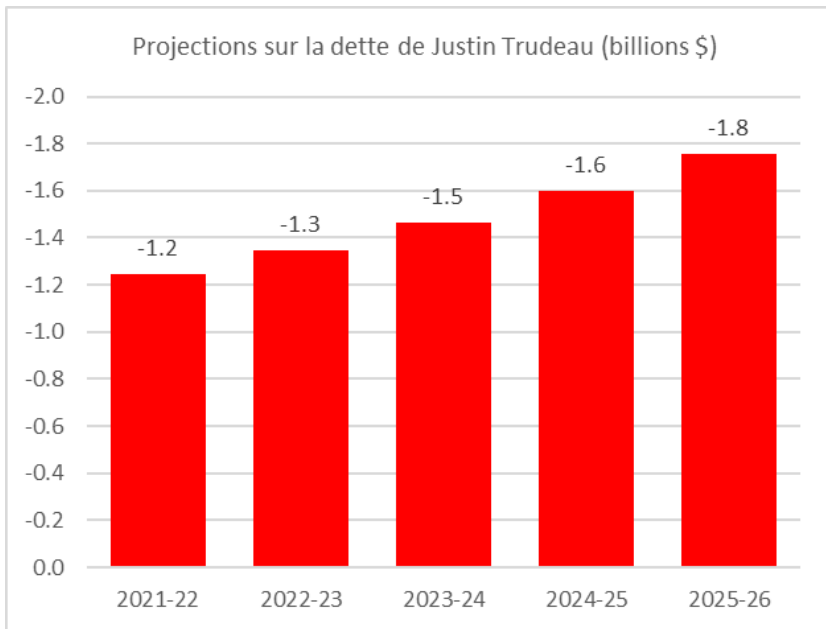
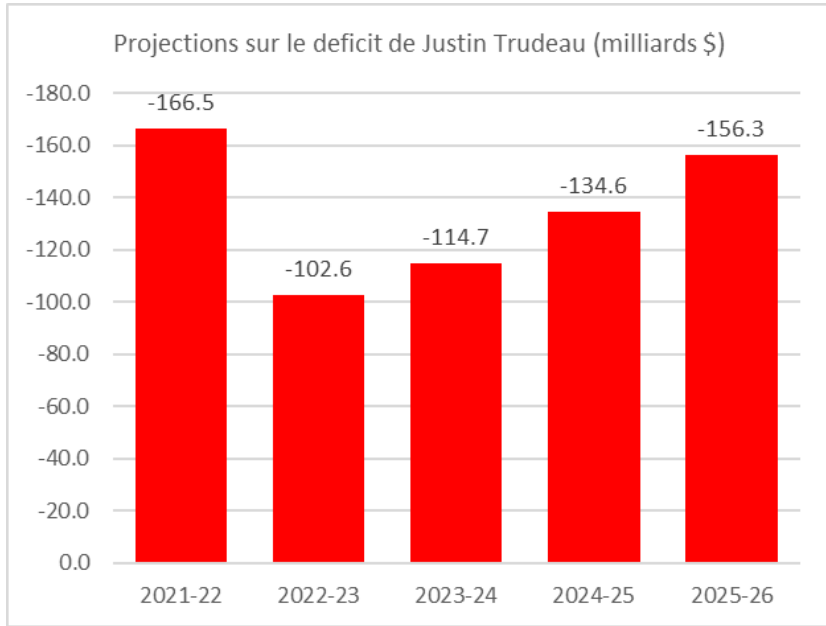
Les conservateurs pensent que l'application d'un taux de croissance de 6,5 pour cent des promesses de dépenses libérales est raisonnable, compte tenu du bilan de ce premier ministre et des données historiques. Justin Trudeau a brisé toutes les promesses qu'il a faites sur l'équilibre budgétaire. Il refuse constamment d'adopter quelque cible budgétaire que ce soit et il vilipende les conservateurs parce qu'ils veulent équilibrer le budget. Le dernier membre du cabinet libéral qui se préoccupait de la responsabilité financière a démissionné l'année dernière.

Au tableau ci-dessous, les conservateurs ont laissé les dépenses d'urgence pour la pandémie se faire comme prévu, et augmenté les autres dépenses de 6,5 pour cent par année. Les frais de la dette publique ont ensuite été recalculés selon [l'outil du DPB](#).

| Milliards \$ | 2021-22 | 2022-23 | 2023-24 | 2024-25 | 2025-26 |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Recettes budgétaires | 367,2 | 394,5 | 415,3 | 433,8 | 452,1 |
| Dépenses de programme | 498,8 | 455,0 | 484,5 | 516,0 | 549,6 |
| Frais de la dette actuels | 21,7 | 23,5 | 27,5 | 32,4 | 37,6 |
| Nouvelles dépenses de plateforme | 13,1 | 17,9 | 16,2 | 16,3 | 14,6 |
| Frais de la dette additionnels | 0,2 | 0,7 | 1,8 | 3,7 | 6,7 |
| Équilibre budgétaire | -166,5 | -102,6 | -114,7 | -134,6 | -156,3 |
| Dette totale | -1 245,5 | -1 348,1 | -1 462,9 | -1 597,5 | -1 753,8 |

Les résultats indiquent que les déficits de Justin Trudeau augmentent progressivement à plus de 150 milliards de dollars par année, avec une dette totale de 1,8 billion de dollars.

Encore une fois, cela repose sur le bilan libéral d'augmentation des dépenses de programme de 6,5 pour cent par année. Si Justin Trudeau adopte une cible budgétaire pendant la campagne ou s'il précise de combien il va augmenter les dépenses, les conservateurs seront contents de recalculer ses projections sur le déficit.



Comparaison finale de l'équilibre budgétaire

Les Canadiens vont faire un choix critique à cette élection : rester sur la voie de l'échec et de la dette toujours croissante avec un gouvernement libéral qui va dépenser sans plan de croissance.

Ou élire un gouvernement conservateur qui va bâtir un Canada plus fort avec de bons emplois et de meilleurs salaires, une économie dynamique et innovatrice qui produit des résultats et où chaque secteur de l'économie peut partager le succès de notre grand pays.

Erin O'Toole et les conservateurs du Canada aimeraient remercier le personnel du Bureau du directeur parlementaire du budget pour ses conseils et ses longues heures de travail – le soir et le week-end – pour faire de nombreux calculs complexes en peu de temps. C'est la plateforme conservatrice la plus ambitieuse de tous les temps, et le DPB n'a pas pu entreprendre ce travail avant le déclenchement des élections en raison des limitations de la loi habilitante. Ces efforts herculéens sont très appréciés.

| | 2021-22 | 2022-23 | 2023-24 | 2024-25 | 2025-26 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Déficit – Points de référence du DPB | -138,2 | -42,7 | -35,6 | -24,8 | -24,6 |
| Plan Hausse d'emplois du Canada | 6,511 | 1,100 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| <i>Moins la réallocation du budget de 2021</i> | 0,000 | -0,577 | -0,582 | 0,000 | 0,000 |
| Programme Découvrir les restaurants et visiter le Canada (restaurants) | 0,843 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Programme Découvrir les restaurants et visiter le Canada (Explorer et soutenir le Canada) | 0,155 | 1,399 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Élimination de la taxe ascenseur libérale sur l'alcool | 0,011 | 0,069 | 0,111 | 0,152 | 0,195 |
| Prêt pour la relance des PME | 2,199 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Accélérateur canadien d'investissement | 1,653 | 6,746 | 5,364 | 0,000 | 0,000 |
| Crédit d'impôt pour la relance des PME | 0,129 | 0,529 | 0,421 | 0,000 | 0,000 |
| Doublement du Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis | 0,016 | 0,065 | 0,069 | 0,057 | 0,019 |
| Fonds de formation professionnelle du Canada | 0,000 | 0,125 | 0,125 | 0,000 | 0,000 |
| Prestation canadienne pour les soins aux aînés | 0,450 | 0,471 | 0,497 | 0,526 | 0,555 |
| Régime de brevets | 0,005 | 0,025 | 0,046 | 0,070 | 0,096 |
| Agir pour les brevets canadiens | 0,040 | 0,040 | 0,040 | 0,040 | 0,040 |
| Actions accréditatives pour les entreprises de technologie | 0,071 | 0,288 | 0,306 | 0,326 | 0,348 |
| <i>Moins la réallocation du budget de 2021</i> | 0,000 | -1,724 | -2,287 | -1,276 | -0,395 |
| Ports pour petits bateaux | 0,007 | 0,061 | 0,064 | 0,067 | 0,070 |
| Industrie extra-côtière | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,000 | 0,000 |
| Doublement de l'Allocation canadienne pour les travailleurs | 1,388 | 5,570 | 5,638 | 5,696 | 5,780 |
| Augmentation des prestations de maladie de l'assurance-emploi (AE) à 52 semaines | 0,372 | 1,521 | 1,431 | 0,731 | -0,038 |
| Crédit d'impôt pour la mobilité dans la construction | 0,021 | 0,087 | 0,089 | 0,091 | 0,094 |
| Meilleur financement de la garde d'enfants | 0,900 | 0,700 | 0,600 | 0,300 | 0,120 |
| <i>Moins la réallocation du budget de 2021</i> | 0,000 | -4,906 | -6,208 | -7,237 | -8,383 |
| Offre aux parents de l'Allocation canadienne pour enfants au septième mois de grossesse | 0,086 | 0,341 | 0,349 | 0,356 | 0,363 |
| Congé de la TPS | 1,819 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Report des gains capital sur les logements locatifs | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,500 |
| Rétablissement du tarif sur l'ÉPI importé | -0,104 | -0,319 | -0,326 | -0,333 | -0,340 |
| Augmentation de 6 % du Transfert canadien en matière de santé | 0,000 | 0,304 | 0,329 | 0,901 | 2,099 |
| Protection de la santé mentale des employés | 0,001 | 0,004 | 0,008 | 0,010 | 0,006 |
| Programmes pour la santé mentale et le bien-être | 0,050 | 0,050 | 0,050 | 0,000 | 0,000 |

| | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| Soutien aux Canadiens souffrant de toxicomanie | 0,100 | 0,100 | 0,125 | 0,000 | 0,000 |
| Investissement dans le captage du carbone | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,500 |
| Investissement dans des solutions climatiques naturelles | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 |
| <i>Moins la réallocation du budget de 2021</i> | 0,000 | -0,580 | -0,486 | -0,484 | -0,446 |
| Formation contre la contrebande | 0,020 | 0,020 | 0,020 | 0,020 | 0,020 |
| Lutter contre les armes à feu illégales et les gangs | 0,025 | 0,025 | 0,025 | 0,025 | 0,025 |
| Retrait de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures | -0,009 | -0,009 | -0,009 | -0,009 | -0,009 |
| Protection des pensions des anciens combattants | 0,159 | 0,052 | 0,051 | 0,051 | 0,051 |
| Formation pour réduire l'incarcération des Autochtones | 0,013 | 0,013 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Protection de la santé mentale des Autochtones | 0,200 | 0,200 | 0,200 | 0,200 | 0,200 |
| Déduction pour les résidents du Nord | 0,160 | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,500 |
| Amélioration de la nutrition dans le Nord | 0,050 | 0,050 | 0,050 | 0,050 | 0,050 |
| Amélioration du Fonds pour l'accessibilité | 0,080 | 0,080 | 0,080 | 0,080 | 0,080 |
| Amélioration du Crédit d'impôt pour personnes handicapées | 0,009 | 0,039 | 0,041 | 0,043 | 0,045 |
| Transition économique des anciennes communautés minières | 0,020 | 0,020 | 0,020 | 0,020 | 0,020 |
| Financement des universités francophones | 0,030 | 0,030 | 0,030 | 0,030 | 0,030 |
| Programme de stabilisation fiscale et accords provinciaux | 9,720 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 |
| Abolition des frais de licence de la Partie II du CRTC | 0,031 | 0,124 | 0,127 | 0,130 | 0,132 |
| Lutter contre l'haine et trafic en ligne | 0,025 | 0,025 | 0,025 | 0,025 | 0,025 |
| Fin de la subvention aux médias de Trudeau | 0,000 | -0,153 | -0,147 | -0,150 | -0,150 |
| Fonds pour la préservation du patrimoine canadien | 0,015 | 0,015 | 0,015 | 0,015 | 0,015 |
| Financement accru de l'Agence du revenu du Canada | 0,000 | -0,467 | -1,218 | -2,407 | -3,578 |
| <i>Moins la réallocation du budget de 2021</i> | 0,000 | -0,038 | -0,056 | -0,055 | -0,055 |
| Frais de récupération sur le tabac | -0,017 | -0,066 | -0,066 | -0,066 | -0,066 |
| Mesures et fonds de réserve moins élevés | 0,600 | 0,500 | 0,500 | 0,500 | 0,500 |
| Nouvelles dépenses nettes totales | 29,654 | 14,249 | 7,761 | 0,295 | -0,682 |
| Nouveaux frais de la dette publique | 0,130 | 0,363 | 0,534 | 0,656 | 0,755 |
| Déficit final | -168,0 | -57,3 | -43,9 | -25,8 | -24,7 |



conservateur.ca



erintooleCPC



@erintooleMP



@erintoole



cpcpcc

